

REVUE UBA

مجلة اتحاد المصارف العربية

Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

SEPTEMBRE - 2025 9^{ème} ÉDITION

BANQUES ARABES EN AFRIQUE: VERS UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE



DOSSIER SPÉCIAL :
LES FINALISTES DU CONCOURS INSPIREHER À PALERME

BANK OF AFRICA



PARTENAIRE PRINCIPAL DE LA REVUE UBA



VOTRE PARTENAIRE BUSINESS PARTOUT DANS LE MONDE



AFRIQUE

Bénin • Burkina Faso • Burundi
Congo Brazzaville • Côte d'Ivoire • Djibouti
Ethiopie • Ghana • Kenya • Mali • Madagascar
Maroc • Niger • Ouganda • R.D. du Congo
Rwanda • Sénégal • Tanzanie • Tunisie • Togo

EUROPE

Allemagne • Belgique • Espagne
France • Italie • Pays-Bas
Portugal • Royaume Uni • Suisse

AMÉRIQUE

Canada

ASIE

Chine • Emirats Arabes Unis

LE PRÉSIDENT ET LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Mohamed Eletreby
Président du conseil d'administration
(Égypte)



Dr. Joseph Torbey
Président du comité exécutif
(Liban)



Abdulmohsen Al-Fares
Vice-Président du conseil d'administration
(Arabie Saoudite)



Dr. Wissam H. Fattouh
Secrétaire Général



Ziyad Khalfat Abed
Vice-Président du conseil d'administration
(Irak)



Sheikh Mohammad Al-Jarrah Al-Sabah
(Koweït)



Dr. Yaser Al Sharif
(Bahreïn)



Otman Benjelloun
(Maroc)



Abdulla Mubarak Al Khalifa
(Qatar)



S.E.M. Bassem El Salem
(Jordanie)



Waleed bin Khumis Al Hashar
(Sultanat d'Oman)



Sleiman Issa El-Ozabi
(Libye)



Mustafa Al Khalafawi
(Emirats Arabes Unis)



Nej Ghandri
(Tunisie)



Dr. Ahmed Ali Ben Sankar
(Yémen)



Mahmoud El Chewa
(Palestine)



Abbas Abdullah Abbas
(Soudan)



Ahmed H. Al-Dheeb
(Djibouti)



El Hanch Ouid Mohamed Saleh
(Mauritanie)



Fady Jleilatty
(Syrie)



Youssef Ben Henda
(Les Banques Communes)



(Algérie)



Fonds Monétaire Arabe
(Membre observateur)



SHARE YOUR BUSINESS DREAMS WITH
THE ONE WHO WILL HELP YOU GROW
AL AHLY BUSINESS

 **15011**

**THE FASTEST AND EASIEST FINANCING
SOLUTION WITH EXPERTISE IN ALL FIELDS**



البنك الأهلي المصري
NATIONAL BANK OF EGYPT 

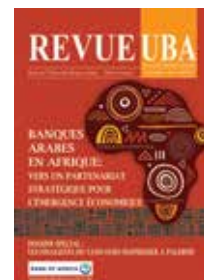
TERMS & CONDITIONS APPLY
BEWARE DON'T SHARE YOUR BANKING OR PERSONAL DETAILS WITH ANYONE

Tax Number 200-000-642

Index

7. Le Mot du Secrétaire Général de l'UBA

L'Afrique: un horizon stratégique pour les banques arabes



Etudes et paroles d'experts

8. Le rôle des partenariats interrégionaux dans l'accès aux marchés financiers et la mobilisation des capitaux,

par Dr. Vera Songwe

15. Capitaux du Golfe en Afrique : vers un nouvel âge des investissements stratégiques,

par Mme Morgane Abbas

19. Afrique – Monde arabe: une dynamique économique en pleine accélération,

Publication UBA

23. Banques arabes en Afrique: un maillage stratégique en pleine expansion,

Publication UBA



Dossier Spécial

30. Droits de douane en hausse: quel avenir pour le commerce international ? L'Union européenne à la recherche de nouveaux horizons

Par **M.Mazen Hammoud**



Entrevue

40. **S.E.M.Hassan Abdullah**, gouverneur de la Banque centrale d'Égypte (CBE)

48. **Mme Bongti Kunene**, Directrice Générale the Banking Association South Africa (BASA)

53. **M. Youssef Rouissi** - Directeur Général Délégué, Attijariwafa bank. Maroc .



Actualités

58. Bank Al-Maghrib adhère au PAPSS: le Maroc devient le 17^e pays membre

59. Sidi Ould Tah élu président de la Banque africaine de développement

60. La BID approuve un financement de 277 millions de dollars pour la croissance inclusive et durable de ses pays membres

61. Développement: Le Haut Conseil Économique Arabe Africain (HCEAA) s'installe au Burkina Faso

Activités de l'UBA



63. Paris 2025: Le Sommet Économique et Bancaire de l'UBA sous le Haut Patronage du Président Macron-Un dialogue stratégique entre l'Europe, le Monde arabe et l'Afrique.

67. IFETAA: Une alliance inédite pour mobiliser la finance islamique et arabe au service de la transformation économique en Afrique et dans le monde arabe

69. Séminaire de l'UBA à Amman sur l'autonomisation des femmes arabes

73. Dossier Spéciale: **InspireHer à Palerme**- Célébrer l'innovation et le leadership féminin dans la région MENA



L'Afrique: un horizon stratégique pour les banques arabes

L'Afrique s'impose aujourd'hui comme le continent de l'avenir : un espace d'opportunités économiques, d'innovation et de partenariats stratégiques en pleine expansion. Avec une population estimée à 1,55 milliard d'habitants en 2025 et un PIB global avoisinant 3 billions de dollars, le continent affiche certains des taux de croissance les plus dynamiques au monde.

En 2024, les investissements directs étrangers y ont bondi de 75 %, atteignant 97 milliards de dollars, soit 6 % des IDE mondiaux. Cette hausse record, largement soutenue par les politiques de facilitation et de libéralisation adoptées par plusieurs pays africains, confirme l'attractivité croissante du continent. Dans ce contexte, les banques arabes ont un rôle déterminant à jouer: investir, accompagner et construire des passerelles financières durables entre le monde arabe et l'Afrique.

Cette neuvième édition de Revue UBA, intitulée « Banques Arabes en Afrique: vers un Partenariat Stratégique pour l'Émergence Économique », met en lumière cette orientation. Elle illustre comment les institutions financières arabes s'engagent de plus en plus dans le financement du développement africain : soutien aux PME, développement des infrastructures, appui à la transition énergétique, à la digitalisation et à l'inclusion financière.

Les analyses et témoignages rassemblés dans cette édition traduisent une conviction partagée : l'avenir de la finance arabe passe par une intégration économique arabo-africaine fondée sur la confiance, la complémentarité et la solidarité. Ce partenariat n'est plus un simple choix, mais une nécessité stratégique pour bâtir un espace commun de stabilité, de croissance et de prospérité partagée.

À travers ses initiatives et alliances régionales, l'Union des Banques Arabes œuvre à renforcer cette dynamique et à offrir aux banques arabes une plateforme de dialogue, de coopération et d'expansion vers de nouveaux marchés à fort potentiel.

Notre mission est claire: faire des banques arabes un levier d'intégration et de développement au service du monde arabe, tout en renforçant leurs partenariats stratégiques avec le continent africain.

Le rôle des partenariats interrégionaux dans l'accès aux marchés financiers et la mobilisation des capitaux



Dr Vera Songwe,
Fondatrice et Présidente de la
Liquidity and Sustainability Facility

Orienter les épargnes mondiales, aujourd'hui immobilisées dans des instruments à faible risque au sein des pays du G20 et des États du Golfe, afin de combler le fossé croissant entre les besoins d'investissements durables des pays en développement et le coût du financement disponible, représente l'un des plus grands défis de notre époque pour la communauté internationale. Si le G20 a joué un rôle central dans la mobilisation et la canalisation des capitaux à l'échelle mondiale, on observe désormais l'émergence de partenariats et de plateformes régionales qui s'imposent comme des leviers essentiels de la mobilisation des capitaux et du renforcement de l'inclusion financière. Le présent essai se penche sur le rôle de ces partenariats interrégionaux (PIR) et explore les moyens d'attirer davantage de capitaux vers le financement du développement durable grâce à ces mécanismes collaboratifs et innovants.

Avant la pandémie de COVID-19, la croissance mondiale s'était stabilisée autour de 3,5%, portée principalement par les marchés émergents, notamment la Chine, tandis que les économies avancées, notamment les États-Unis, affichaient

une expansion robuste. Depuis lors, l'inflation persistante, les tensions géopolitiques et le resserrement des politiques monétaires ont ralenti cette dynamique. Les déséquilibres macroéconomiques observés dans de nombreuses

économies avancées continuent de freiner la reprise, tandis que les chocs commerciaux accentuent la pression sur les économies émergentes à revenu intermédiaire supérieur. Les pays à revenu intermédiaire inférieur, pour leur part, font face à des charges de la dette de plus en plus lourdes, à des coûts du capital élevés et à une contraction des financements concessionnels. L'Afrique ne fait pas exception à cette tendance: malgré une résilience remarquable, la croissance du continent demeure inférieure à ses niveaux d'avant-crise, mettant en évidence les vulnérabilités structurelles auxquelles il reste confronté dans un environnement économique mondial incertain et volatil.

La croissance économique de l'Afrique devrait passer de 3,3 % en 2024 à 3,9 % en 2025, puis atteindre 4 % en 2026. Bien que ces taux demeurent inférieurs aux 6 % de croissance enregistrés au début des deux dernières décennies, cette trajectoire demeure encourageante, car elle témoigne d'un retour progressif de la dynamique économique sur le continent.

Cependant, pour réduire significativement la pauvreté et améliorer les conditions de vie, l'Afrique devra maintenir une croissance moyenne supérieure à 8 % sur le long terme. Un tel objectif exige une hausse substantielle de l'épargne et de l'investissement, ainsi qu'un accès élargi à des financements plus abordables.

Le continent doit donc attirer des capitaux à moindre coût et diversifier ses sources de financement afin de soutenir durablement sa trajectoire de développement et de transformer son immense potentiel économique en prospérité partagée.

Le défi de la croissance après la pandémie est différent, tout comme la stratégie de mobilisation des capitaux. Les crises mondiales telles que le changement climatique, les pandémies et le terrorisme nécessitent davantage et une meilleure coopération, ainsi qu'une structure de financement et de mobilisation différente pour y répondre. Les solutions doivent être globales, ou du moins régionales. Aucun pays ne peut à lui seul

résoudre une crise pandémique ou une crise liée au terrorisme; une collaboration transfrontalière est indispensable.

En plus des défis mondiaux, l'Afrique connaît trois mégatendances qui exigent des investissements supplémentaires : la démographie, l'urbanisation et les infrastructures.

Aujourd'hui, plus de 60 % de la population africaine a moins de 25 ans. Si la tendance actuelle se poursuit, une personne sur quatre dans le monde sera africaine d'ici 2050. Cette poussée démographique nécessite d'importants investissements dans les infrastructures humaines et physiques. Cette pression démographique entraînera également une accélération de l'urbanisation. On estime que d'ici 2030, environ 700 millions de personnes supplémentaires s'installeront dans les villes[1]. La croissance urbaine de l'Afrique appellera donc un renforcement massif des infrastructures, qu'il s'agisse des routes, des télécommunications, du logement ou encore des services sociaux. Les budgets publics, à eux seuls, ne pourront pas répondre aux besoins d'investissement nécessaires pour accompagner cette expansion urbaine sans précédent.

L'Afrique doit diversifier ses sources de financement et rechercher des capitaux moins coûteux ainsi que des partenariats technologiques. Alors que l'influence et l'impact du G20 s'atténuent sous l'effet des tensions géopolitiques, les partenariats interrégionaux, notamment entre l'Afrique et les pays du Golfe, deviennent une source croissante d'investissement pour le continent. Ces partenariats interrégionaux revêtent une importance accrue pour combler les vastes déficits de financement liés aux infrastructures, à la résilience climatique et au développement, dans un contexte où les ressources multilatérales concessionnelles se font de plus en plus rares.

Il existe trois domaines principaux dans lesquels des partenariats interrégionaux bien conçus peuvent contribuer à mobiliser et accroître les capitaux: une meilleure coopération entre les banques régionales de développement, le

développement conjoint de centres financiers régionaux conformes aux normes financières internationales, ainsi qu'un plaidoyer commun des instances régionales en faveur de cadres réglementaires harmonisés.

Un domaine clé où les partenariats interrégionaux se développent et peuvent être renforcés concerne la coopération entre les banques régionales de développement, à l'image de la collaboration entre la Banque africaine de développement (BAD), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et la Banque islamique de développement (BID), pour co-crée et financer des projets communs. Ces institutions ont la capacité de mieux unir leurs forces afin de tirer parti de leur notation de crédit AAA et de fournir des capitaux de développement à moindre coût aux pays qui en ont le plus besoin. Les partenariats interrégionaux (PIR) entre banques de développement régionales permettent également de rationaliser les processus administratifs, d'accroître la transparence et d'offrir aux pays un accès à des ressources financières plus importantes. Deux exemples concrets illustrent cette coopération : le partenariat entre la Banque islamique de développement, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, en collaboration avec plusieurs organisations philanthropiques, dans le cadre de l'initiative Mission 300, visant à fournir l'accès à l'électricité à plus de 300 millions de personnes en Afrique ; et

le projet de la centrale hydroélectrique de Sigrobo-Ahouaty en Côte d'Ivoire, où la Banque africaine de développement s'est associée à la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC) pour soutenir la conception et la couverture assurantielle du barrage. Les PIR peuvent ainsi mobiliser davantage de financements en amplifiant les mécanismes de cofinancement et de prêts conjoints, en réduisant les risques à travers des instruments financiers innovants, et en développant des modèles de financement mixte – incluant des prêts participatifs, des instruments de partage des risques et des solutions de désensibilisation du crédit local – afin d'attirer les investisseurs institutionnels et de stimuler le financement du développement durable en Afrique.

À la suite du rapport du G20 en Inde intitulé "Better, Bolder and Bigger MDBs"[2], les banques multilatérales de développement (BMD) ont proposé un cadre de collaboration renforcée entre institutions. En 2025, elles ont publié leur premier rapport d'avancement[3] présentant les résultats concrets de cette coopération. Parmi les principales avancées figurent la simplification des processus, une meilleure répartition des risques, l'harmonisation des données et un recours accru aux mécanismes de confiance mutuelle. Ces mesures ont permis aux BMD de mobiliser environ 150 milliards de dollars de capital libéré, générant plus de 1,4 trillion de dollars de projets.



À l'échelle régionale, des résultats similaires pourraient être obtenus en adaptant et en étendant les plans d'action des BMD, tout en les ajustant aux spécificités propres à chaque région.



Le deuxième domaine des partenariats interrégionaux concerne le développement et la coopération des marchés de capitaux. L'accès aux marchés de capitaux constitue un élément essentiel de toute stratégie de mobilisation des capitaux dans les économies émergentes. Tant les pays du Golfe que les pays africains doivent intensifier leurs efforts pour renforcer et approfondir leurs marchés financiers. Les marchés obligataires du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à l'instar de ceux de l'Afrique, restent en phase de développement. Leur ampleur demeure limitée, et les progrès réalisés concernent principalement le segment des actions, alors même que les marchés restent fortement fragmentés. Le marché des obligations, quant à lui, demeure insuffisamment développé, une situation similaire à celle observée sur le continent africain. Les marchés africains, en outre, souffrent de fuites de capitaux, d'une vulnérabilité élevée aux chocs extérieurs et de faiblesses structurelles qui entravent leur capacité à jouer pleinement leur rôle dans la mobilisation du financement du développement.

À ce jour, les pays africains lèvent plus de 80 % de leurs financements souverains et d'entreprise sur les marchés des euro-obligations ou par l'intermédiaire des agences de crédit à

l'exportation (ECA). Un marché obligataire plus développé dans les pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe), offrant des capitaux à plus long terme et à moindre coût, représenterait une opportunité précieuse pour les États et entreprises africains. De plus, le marché du CCG pourrait offrir la diversification et la différenciation de produits dont les pays africains ont besoin. Les pays du Golfe disposent d'une expérience significative dans les émissions de sukuk, un instrument financier islamique susceptible d'intéresser plusieurs économies africaines. Le renforcement des liens et l'approfondissement des partenariats interrégionaux entre l'Afrique et le Golfe pourraient ainsi favoriser la croissance de cette classe d'actifs. Les pays du CCG représentent d'ailleurs plus de 40 % du marché mondial des sukuk en circulation. À la fin du premier trimestre 2025, les sukuk constituaient environ 40 % du marché des capitaux de dette (DCM) du CCG, le reste étant composé d'obligations. Durant cette même période, les émissions de sukuk ont chuté de 51 % en glissement annuel, atteignant 18,2 milliards de dollars, tandis que les émissions obligataires ont augmenté de 29 %. Parallèlement, les émissions liées aux critères ESG dans les marchés de capitaux du CCG ont dépassé les 50 milliards de dollars (toutes devises confondues) au premier trimestre 2025[4].

Les fonds souverains des pays du CCG constituent une base solide pour approfondir les marchés de capitaux et développer davantage de partenariats interrégionaux (PIR). En 2024, les 15 fonds souverains du CCG détenaient environ 5 000 milliards de dollars d'actifs, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Koweït et le Qatar figurant parmi les principaux détenteurs. Ces ressources pourraient être mobilisées de manière efficace et ciblée en Afrique pour répondre aux besoins en infrastructures et en technologies du continent, mais également pour accompagner l'expansion du commerce entre les pays du CCG et l'Afrique, notamment dans les domaines de l'agriculture et des minéraux stratégiques. Cependant, une stratégie de diversification des investissements des pays du

CCG doit impérativement s'accompagner d'une amélioration notable du climat des affaires en Afrique. Les investisseurs doivent pouvoir rapatrier leurs capitaux plus facilement, et les législations sur les faillites, les réglementations relatives aux fusions et acquisitions ainsi que les protocoles de location doivent être clairs, transparents et simplifiés afin de favoriser la confiance et stimuler les flux d'investissement.

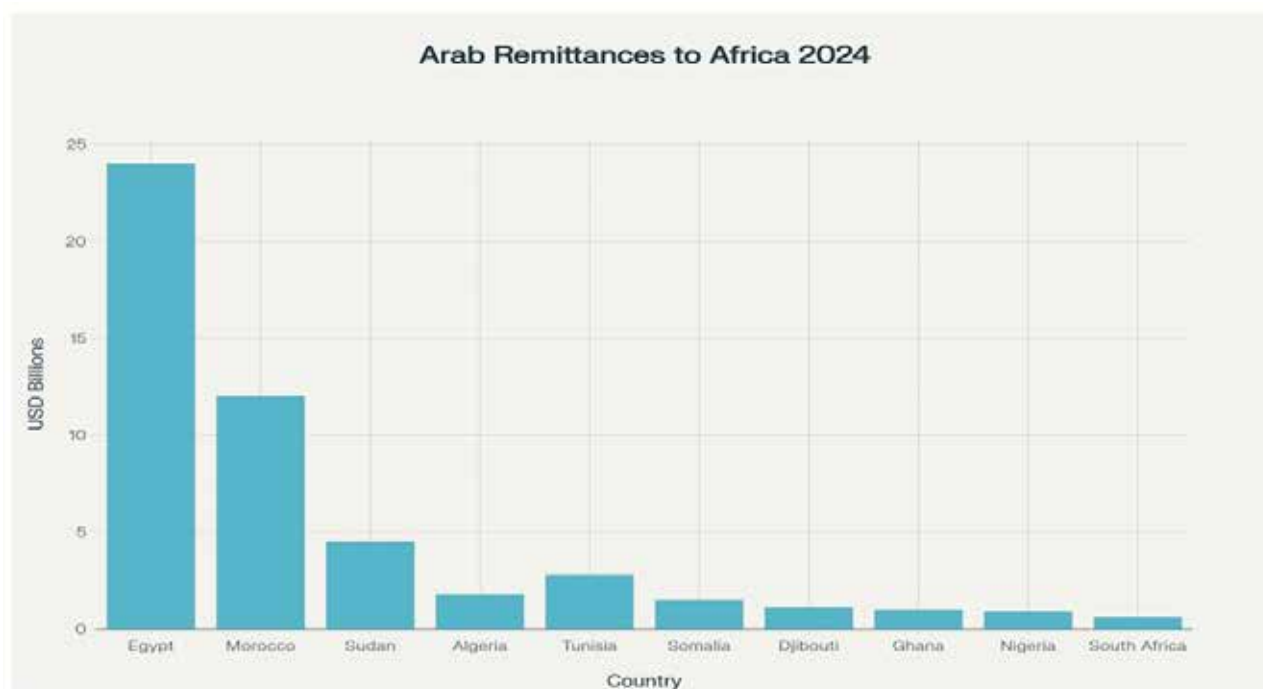
À mesure que les investissements en provenance des pays du CCG augmentent, les activités bancaires connaissent également une croissance soutenue. Au cours de la dernière décennie, la somme des importations et exportations entre les Émirats arabes unis et l'Afrique subsaharienne a augmenté de plus de 30 %, tandis que le commerce entre l'Arabie saoudite et l'Afrique subsaharienne est désormais douze fois supérieur à son niveau d'il y a dix ans[5]. Les banques du CCG ont considérablement étendu leur présence sur le continent africain au cours de la dernière décennie. Elles profitent de l'intensification des échanges commerciaux, de la coopération énergétique, de la hausse des transferts de fonds et du développement des partenariats dans les secteurs portuaire et logistique pour établir de nouvelles succursales. À ce jour, la majorité de ces implantations se trouvent au Nigéria, en Égypte et au Soudan. En s'appuyant sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), une harmonisation des réglementations du secteur financier par les pays africains pourrait renforcer l'attractivité du continent et inciter davantage de banques du CCG à y investir et à s'y implanter durablement.

Les investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs stratégiques augmentent à mesure que le commerce interrégional entre les pays du Golfe et l'Afrique se renforce. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a également ouvert la voie à d'importants investissements dans les infrastructures du continent. Des projets emblématiques illustrent cette dynamique, tels que l'investissement de 35 milliards de dollars des Émirats arabes unis

et de l'Égypte à Ras El Hekma, la présence du groupe DP World dans de nombreux pays africains, ou encore le partenariat entre Qatar Airways et Air Rwanda — autant d'exemples du renforcement des partenariats interrégionaux (PIR) entre le Golfe et l'Afrique dans le domaine des infrastructures. Parallèlement, des entreprises comme Masdar et des acteurs énergétiques du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis ont réalisé des investissements majeurs dans le cuivre, l'or et d'autres minerais stratégiques, notamment en République démocratique du Congo (RDC), en Zambie et au Mozambique. Le secteur agricole, en particulier en Éthiopie et au Soudan, bénéficie également de ces flux d'investissement. En revanche, les secteurs de la finance et de la banque demeurent encore sous-exploités, bien que l'on observe un intérêt croissant pour le soutien aux start-ups africaines, notamment dans la technologie financière et les solutions d'inclusion économique.

Malgré l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) en provenance des pays du CCG vers l'Afrique, un constat récurrent persiste : la rareté de projets bancables de grande envergure capables d'attirer davantage de capitaux. Si un plus grand nombre de banques du CCG s'implantaient sur le continent, elles pourraient mieux identifier les opportunités de projets existantes, acquérir une connaissance plus fine des réalités locales et surtout mieux comprendre les besoins spécifiques du continent. La demande en projets d'infrastructures — notamment dans les transports, l'énergie, l'eau, l'intelligence artificielle et la résilience climatique — est en forte croissance dans de nombreux pays africains. Cependant, les investisseurs jugent encore beaucoup de ces projets non bancables, faute de structuration et de garanties suffisantes. Pour mobiliser davantage de capitaux, les pays du Golfe pourraient collaborer avec le secteur privé africain et les institutions régionales afin d'améliorer la bancabilité des projets. Cela passerait par la création de structures nationales de préparation de projets, par un travail conjoint avec les banques régionales de développement et

les organisations régionales sectorielles (telles que les power pools), afin d'agréger les projets, de réaliser des économies d'échelle et de réduire les coûts. De plus, la mise en place d'outils de bonification du crédit, tels que des mécanismes de première perte, des garanties ou d'autres instruments de réduction des risques, permettrait de renforcer l'attractivité des projets et de stimuler la participation des investisseurs institutionnels.



Remittance inflows from Arab region to top 10 African countries, 2024 (USD billions)

L'accès mondial au capital et son utilisation sont régis par Bâle III et d'autres accords prudentiels internationaux, qui reposent largement sur l'évaluation des agences de notation. Depuis la crise financière mondiale (GFC), ces cadres prudentiels ont joué un rôle positif et essentiel en garantissant une meilleure régulation du système financier et une plus grande résilience face aux chocs économiques. Cependant, certaines réglementations prudentielles introduites à la suite de cette crise ont eu des effets négatifs non intentionnels sur les marchés émergents, touchant aussi bien les pays que les institutions financières du CCG et de l'Afrique[6][7].

En travaillant ensemble, ces régions pourraient plaider pour des cadres réglementaires mieux adaptés à leurs juridictions, tout en harmonisant leurs systèmes financiers afin d'accroître la profondeur et la portée de leurs marchés combinés. Une coopération renforcée entre l'Afrique et les

pays du Golfe pourrait ainsi conduire à la création d'un pôle financier interrégional, permettant à l'Afrique de diversifier ses sources et ses coûts de financement, tout en soutenant l'ambition du CCG de développer un centre financier solide et dynamique.

Des centres financiers performants doivent veiller à respecter pleinement les exigences internationales en matière de conformité et de régulation financière, notamment celles liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et au Groupe d'action financière (GAFI), afin de préserver l'intégrité du système financier mondial. Plusieurs pays africains et arabes demeurent placés sous surveillance du GAFI en raison de déficiences structurelles dans leurs dispositifs de conformité. En collaborant dans le cadre d'un partenariat interrégional (PIR), les deux régions pourraient mieux relever ces défis communs. Les flux

financiers illicites (IFF), par exemple, demeurent un problème majeur pour l'Afrique, qui s'efforce parallèlement de mobiliser des ressources pour le développement. Par ailleurs, les pays du CCG deviennent de plus en plus une destination de ces flux, à mesure que la réglementation se durcit dans les paradis fiscaux traditionnels. L'Afrique perd chaque année plus de 50 milliards de dollars à cause des activités financières illicites.

Une harmonisation réglementaire et une coopération accrue entre les deux régions contribueraient à lutter plus efficacement contre ces flux illicites. Plus encore, des partenariats public-privé conjoints, associés à l'usage des technologies numériques et au partage de données, pourraient renforcer l'intégrité et la transparence des systèmes financiers. Enfin, le développement de monnaies numériques, telles que les stablecoins, s'il est bien encadré, pourrait également améliorer la traçabilité et la transparence des transactions financières.

Dans le contexte géopolitique actuel et face aux difficultés croissantes du financement multilatéral, les partenariats interrégionaux (PIR) représentent l'une des voies les plus prometteuses pour la mobilisation des capitaux en Afrique. Alors que la coopération financière entre l'Afrique et l'Asie s'est développée de manière constante, l'émergence des pays du Golfe comme nouvelle source de financement offrirait à l'Afrique la diversification qu'elle recherche.

Les pays africains et les États du Golfe gagneraient à tirer les enseignements des expériences passées avec l'Europe et la Chine, afin de renforcer et d'améliorer la qualité de leur partenariat. Plus de 100 milliards de dollars ont été investis au cours

des deux dernières décennies, et le potentiel pour aller plus loin demeure considérable. Toutefois, ce partenariat doit être conçu de manière à créer de la valeur pour les deux parties, dans un cadre transparent, durable et équitable.

Alors que l'Afrique est confrontée à un déficit de financement du développement supérieur à un trillion de dollars, les PIR peuvent offrir l'échelle, l'innovation, le partage des risques et des investissements mutuellement bénéfiques nécessaires pour réduire cet écart en libérant davantage de capitaux privés et institutionnels.

La voie à suivre celle d'un partenariat fondé sur la prospérité partagée est désormais claire; ce qu'il reste à accomplir, c'est la mise en œuvre effective d'une feuille de route commune au service de la croissance et du développement durable des deux régions.

[1] <https://www.citiesalliance.org/resources/publications/publications/africas-urbanisation-dynamics-2025-planning-africas-urban>

[2] <https://www.cgdev.org/publication/triple-agenda-roadmap-better-bolder-and-bigger-mdbs>

[3] <https://coebank.org/en/news-and-publications/ceb-publications/mdbs-comparison-report-2025/>

[4] <https://www.fitchratings.com/research/islamic-finance/gcc-debt-capital-market-growing-in-ems-fragmented-facing-volatility-29-04-2025>

[5] <https://www.weforum.org/stories/2024/04/africa-gcc-gulf-economy-partnership-emerging/>

[6] <https://www.project-syndicate.org/commentary/basel-iii-rules-must-be-reformed-to-drive-investment-toward-developing-economies-by-vera-songwe-et-al-2025-07>

[7] <https://www.ssdh.net/unlocking-em-flows>



Capitaux du Golfe en Afrique: vers un nouvel âge des investissements stratégiques



Mlle Morgane Abbas

Analyste macroéconomique et financière
et étudiante en Master 2 de Gouvernance
Internationale et Diplomatie à Sciences Po.

Il est désormais admis que les capitaux émiratis et saoudiens occupent une place incontournable dans le paysage de l'investissement en Afrique, une montée en puissance tout-à-fait prévisible au regard des opportunités qu'offre le continent pour répondre aux impératifs stratégiques des économies du Golfe (diversification économique, sécurisation alimentaire, transition énergétique). Si l'alignement de ces investissements avec les visions nationales émirienne et saoudienne est donc naturel, la maximisation de l'impact de ces capitaux sur les économies africaines réside dans la recherche de synergie avec les enjeux dédiés économies, une mission qui incombe tant aux investisseurs du Golfe qu'aux décideurs africains, et à laquelle le secteur bancaire arabe peut constituer un précieux soutien.

1) Des investissements en pente croissante: un « momentum » du Golfe?

De manière cumulative, les Émirats Arabes Unis (EAU) et l'Arabie Saoudite ont déployé 85 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) en Afrique entre 2012 et 2022, selon le World Economic Forum. Ces chiffres font d'eux les principaux investisseurs du GGC sur le continent devant le Qatar, qui continue également de multiplier les annonces d'investissements. Les

EAU ont même pris la première place mondiale en termes de flux cumulés d'investissements annoncés entre 2019 et 2023 (110 Mds USD), même si la Chine ou les États-Unis conservent l'avantage en termes de stock. La force de frappe financière des fonds souverains des deux pays permet des projets d'investissements d'envergure dans l'ensemble des secteurs stratégiques des

économies africaines (énergie, infrastructures, logistique, agriculture, télécoms, minerais...). Ces financements s'inscrivent dans une temporalité opportune, alors que certains partenaires traditionnels perdent du terrain. En 2024, le seul investissement émirien de 35 milliards USD dans le contexte du développement de la ville côtière de Ras el Hekma en Égypte, qui avait sauvé le pays in extremis d'une crise de change (à court-terme), a constitué le plus gros contributeur à l'augmentation des IDE entrants en Afrique. Sans ce projet, cette augmentation de 75 % n'aurait été que de 12 %, un chiffre encore faible témoignant de la nécessité de garantir de nouvelles sources de financement.

2) Quel potentiel de transformation pour les économies africaines?

• Renforcement du commerce international et intrarégional

Les investissements émiriens et saoudiens dans les infrastructures de transport et la logistique jouent un rôle clé dans le renforcement de la place des économies africaines dans le commerce international ainsi que dans l'approfondissement du commerce intrarégional.

La construction et la modernisation de ports permettent de réduire les coûts logistiques et les délais associés aux échanges commerciaux, de favoriser l'émergence de hubs logistiques majeurs améliorant la connectivité entre les différents marchés, d'augmenter les revenus douaniers et de trafic, tout en boostant la compétitivité des produits africains. Les opérateurs portuaires DP World et AD Ports sont à cet égard devenus des acteurs incontournables sur le continent, opérant conjointement sur plus d'une dizaine de ports. DP World prévoit d'ailleurs d'investir 3 milliards USD supplémentaires d'ici 2029 pour moderniser ses infrastructures portuaires sur le continent. L'Arabie Saoudite, en février dernier, a annoncé l'acquisition du port de Bagamoyo en Tanzanie pour 10 milliards USD, un investissement stratégique pour connecter les marchés africains, européens, et asiatiques. Autre exemple d'infrastructure, les

EAU ont entamé l'année dernière la construction de l'aéroport international de Kidepo en Ouganda, avec des effets positifs attendus sur le commerce et le tourisme national. Quant à l'Arabie Saoudite, elle prévoit avec l'Égypte de construire le gigantesque « pont de Moïse », promettant d'augmenter et d'optimiser les flux commerciaux entre l'Afrique et l'Asie, tout en développant le tourisme entre les deux pays.

Parallèlement, le commerce intrarégional reste largement sous-exploité: il a représenté un peu plus d'un septième du commerce total de l'Afrique en 2024 (14,4 %) selon l'Afreximbank, alors même qu'il pourrait catalyser la création d'emplois, favoriser les économies d'échelle, renforcer la compétitivité des entreprises locales, et offrir une alternative dans un contexte mondial de regain protectionniste. Le déficit infrastructurel constitue l'une des principales causes de cette sous-optimisation des flux commerciaux, et la montée en puissance des investissements émiratis dans le secteur ferroviaire s'inscrit pleinement dans cet enjeu. Certains investissements permettent même de concilier commerce international et intrarégional, à l'image du projet de 3 milliards USD d'un chemin de fer reliant l'Éthiopie au port de Berbera (Somaliland), débouchant sur un accès stratégique non loin du détroit de Bab el-Mandeb. Si ces infrastructures peuvent, dans une certaine mesure, soutenir la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et favoriser l'intégration commerciale régionale, leur impact demeure toutefois tributaire des problématiques locales, notamment la réduction des barrières non tarifaires, la lutte contre la corruption et l'instabilité politique, et l'uniformisation réglementaire.

• Dynamisation du marché du travail local

Dans un continent marqué par une expansion démographique rapide et des taux de chômage généralement élevés, les investissements du Golfe offrent des opportunités à saisir en matière de création d'emplois, directs ou indirects, et de réduction de la pauvreté.

Par exemple, au niveau des infrastructures, les impératifs de construction, d'exploitation et de maintenance des structures financées par les EAU et l'Arabie Saoudite ouvrent la voie à milliers de nouveaux postes, ainsi qu'à un transfert de compétences utile. Il est donc primordial que la population locale puisse bénéficier directement de ces opportunités, condition essentielle pour renforcer l'attractivité et la durabilité de ces investissements. La stratégie chinoise en Afrique a parfois été critiquée, accusée d'avoir privilégié une main-d'œuvre importée au détriment de l'emploi local. Pour éviter ce biais, il est impératif que les autorités locales mettent en place, en concertation avec les investisseurs, des politiques proactives d'inclusivité. Celles-ci pourraient inclure des quotas de recrutement local, mais aussi des dispositifs de protection des droits des travailleurs. En retour, la dynamisation du marché du travail stimulerait la consommation intérieure et contribuerait positivement à l'activité économique dans les pays concernés.

• **Sécurisation énergétique et transition écologique**

Les investissements émiratis et saoudiens dans les énergies renouvelables en Afrique participent au développement de sources énergétiques alternatives aux hydrocarbures, tout en améliorant le taux d'électrification dans le continent. Selon la Banque africaine de développement, près d'un africain sur deux n'aurait pas accès à l'électricité malgré la présence abondante d'éléments naturels, comme un rayonnement solaire important. Le renforcement de l'électrification promet de nombreux bénéfices socio-économiques: réduction de la pauvreté et amélioration des conditions de vie, alimentation énergétique des activités industrielles, construction de nouvelles infrastructures, augmentation de la productivité, création d'emplois.... Ainsi, le géant émirati Masdar s'est engagé à investir pas moins de 10 milliards USD dans les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne d'ici 2030. Son équivalent saoudien, ACWA Power, a jusqu'à présent investi

7 milliards USD de projets renouvelables en Afrique, dont la construction de centrales solaires en Afrique du Sud (Redstone) ou au Maroc (Noor Midlet II et III), d'une usine de dessalement d'eau au Sénégal, et du plus grand parc éolien d'Égypte. Si les investissements émiratis et saoudiens dans le Oil & Gas africain n'offrent que peu de valeur ajoutée pour les économies locales, certains projets peuvent s'avérer structurants dans l'intégration énergétique régionale, comme la participation émirienne dans le financement du gazoduc Nigeria-Maroc.

• **Agriculture: un enjeu partagé?**

L'agriculture est au centre d'un enjeu partagé entre les pays du Golfe et le continent africain, celui de la sécurité alimentaire. Les économies golfiges demeurent fortement dépendantes des importations alimentaires, un enjeu encore plus sérieux pour l'Arabie Saoudite qui doit composer avec une pression démographique plus marquée. La sécurité alimentaire est également une préoccupation importante en Afrique. Selon le FAO, près de 20 % de la population africaine était en situation de sous-alimentation en 2022. Le continent concentre cependant une partie substantielle des terres utilisables non cultivées.

Dans ce contexte, les investissements émiratis et saoudiens, prenant principalement la forme d'acquisitions ou de locations de terres agricoles dans des pays comme l'Angola, le Soudan, ou l'Égypte, visent à accélérer et moderniser les systèmes de production. Pour maximiser ces bénéfices, des politiques inclusives devraient permettre une redistribution adéquate de la production agricole entre acteurs du Golfe et populations locales. Pour les familles affectées ou déplacées par l'utilisation de nouveaux terrains, il est essentiel de prévoir à minima des mécanismes de compensation financière ou des dispositifs d'intégration dans les activités agricoles. De manière générale, le renforcement de la gouvernance foncière est un levier indispensable pour assurer une stratégie agricole bénéfique à tous. In fine, la stratégie des deux pays en Afrique a le potentiel de renforcer la sécurité alimentaire

des deux parties, tout en soutenant le transfert de technologies, l'industrialisation et la productivité du secteur, en vue d'un futur économique et social plus résilient.

• **Marchés financiers**

L'engagement du Golfe dans les marchés financiers africains est visible dans de nombreux secteurs. Par exemple, les fonds souverains jouent un rôle dans le soutien des start-ups africaines, améliorant le potentiel d'innovation dans des secteurs stratégiques. En mars 2024, Mubadala investissait conjointement avec BpiFrance dans le plus grand fond de capital-risque tech africain, Partech Africa II. En octobre dernier, le Fonds saoudien pour le développement (FSD) a également promis le déploiement de 5 milliards USD en soutien aux start-ups sub-sahariennes. Le secteur bancaire est également important, via l'ouverture de filiales locales comme Dubai Islamic Bank Kenya, ou encore l'octroi de lignes de crédit pour le financement du commerce comme l'a fait la Saudi Exim Bank, permettant d'appuyer les besoins de financement des acteurs locaux.

3) Rôle des banques arabes

Les banques arabes peuvent jouer rôle essentiel dans la structuration financière et le financement durable des investissements du Golfe dans les pays africains:

- Pour les grands projets, les banques arabes peuvent permettre une structure de capital équilibrée et une réduction des risques associés

en complétant les capitaux propres déployés par les investisseurs du Golfe (souvent de grandes entreprises publiques) avec des prêts syndiqués.

- Les prêts syndiqués peuvent permettre à plusieurs banques arabes de mutualiser le risque de leur propre investissement tout en mobilisant des capitaux importants. En mars 2024, quatre banques émiriennes ont ainsi accordé un prêt de 1,16 milliard USD à l'Africa Finance Corporation (AFC) pour soutenir des projets d'infrastructure sur le continent.

- Les investisseurs du Golfe peuvent renforcer leur coopération avec des institutions de développement comme la Banque Arabe pour le Développement Économique de l'Afrique (BADEA), en utilisant des mécanismes comme la blended finance, qui réduisent le risque des investissements tout en finançant des projets à forte valeur ajoutée.

- Les banques islamiques peuvent jouer un rôle dans la structuration de sukuk, y compris des sukuk verts. Elles peuvent apporter un conseil financier, garantir une conformité à la charia, et agir comme des intermédiaires avec les investisseurs du Golfe. À noter cependant que les sukuk demeurent un instrument limité à certains pays africains et pour l'instant relativement marginal.

- Enfin, le rôle des banques arabes s'étend aussi à la sécurisation des investissements, grâce aux garanties bancaires et à la couverture des risques locaux.



Afrique - Monde Arabe: une dynamique économique en pleine accélération - Publication UBA



L'Afrique et le monde arabe vivent un rapprochement inédit, marqué par une intensification des échanges et des alliances stratégiques. Les deux régions élargissent leur coopération au-delà du commerce traditionnel, en misant sur la finance, l'énergie verte et la révolution numérique. Une dynamique qui redessine les équilibres et positionne l'espace afro-arabe comme un acteur clé de la scène internationale.

Un partenariat stratégique en mutation

Les relations économiques entre l'Afrique et le monde arabe connaissent, en 2024-2025, une véritable accélération. Longtemps cantonnées aux échanges commerciaux classiques, elles s'élargissent désormais à de nouveaux champs : finance, énergie verte, digitalisation et intégration régionale. « Plus qu'un voisinage géographique, c'est une alliance stratégique qui s'affirme entre l'Afrique et le monde arabe », résume un expert. Cette dynamique repose sur des avancées concrètes. Les Émirats arabes unis, en pointe, ont signé plusieurs accords commerciaux bilatéraux (CEPA) avec le Kenya, Maurice ou encore la République du Congo, avec l'ambition de doubler les flux d'échanges d'ici 2032. En parallèle, le système panafricain de paiements PAPSS s'impose progressivement comme un outil de facilitation, actif dans 17 pays dont l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, et capable d'économiser jusqu'à 5 milliards USD de frais de transaction par an (Afreximbank). Les bailleurs arabes intensifient

aussi leur action : le Groupe de coordination arabe a mobilisé près de 16 milliards USD en 2024, l'IsDB plus de 9 milliards, et l'ITFC 4 milliards pour le commerce africain.

La coopération s'illustre également dans l'énergie et la logistique. En Égypte, Masdar (EAU) et Infinity Power pilotent un projet éolien de 10 GW, tandis que DP World prévoit d'investir 3 milliards USD dans onze pays africains pour renforcer les corridors reliant le continent au monde arabe.

Commerce et investissements : la montée en puissance

Ce rapprochement repose sur une complémentarité claire : capitaux, expertise et services financiers du côté arabe ; matières premières stratégiques et marché en pleine expansion du côté africain. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) agit comme catalyseur, fluidifiant la circulation des biens et capitaux, tandis que des hubs comme l'Égypte, le Maroc et Djibouti jouent

un rôle de passerelles économiques.

Les résultats sont déjà visibles : la montée en puissance des flux afro-arabes reflète à la fois la confiance des investisseurs et le potentiel démographique d'un continent où la jeunesse constitue un moteur d'avenir.

Chiffres clés du commerce afro-arabe

Entre 2020 et 2023, les flux afro-arabes ont progressé de 15 % selon la BAD. En 2024, l'Afrique a attiré 97 milliards USD d'IDE, soit une hausse exceptionnelle de 75 % en un an (CNUCED). Parmi les projets phares, figure le gigantesque programme urbain de Ras El-Hekma en Égypte, porté par ADQ pour un montant de 35 milliards USD. La dynamique touche aussi le Maghreb : la Tunisie a enregistré 936 millions USD d'IDE en 2024 (+21 %), tandis que le Maroc a capté 1,6 milliard USD (+55 %). Au-delà des flux financiers, les perspectives démographiques renforcent l'attractivité du continent : l'Afrique représentera 20 % de la population mondiale d'ici 2030, dont près de 60 % de jeunes de moins de 25 ans (ONU).

Des dynamiques d'investissements diversifiés

Selon le World Investment Report 2024 de la CNUCED, l'Afrique a mis en place en 2024 un nombre record de réformes pro-investisseurs : 36 % des nouvelles mesures adoptées concernaient la facilitation des investissements, tandis que 20 % relevaient de la libéralisation des marchés, un niveau comparable à celui observé en Asie.

Sur le plan des origines géographiques, l'Union européenne reste le premier détenteur de stock d'IDE en Afrique (plus de 240 milliards USD), devant les États-Unis (environ 60 milliards USD) et la Chine (42 milliards USD). Cette dernière, longtemps focalisée sur les infrastructures lourdes, réoriente progressivement ses capitaux : une

part croissante est désormais consacrée à la pharmaceutique, à l'agroalimentaire et aux énergies renouvelables. En parallèle, près d'un tiers des projets chinois dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI) sont aujourd'hui orientés vers des infrastructures sociales (écoles, hôpitaux) et la transition énergétique, confirmant l'évolution vers une présence plus diversifiée et durable sur le continent.

Face à l'urgence climatique, l'Afrique et le monde arabe placent désormais la transition énergétique au cœur de leur partenariat. Selon l'IRENA (2024), le continent africain détient près de 60 % du meilleur potentiel solaire mondial, mais n'exploite encore qu'1 % de sa capacité photovoltaïque. Cette situation ouvre un champ immense de coopération avec les pays arabes, qui disposent à la fois de capitaux et d'une expertise technologique reconnue.

Les projets conjoints se multiplient. Dans le Sahel, plusieurs centrales solaires soutenues par la BADEA et le Fonds d'Abu Dhabi participent à l'électrification de zones rurales, alors que près de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité (Banque mondiale, 2024). En Afrique du Nord, des programmes pilotes d'hydrogène vert voient le jour au Maroc et en Égypte, réunissant Masdar (EAU), TotalEnergies et différents fonds souverains. Le Maroc s'est fixé pour objectif d'atteindre 4 GW de capacité installée d'ici 2030, tandis que l'Égypte a déjà signé pour plus de 40 milliards USD d'accords-





cadres dans ce secteur (IRENA/MEES, 2024).

Sur le plan du financement, les institutions arabes jouent également un rôle moteur. À la suite de la COP28, le Groupe de coordination arabe a engagé 15,7 milliards USD en 2024, dont une part substantielle consacrée aux projets liés au climat et à l'énergie en Afrique. « La transition verte devient un langage commun entre Afrique et pays arabes, reliant capital, savoir-faire et ressources naturelles », souligne un expert. Ces initiatives, prolongement direct des engagements de la COP28 à Dubaï, confirment le rôle des pays arabes non seulement comme bailleurs de fonds, mais aussi comme partenaires stratégiques du développement durable africain.

Banques et institutions arabes : catalyseurs du rapprochement

Les institutions financières arabes s'imposent comme des acteurs de premier plan dans la transformation du partenariat afro-arabe. La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), active dans plus de 44 pays, a approuvé en 2024 près de 1,2 milliard USD de nouveaux financements, couvrant aussi bien des projets publics (routes, infrastructures énergétiques) que des programmes privés ciblant les PME et l'agriculture (Rapport BADEA, 2024). La Banque islamique de développement (IsDB), pour sa part, a approuvé 13,2 milliards USD de financements en 2024, dont près de 3 milliards

alloués à l'Afrique subsaharienne. Ses priorités incluent la santé, l'éducation, l'énergie et la résilience climatique (IsDB, 2024).

De son côté, le Fonds monétaire arabe (AMF) continue de jouer un rôle stabilisateur : en 2025, il a conclu avec la Somalie un accord de restructuration de 306,5 millions USD, destiné à appuyer les réformes macroéconomiques et renforcer la stabilité financière du pays.

En parallèle, les banques commerciales arabes renforcent leur implantation sur le continent. Les établissements marocains – comme Attijariwafa bank et BANK OF AFRICA – disposent aujourd'hui de plus de 6 000 agences en Afrique, couvrant près de 30 pays, tandis que les banques du Golfe et égyptiennes développent leurs réseaux en Afrique de l'Est et en Afrique subsaharienne. Cette expansion contribue à l'accélération de l'inclusion financière, dans un contexte où près de 45 % des adultes africains restent exclus du système bancaire formel (Banque mondiale, 2024).

Digitalisation et inclusion financière : un nouveau moteur

La révolution numérique agit comme un catalyseur des relations afro-arabes, en ouvrant de nouvelles perspectives pour l'accès aux services financiers. Le continent compte aujourd'hui plus de 1 000 fintechs actives – contre à peine 200 en 2017 –, principalement concentrées en Afrique du Sud, au Nigeria, en Égypte et au Kenya (Disrupt Africa, 2024). Ces jeunes pousses dynamisent le marché grâce aux paiements mobiles, portefeuilles digitaux et banques 100 % en ligne, qui redéfinissent l'expérience financière de millions de consommateurs.

L'Égypte s'affirme comme un véritable hub régional : avec plus de 40 millions d'utilisateurs de paiements mobiles et des investissements en capital-risque dépassant 800 millions USD

en 2023, le pays teste des solutions innovantes avant leur diffusion sur l'ensemble du continent (Banque mondiale, 2024 ; Findexable, 2023).

Pourtant, le défi reste immense : près de 45 % des adultes africains demeurent exclus du système bancaire formel (Banque mondiale, Global Findex 2021). Dans ce contexte, la coopération afro-arabe devient un levier majeur de transformation : les banques arabes investissent dans des plateformes numériques sécurisées, des programmes de microfinance digitale et des partenariats fintech, afin de combler ce fossé et d'accélérer l'inclusion financière.

« L'inclusion financière est la clé de l'émergence africaine : les banques arabes misent su

Vers un pacte économique intégré

Au-delà des flux financiers, l'Afrique et le monde arabe s'orientent vers une vision commune de coopération structurée. Les forums conjoints – tels que le Forum afro-arabe d'investissement, les dialogues économiques de la Ligue des États arabes et de l'Union africaine – tracent les contours d'un agenda partagé. Celui-ci met l'accent sur :

- l'intégration régionale, indispensable pour fluidifier les échanges et renforcer les chaînes de valeur ;
- le soutien aux PME et à l'entrepreneuriat, qui représentent 90 % du tissu économique africain et plus de 80 % des emplois créés (BAD, 2024) ;
- la sécurité alimentaire, enjeu crucial alors que le continent importe encore plus de 60 milliards USD de denrées par an (FAO, 2023) ;
- la transition numérique et énergétique, moteurs de compétitivité et d'innovation.

Avec 1,5 milliard d'habitants et un PIB combiné de près de 5 000 milliards USD, l'espace afro-arabe se positionne désormais comme un pôle économique incontournable. Selon les projections de la Banque mondiale, l'Afrique à elle seule pourrait contribuer à près de 20 % de la croissance mondiale d'ici 2030, grâce à sa démographie et à l'expansion de ses marchés.

« La coopération Sud-Sud n'est plus un slogan,

mais une réalité tangible. L'espace afro-arabe s'affirme comme l'un des pôles émergents les plus prometteurs du XXI^e siècle », souligne un économiste interrogé.

Conclusion : un avenir partagé

Les records enregistrés en 2024 – avec des investissements directs étrangers atteignant 97 milliards USD, soit une hausse de 75 % en un an (CNUCED, 2024) – traduisent une reprise spectaculaire des flux financiers vers l'Afrique. Ce regain de confiance ouvre une nouvelle ère pour la coopération afro-arabe, désormais appelée à dépasser la logique transactionnelle pour s'inscrire dans une trajectoire stratégique et durable.

Banques, institutions régionales et États conjuguent leurs efforts afin de bâtir un pacte économique intégré, reposant sur la mobilisation de capitaux, l'innovation numérique et la transition énergétique. Les banques arabes, qui se déploient de plus en plus en Afrique subsaharienne, apparaissent comme des catalyseurs d'inclusion et de modernisation. Les institutions arabes de financement – BADEA, IsDB, AMF – assurent, quant à elles, un appui structurant à la fois pour les grands projets d'infrastructures et pour la stabilité macroéconomique.

Avec une population afro-arabe cumulée dépassant 1,5 milliard d'habitants et un PIB agrégé de 5 000 milliards USD, cet espace émerge comme un nouveau pôle de croissance mondiale (Banque mondiale, 2024). Il constitue aussi une réponse concrète à la montée des incertitudes internationales, en misant sur la coopération Sud-Sud et sur l'alignement avec les Objectifs de développement durable.

« Plus que jamais, l'heure est à l'audace, à l'intégration et à l'impact », souligne un expert, appelant à transformer cette dynamique en un véritable moteur d'émergence et d'influence globale.

Banques Arabes en Afrique: un maillage stratégique en pleine expansion

Longtemps considérées comme de simples acteurs étrangers, les banques arabes s'imposent désormais comme des partenaires stratégiques du développement africain. De Casablanca au Caire, en passant par Doha et Abou Dhabi, elles tissent un maillage financier inédit, moteur de croissance et d'intégration régionale. Plus qu'une expansion, c'est une véritable mutation qui redessine aujourd'hui la carte bancaire afro-arabe

Un mouvement de fond

En l'espace de deux décennies, les banques arabes – qu'elles proviennent du Conseil de coopération du Golfe (CCG), du Maghreb ou du Machrek – se sont imposées comme des acteurs financiers incontournables sur le continent africain. Leur présence ne relève pas d'un simple opportunisme, mais d'une stratégie concertée visant à capter le potentiel de croissance d'un continent qui devrait représenter près de 20 % de la population mondiale d'ici 2030 (Nations Unies), soutenir l'essor des échanges Sud-Sud et proposer des solutions adaptées aux besoins de marchés émergents en pleine transformation.

En 2024 et 2025, cette dynamique s'est accélérée : acquisitions ciblées, consolidation de hubs régionaux, montée en puissance de la finance islamique et appui des grandes institutions arabes de développement. Ainsi, des groupes tels qu'Attijariwafa bank, présent dans 14 pays africains avec plus de 4 300 agences et des actifs de 67 milliards USD, ou encore BANK OF AFRICA, actif dans 19 pays africains, participent activement au financement des économies locales. Dans le même temps, les banques du Golfe comme QNB et FAB renforcent leurs filiales en Égypte, en Tunisie et au Soudan, consolidant leur rôle de passerelles entre le monde arabe et l'Afrique subsaharienne.

À l'échelle régionale, le poids des banques

arabes devient visible : selon le classement 2024 des 100 plus grandes banques africaines, plusieurs institutions arabes figurent parmi les 20 premières, témoignant de leur solidité financière et de leur ancrage stratégique. Parallèlement, l'essor de la finance islamique — dont les actifs mondiaux dépassent les 4 000 milliards USD et devraient atteindre 4,94 billions de dollars en 2025 — trouve en Afrique un terrain favorable, avec des marchés comme le Soudan, le Nigéria ou Djibouti en forte demande de produits conformes à la charia.

Loin d'être marginale, cette montée en puissance illustre un basculement structurel : les banques arabes ne sont plus de simples acteurs étrangers, mais de véritables partenaires du développement africain, contribuant à l'intégration financière régionale et au financement de projets structurants dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et des PME.

Les poids lourds du CCG:

l'Afrique au cœur des stratégies régionales

Qatar National Bank (QNB) – Présente dans 26 pays, dont cinq en Afrique : Égypte, Tunisie, Soudan du Sud (Juba), Soudan et Togo via Ecobank. Acteur bancaire de dimension mondiale, QNB se distingue particulièrement sur le continent par ses implantations phares en Égypte et en Tunisie. Sa

filiale égyptienne, a enregistré un solide bénéfice net de 7,2 milliards EGP, en hausse de 2 % sur un an. Cette performance a été soutenue par une augmentation de 14 % des revenus nets d'intérêts et de 36 % des commissions et frais sur un an. La banque a également affiché un ratio d'efficacité de 18,4 %. Ces résultats reflètent l'engagement indéfectible de la banque en faveur d'une croissance durable et de la création de valeur pour ses actionnaires, ses clients et l'ensemble de l'économie égyptienne.



First Abu Dhabi Bank (FAB) – Présente dans 19 pays, dont l'Égypte, au cœur de sa stratégie africaine. Sa filiale égyptienne, FABMISR, a affiché au premier semestre 2025 une hausse de 12 % de son bénéfice net (hors effet de change), portée par une solide efficacité opérationnelle. Les actifs ont atteint 461 milliards EGP, les prêts et avances nets ont progressé de 13 % à 160 milliards EGP, et les dépôts clients de 11 % à 288,5 milliards EGP, pour un bénéfice net de 8,6 milliards EGP.

Emirates NBD – Présent dans 13 pays, dont l'Égypte depuis 2013, La filiale égyptienne d'Emirates NBD a enregistré un bénéfice net de 1,4 Md EGP au T1 2025, en hausse de 31 % sur un an (T1 2024 : 1,1 Md). Le résultat avant impôt progresse à 2,1 Md EGP (+20 %), soutenu par un PNI de 3 Md EGP (+16 %). Ces performances confirment la résilience de la banque et son positionnement de leader, porté par une offre de services innovants et centrés client.

Mashreq Bank – Présent dans 13 pays, dont l'Égypte. Connue pour son agilité digitale, Mashreq s'appuie sur un réseau de 14 agences en Égypte et a lancé NEO (grand public) et NEO CORP (clients entreprises), première application hors Émirats.

Kuwait Finance House (KFH) – L'acquisition et la transformation d'Ahli United Bank Egypt en KFH Égypte marque l'entrée officielle du groupe dans le marché égyptien. Avec USD 126 milliards d'actifs et plus de 640 agences dans 12 pays, KFH compte capitaliser sur l'essor de la finance islamique en Afrique.

National Bank of Kuwait (NBK) – NBK-Egypte, fort de 53 agences, a enregistré un bénéfice net de 4,1 milliards EGP (soit l'équivalent de 25,65 millions KWD) au cours des six premiers mois de 2025, contre 3,2 milliards EGP (24,9 millions KWD) sur la même période en 2024, affichant ainsi un taux de croissance remarquable de 30 %.

Al Baraka Banking Group – Présent dans 13 pays africains, dont l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie et l'Afrique du Sud, le groupe exploite plus de 600 agences et reste une référence de la banque islamique de détail.



Les champions du Maghreb: un réseau panafricain solide

BANK OF AFRICA (BOA) – Pionnière dans l'expansion bancaire africaine, BANK OF AFRICA (BOA) s'impose aujourd'hui comme un acteur clé du développement financier sur le continent, alliant performance économique et présence stratégique dans plusieurs marchés émergents. BANK OF AFRICA (BOA) est actuellement présente dans 32 pays, dont 20 en Afrique : Bénin, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Madagascar, Maroc, Niger, Ouganda, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Togo. La banque a clôturé le premier trimestre 2025 avec un résultat net de 920 millions de dirhams marocains (soit environ 99,6 millions de dollars américains), enregistrant une hausse de 26 % par rapport à la même période de l'année précédente — une performance qui confirme la solidité de son modèle de croissance et son rôle moteur dans la finance africaine

Attijariwafa bank – Leader incontesté, le groupe opère dans 27 pays, dont 15 en Afrique: Maroc (5 208 agences) Tunisie(182 Agences), Egypte (63 agences), Mauritanie(26 agences), Congo (28 agences), Cameroun (54 agences), Gabon(22 agences), Benin (1 agence), CBAO Sénégal (90 agences + 7 agence Credit du Senegal), Burkina Faso (6 agences) , Niger (2 agences), Cote d'ivoire (68 agences), Tchad (1 agence), Mali (48 agences) et Togo (15 agences). Attijariwafa bank a bouclé le premier semestre 2025 sur un résultat net part du groupe de 5,9 milliards de dirhams (Soit environ 652 millions de dollars US.*) en progression de 19,8% par rapport à la même période en 2024.(* Cours de change au 30 juin 2025 MAD/USD = 9,0231

Banque Centrale Populaire (BCP) – La Banque Centrale Populaire (BCP) poursuit son ascension comme l'un des grands acteurs bancaires africains, avec une présence étendue

dans 18 pays du continent. Fortement implantée dans l'espace UEMOA – de la Côte d'Ivoire au Sénégal en passant par le Mali et le Bénin – le groupe s'est également imposé en Afrique centrale à travers la BICEC au Cameroun, la BCI au Congo et des filiales en Guinée-Bissau, sans oublier son implantation à Madagascar et à l'île Maurice. Cette dynamique d'expansion, amorcée par le rachat du groupe Atlantic Bank en 2012, illustre la stratégie du groupe d'accompagner la croissance africaine et de renforcer l'intégration financière régionale. Une ambition saluée à l'international : en 2025, BCP figure dans le prestigieux classement Forbes Global 2000, au 1 812^e rang, avec un chiffre d'affaires estimé à 3,3 milliards de dollars, un bénéfice net de 416 millions, des actifs de 53,5 milliards et une capitalisation de près de 6 milliards de dollars.

Banques d'Afrique du Nord en expansion vers le reste du continent

Banque Misr – établissement public égyptien, a annoncé son intention de renforcer considérablement sa présence en Afrique et au Moyen-Orient dans les prochaines années. Cette stratégie passera par la création de nouvelles filiales, afin de consolider l'empreinte internationale de la banque et de renforcer son rôle dans les opérations transfrontalières. En Afrique, la Banque Misr mène actuellement les démarches nécessaires pour établir une filiale à Djibouti et ouvrir une succursale à Mogadiscio, en Somalie, deux portes d'entrée stratégiques vers l'Afrique de l'Est. le marché africain s'impose comme l'un des piliers centraux des ambitions de croissance de la banque.

National Bank of Egypt (NBE) - La National Bank of Egypt (NBE) consolide sa présence sur le continent africain à travers un réseau ciblé d'implantations et de partenariats stratégiques. Son ancrage principal se situe au Soudan du Sud, où elle a inauguré, le 28 juin 2022, sa première succursale à Juba – NBE (Juba) PLC – dotée d'un capital initial de 30 millions USD.



À cette implantation s'ajoutent: Afrique du Sud: un bureau de représentation à Johannesburg, facilitant les échanges commerciaux et financiers avec l'Afrique australe. Éthiopie : un bureau de représentation à Addis-Abeba, renforçant la coopération avec la Corne de l'Afrique. Soudan: une succursale pleinement opérationnelle, consolidant la présence historique de la NBE dans la région. Au-delà de ces implantations, la NBE participe activement à des projets panafricains et à des partenariats structurants, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et en coopération avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Ces initiatives positionnent la NBE comme un acteur clé du développement de l'intégration financière et commerciale en Afrique.

Commercial International Bank (CIB) – En avril 2020, la Commercial International Bank (CIB) a acquis 51 % de ce qui était alors Mayfair Bank Kenya, rebaptisée Mayfair CIB. En janvier 2023, la CIB a finalisé l'acquisition des 49 % restants, faisant de l'entité une filiale à part entière sous le nom de CIB Kenya Limited. La stratégie de CIB Kenya Ltd. s'articule autour du financement du commerce et de solutions bancaires digitales, avec pour objectif principal de développer le corridor commercial Égypte-Kenya et de faciliter l'implantation des grandes entreprises et PME égyptiennes dans ce hub stratégique d'Afrique de l'Est.

Libyan Foreign Bank (LFB) – Acteur historique, présent dans plus de 23 pays, dont 13 en Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne: Lybie, Tunisie, Algérie, Mauritanie, Égypte, Soudan, Uganda, Tchad, Burkina Faso, Niger, Mali, Zimbabwe, Togo. Avec un total d'actifs de 17 milliards de dollars et au service de plus de 5 000 clients entreprises, la mission de LFB est de fournir une banque efficace et centrée sur le client.

Autres acteurs panarabes et institutions clés

Bank ABC (Bahreïn) – Présente dans plusieurs pays d'Afrique du Nord, cette banque universelle illustre la stratégie des établissements du Golfe cherchant à renforcer leur empreinte régionale. Bank ABC a misé sur l'innovation en lançant ila Bank, une banque digitale « mobile only » qui s'adresse à une clientèle jeune et connectée. En Afrique, cette orientation numérique représente un levier stratégique majeur, compte tenu de la pénétration rapide du mobile et des besoins croissants en services financiers accessibles à distance.

Arab African International Bank (AAIB) – Avec un réseau domestique solide de 96 agences en Égypte et une présence confirmée aux Émirats Arabes unis et au Liban, l'AAIB illustre la montée en puissance des banques égyptiennes sur la scène

régionale. L'institution affiche de fortes ambitions de diversification et de croissance, notamment à travers un projet d'expansion en Arabie saoudite. Cette ouverture vise à consolider son rôle de passerelle entre l'Afrique et le Moyen-Orient, et à capter des flux d'investissements croissants entre les deux zones.

UBAF (Union de Banques Arabes et Françaises) – Basée à Paris et bénéficiant d'une notation Fitch A- en 2025, l'UBAF joue un rôle central dans le financement du commerce entre marchés arabes et africains. Elle apporte des solutions spécialisées dans le financement des exportations, l'émission de lettres de crédit et la structuration de transactions complexes. À travers son expertise, l'UBAF contribue à fluidifier les échanges commerciaux Sud-Sud, tout en renforçant la présence des banques arabes sur les marchés européens et africains.

Le rôle des institutions de développement arabes

BADEA (Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique) – Institution financière pionnière, la BADEA constitue l'un des principaux vecteurs de coopération arabe-africaine. Elle intervient à la fois sur le financement de projets publics – infrastructures routières, réseaux électriques, projets hydrauliques – et sur l'appui au secteur privé, notamment dans l'agriculture et l'énergie. Sa stratégie de cofinancement avec des banques arabes et africaines lui permet de maximiser son impact et de catalyser des investissements d'envergure.

Banque Islamique de Développement (IsDB) – Acteur multilatéral incontournable, l'IsDB a approuvé en 2024 pour 13,2 milliards USD de financements, marquant une progression de 12,3 % par rapport à 2023. Près de 22,5 % de ce montant, soit environ 3 milliards USD, ont été alloués à l'Afrique subsaharienne, confirmant la priorité accordée au continent. Ses engagements cumulés

en Afrique approchent désormais les 74 milliards USD, couvrant des projets allant de l'électrification rurale à la santé, en passant par les infrastructures de transport. Parallèlement, l'IsDB accompagne la montée en puissance de la finance islamique, positionnant l'Afrique comme un terrain privilégié pour le développement de produits financiers conformes à la charia.

Fonds Monétaire Arabe (AMF) – Principalement tourné vers le soutien macroéconomique, l'AMF accompagne les pays arabes dans la stabilisation de leurs balances des paiements et la consolidation de leurs systèmes financiers. En avril 2025, il a signé un accord de restructuration (allègement de dette) de 306,5 millions USD avec la Somalie, une étape cruciale pour alléger le fardeau financier du pays et renforcer ses efforts de réformes. À travers ses instruments de financement et de conseil, l'AMF favorise également l'intégration financière arabe et l'harmonisation des politiques monétaires et bancaires.

Tendances et perspectives

L'Égypte comme hub africain – Le Caire s'affirme comme une plateforme régionale incontournable pour les banques arabes. La taille du marché égyptien (plus de 110 millions d'habitants), son poids économique et sa position géographique en font une porte d'entrée idéale vers l'Afrique. Plusieurs groupes arabes – QNB, FAB, Emirates NBD, Mashreq, KFH, NBK, Al Baraka – ont choisi l'Égypte comme base opérationnelle pour leurs ambitions africaines. Ce choix s'explique aussi par un environnement bancaire en pleine modernisation, soutenu par les réformes du régulateur et par une forte adoption du digital. L'Égypte devient ainsi un laboratoire de nouveaux produits financiers (banques 100 % mobiles, paiements instantanés, finance islamique) avant leur extension au reste du continent.

Expansion panafricaine marocaine – Les banques marocaines, notamment Attijariwafa

bank, BANK OF AFRICA (BOA) et Banque Centrale Populaire (BCP), ont bâti depuis plus de deux décennies un réseau panafricain solide couvrant l'Afrique francophone et anglophone. Cette stratégie proactive leur permet aujourd'hui d'être perçues comme de véritables « banques africaines de référence », capables d'accompagner aussi bien les grands projets d'infrastructures que les PME locales. Grâce à leur connaissance fine des contextes économiques et à leur expérience dans des environnements diversifiés, elles jouent un rôle de pont entre les flux financiers en provenance du Maghreb, du Golfe et d'Europe. L'intégration de leurs réseaux dans l'UEMOA et la CEMAC leur confère un avantage stratégique pour accompagner la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Croissance de la finance islamique – La finance islamique connaît une expansion remarquable en Afrique, soutenue par des acteurs tels que Kuwait Finance House (KFH), Al Baraka Banking Group et la Banque Islamique de Développement (IsDB). L'Afrique est aujourd'hui l'un des marchés les plus prometteurs pour les produits conformes à la charia, en raison de la forte demande dans des pays à majorité musulmane et de l'intérêt croissant des gouvernements pour diversifier leurs sources de financement. Les sukuk souverains émis au Nigeria, au Sénégal ou en Afrique du Sud ont ouvert la voie à une nouvelle classe d'actifs, et les banques arabes cherchent à se positionner sur ces segments. L'essor de la microfinance islamique et des fintechs charia-compatibles pourrait également transformer l'inclusion financière dans les zones rurales africaines.



Conclusion

La percée des banques arabes en Afrique ne peut plus être considérée comme une simple extension géographique : elle marque une véritable mutation stratégique. En investissant massivement sur le continent, ces acteurs financiers entendent jouer un rôle central dans son essor économique, en apportant non seulement des capitaux, mais aussi une expertise technique, des outils digitaux innovants et des solutions adaptées aux réalités locales.

Le soutien des institutions régionales – BADEA, IsDB, AMF – vient renforcer cette dynamique, en orientant les financements vers des secteurs clés : infrastructures, énergie, agriculture ou encore inclusion financière. À cela s'ajoute l'essor de la finance islamique, dont les instruments – sukuk, microfinance, fintechs charia-compatibles – offrent de nouvelles perspectives d'accès au financement pour les ménages comme pour les PME.

À l'horizon 2030, tout porte à croire que nous assisterons à la naissance d'un espace bancaire afro-arabe intégré, où les forces du Golfe, du Maghreb et du Machrek s'allieront aux marchés africains en pleine expansion. Plus qu'un simple partenariat, il s'agit d'une alliance stratégique, capable de soutenir les grandes transitions – numérique, énergétique et sociale – et de placer la coopération Sud-Sud au cœur du développement durable.

En somme, la finance arabe en Afrique ne se contente plus d'accompagner le mouvement : elle s'impose désormais comme un moteur essentiel de croissance et d'intégration régionale.



BLACK
Unlock a World
of Privileges
and Convenience



Droits de douane en hausse: quel avenir pour le commerce international ? **L'Union européenne à la recherche de nouveaux horizons** Par Mazen Hammoud, chercheur en économie – Paris



La guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe connaît un nouveau tournant avec l'accord signé en 2025 entre la Commission européenne et la Maison-Blanche. Derrière les chiffres et les menaces tarifaires, c'est toute la carte des équilibres économiques mondiaux qui se redessine.

Les origines de la guerre commerciale

La crise des droits de douane entre les États-Unis et leurs partenaires commerciaux à travers le monde ne date pas de 2025. Elle trouve ses racines dans la première présidence de Donald Trump, entre 2017 et 2020. Durant cette période, le président s'était attardé sur le déficit commercial américain, constatant un écart considérable en faveur de ses partenaires, notamment la Chine et l'Europe. Il avait alors entrepris des négociations avec Pékin et plusieurs pays asiatiques, ainsi qu'avec certains États européens, approchés individuellement, parvenant avec quelques-uns à des compromis

jugés relativement acceptables.

Sous la présidence du démocrate Joe Biden, les échanges commerciaux entre les États-Unis et leurs partenaires se sont poursuivis, tout comme le déficit chronique de la balance américaine, à l'exception notable de 2023, année où les relations commerciales avec l'Union européenne ont dégagé un excédent. Aujourd'hui, la donne a changé: en pleine campagne pour un second mandat, Donald Trump a menacé l'ensemble des pays exportant vers les États-Unis, les avertissant que leurs ventes sur le marché américain leur coûteraient désormais bien plus cher en cas de victoire électorale.

C'est exactement ce qui s'est produit: entamant son second mandat, Donald Trump a commencé à menacer tour à tour ses partenaires commerciaux, au premier rang desquels la Chine. Pékin inonde en effet le marché américain de produits diversifiés et à très bas prix, provoquant non seulement un déficit croissant de la balance commerciale des États-Unis, mais aussi une crise d'écoulement pour les biens locaux concurrents. Si les marchandises chinoises restent particulièrement abordables, c'est en grande partie grâce au faible coût de la main-d'œuvre, bien inférieur à celui constaté en Europe. Contrairement aux produits européens, généralement plus chers à fabriquer, les produits chinois conservent un avantage de compétitivité. Ainsi, même frappée par un doublement des droits de douane américains, la Chine parvient à compenser ses pertes grâce aux volumes massifs de ses exportations vers le marché américain. La confrontation entre le président Trump et les autorités chinoises s'est alors intensifiée. Il les a menacées d'imposer des droits de douane dépassant les 100 %. Pékin a riposté en adoptant des mesures similaires, avant que les tensions ne finissent par s'apaiser et que les deux parties ne reviennent à la table des négociations, aboutissant à une réduction des tarifs.

La relation économique américano-



européenne

Le différend avec la Chine et avec des dizaines d'autres pays à travers le monde n'est pas le cœur du sujet. L'attention se porte plutôt sur l'Union européenne, dont les liens commerciaux et financiers avec les États-Unis figurent parmi les plus développés et les plus intégrés au monde. Chacun des deux blocs constitue d'ailleurs le premier partenaire commercial de l'autre, en particulier dans le secteur des biens.

Le poids de cet échange est considérable: les flux commerciaux entre l'Europe et l'Amérique représentent à eux seuls près de 30 % du commerce mondial, tandis que les deux économies réunies génèrent environ 43 % du produit intérieur brut planétaire.

Mais au profit de qui penche la balance commerciale ?

En 2024, les échanges commerciaux ont dégagé un excédent d'environ 190 milliards de dollars pour l'Europe, se traduisant par un déficit équivalent du côté américain. Une situation qui a suscité la colère du président élu Donald Trump, lequel a estimé urgent de mettre fin à ce « dérapage » des exportations européennes et à des importations américaines jugées excessives. Accusant les Européens de ne pas acheter suffisamment de produits américains alors que les États-Unis absorbent massivement leurs biens, il a durci son ton en annonçant des droits de douane pouvant atteindre 30 %, avant de conclure finalement sur un compromis fixé à 15 %. Fidèle à sa méthode, Trump a tenté de négocier séparément avec les pays de l'Union, comme il l'avait fait lors de son premier mandat. Mais cette fois-ci, les Européens ont choisi de répondre d'une seule voix afin de mettre un frein à l'offensive tarifaire américaine. Résultat: le nouveau droit de douane de 15 % est entré en vigueur début août 2025.

Dans l'ensemble, alors que le président américain avait déjà imposé depuis le début de l'année des droits de douane supplémentaires à d'autres partenaires commerciaux, les statistiques officielles ont montré que ces mesures commençaient à produire des résultats positifs. De quoi conforter Donald Trump, qui y voit la preuve que sa stratégie permettra de rendre les États-Unis «grands et prospères à nouveau», selon ses propres termes.

L'accord commercial de juillet

La décision américaine est tombée et les droits de douane sont désormais en vigueur. Les Européens, de leur côté, ont accueilli la nouvelle avec calme, tout en entamant des démarches pour élargir leurs partenariats commerciaux et explorer de nouveaux horizons d'investissement.

À la fin juillet 2025, la Maison-Blanche et la Commission européenne sont parvenues à un accord commercial-cadre, destiné à mettre un terme à toute escalade potentielle de part et d'autre. Cet accord n'a toutefois pas fait l'unanimité au sein de l'Union: certains États membres ont exprimé des réserves tant sur la forme que sur le fond. Pourtant, au printemps 2025, les Européens s'étaient entendus pour adopter une position commune et parler d'une seule voix face à Washington. Mais, comme toujours, les décisions commerciales et les accords restent soumis à l'approbation de la Commission européenne, laquelle définit la stratégie commerciale et les relations extérieures de l'Union, tout comme la Banque centrale européenne fixe la politique monétaire pour l'ensemble de la zone euro.

De nombreux observateurs estiment que le président américain a réussi, une fois de plus, à fissurer l'unité européenne en arrachant un accord global. Celui-ci a permis d'éviter l'imposition de droits de douane de 30 % sur les exportations européennes et d'écarter tout risque de blocage ou de retard dans les négociations.

Aux termes de cet accord, la quasi-totalité des exportations de l'Union européenne vers les États-Unis sera désormais soumise à un tarif de base fixé à 15 %. Ce taux concerne notamment l'automobile — jusque-là taxée à hauteur de 27,5 % — ainsi que les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques. Il a également été arrêté que ce seuil de 15 % constituerait un plafond, excluant l'ajout de toute surtaxe supplémentaire aux droits déjà en vigueur.

Les deux parties se sont entendues pour ne pas appliquer de droits de douane sur l'ensemble des avions et de leurs composants, ainsi que sur certains produits chimiques, médicaments, matières premières essentielles et ressources naturelles.

En revanche, l'incertitude demeure concernant les spiritueux européens — un secteur dont l'Union

exporte des volumes considérables vers les États-Unis —, aucune décision définitive n'ayant encore été arrêtée à leur sujet.

En ce qui concerne les droits de douane sur l'acier et l'aluminium européens, ils resteront fixés à 50 %. À propos de ces deux produits, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen — qui a signé l'accord aux côtés du président Donald Trump — a précisé que ces droits seraient progressivement réduits et remplacés par un système de quotas convenant aux deux parties.

L'élément le plus marquant — et le plus controversé — de l'accord réside dans l'engagement de l'Union européenne à acheter du gaz naturel liquéfié américain pour un montant d'environ 750 milliards de dollars, répartis à raison de 250 milliards par an sur trois ans. À cela s'ajoute la promesse d'investir quelque 600 milliards de dollars aux États-Unis durant le mandat du président Trump, ainsi que l'acquisition d'équipements militaires américains. Le président américain a par ailleurs souligné que, dans le cadre de ces nouveaux arrangements, l'Europe ouvrirait davantage ses marchés aux exportateurs américains, avec une exonération totale de droits de douane pour certains produits. Une concession que plusieurs responsables européens considèrent comme un avantage disproportionné accordé à Washington.

Cette relation commerciale entre les États-Unis et l'Union européenne constitue une pierre



angulaire essentielle pour l'avenir de l'économie mondiale, ainsi que pour la stabilité des chaînes d'approvisionnement et d'exportation. Elle ne devrait pas être perçue comme un défi imposé à l'une ou l'autre partie, mais plutôt comme un levier de coopération destiné à favoriser à la fois les intérêts communs et les bénéfices spécifiques, dans le respect des fondements déjà établis.

Dans cette logique, chaque acteur conserve toute légitimité à élargir ses horizons, à diversifier ses opportunités d'investissement et à renforcer ses partenariats avec d'autres pays clés à travers le monde.

Plusieurs pays ont vivement contesté l'accord conclu entre Donald Trump et Ursula von der Leyen, en particulier l'engagement de l'Union européenne à acheter pour 750 milliards de dollars de gaz américain et à investir 600 milliards sur le marché des États-Unis. Pour ces capitales, ces sommes colossales auraient davantage leur place dans des investissements locaux, capables de renforcer les projets nationaux et de créer de nouveaux emplois en Europe.

Les critiques ont résonné de Paris à Rome, de Berlin à Madrid, sans oublier Budapest où le gouvernement hongrois a élevé la voix. Chaque État membre possède en effet ses propres spécificités commerciales, ses filières industrielles phares et ses investissements déjà engagés aux États-Unis. D'où une réticence croissante face à un accord perçu par certains comme déséquilibré et peu respectueux des priorités nationales.

Les principaux biens et services européens exportés vers les États-Unis

Les exportations de l'Union européenne à destination du marché américain concernent avant tout les produits médicaux et pharmaceutiques, ainsi que les voitures, autobus, machines et équipements industriels. Elles englobent également une large gamme de services, qu'il s'agisse de prestations professionnelles, scientifiques et techniques, ou encore de services liés à la production dans les secteurs des télécommunications, de l'informatique et des médias. Enfin, elles couvrent aussi des services essentiels au bon fonctionnement des transports aériens et terrestres.

Les biens et services américains exportés vers l'Europe

Les exportations américaines vers l'Union européenne portent principalement sur des services liés à la propriété intellectuelle, ainsi que sur des prestations professionnelles, scientifiques, techniques et dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Côté marchandises, les flux concernent surtout les produits pétroliers et dérivés, mais aussi certains produits médicaux et pharmaceutiques, ainsi que des machines et équipements destinés à la production d'électricité.

En 2024, le volume global des échanges entre les deux blocs a atteint 1 680 milliards d'euros. L'Union européenne a dégagé un excédent commercial de 50 milliards d'euros dans ses échanges avec les États-Unis. Ce solde s'explique par un excédent de 198 milliards d'euros dans les biens exportés, contrebalancé par un déficit de 148 milliards d'euros dans les services. Le résultat net reste donc positif pour l'Europe, à hauteur de 50 milliards d'euros.

L'Europe à la recherche de nouveaux partenaires

Avec l'entrée en vigueur, début août 2025, de l'accord commercial conclu entre Washington et la Commission européenne, les flux d'échanges et d'investissements transatlantiques entrent dans une phase d'incertitude. Une période d'observation s'ouvre, marquée par les interrogations sur l'impact de ces droits de douane sur les prix des produits européens aux États-Unis, leurs effets potentiels sur l'inflation, et par ricochet sur la politique monétaire de la Réserve fédérale. Il appartient aux États-Unis, qui ont choisi d'alourdir la facture douanière de leurs partenaires, de justifier cette stratégie au nom d'un commerce plus « équitable », censé bénéficier à la fois aux exportateurs et aux importateurs. Mais l'Union européenne, elle, n'est pas cantonnée à sa relation avec Washington. Acteur géopolitique et économique de premier plan, elle multiplie les passerelles de coopération et de partenariat à l'échelle mondiale — qu'elles soient économiques, financières, bancaires ou de développement.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord occupent à ce titre une place privilégiée. Le Groupe Banque



européenne d'investissement y déploie déjà de nombreux projets, et les relations commerciales euro-méditerranéennes constituent un levier stratégique. Reste un obstacle majeur: l'existence de cadres législatifs capables de sécuriser les capitaux étrangers et de garantir un climat de confiance aux investisseurs européens.

Aujourd'hui, la donne change. Sous la pression des barrières tarifaires américaines, l'Union européenne se tourne de plus en plus vers des alternatives. Le monde arabe apparaît comme une destination clé pour renforcer ses investissements, d'autant que les échanges commerciaux entre les deux rives ont déjà dépassé les 300 milliards d'euros au cours des dernières années.

Le monde arabe constitue également une source nette d'emplois pour l'Europe, qui y dégage un excédent commercial estimé à plus de 70 milliards d'euros. Ce solde positif serait d'ailleurs bien supérieur si l'on excluait le pétrole et le gaz des exportations arabes. L'intérêt de l'Europe est donc clair: maintenir, voire renforcer, les flux commerciaux avec les pays arabes.

De même, il est dans l'intérêt de l'Union européenne de soutenir l'intégration régionale des économies arabes, de favoriser leur diversification et de contribuer à leur développement. Un tel engagement permettrait de bâtir un environnement économique et social solide, capable non seulement d'importer des produits européens et de les distribuer localement, mais aussi de consolider les projets en cours grâce à l'apport de nouveaux investissements.

La région arabe, et plus particulièrement les pays du Golfe, dispose de ressources pétrolières et gazières parmi les plus importantes au monde et attire d'importants investissements pour accroître ses capacités de production et d'exportation. Les capitaux européens dans ce secteur pourraient renforcer l'accès de l'Union au pétrole et au gaz arabes, à un moment où elle reste largement tributaire des approvisionnements russes et norvégiens.

Dès 2017, l'Algérie et le Qatar représentaient déjà à eux deux près de 17 % des importations gazières de l'Europe. D'autres pays arabes, tels que l'Égypte et l'Arabie saoudite, disposent également de vastes potentiels dans ce domaine. Avec la montée en puissance attendue du gaz dans le bouquet énergétique de l'Union d'ici 2040, et face à la nécessité de diversifier ses sources pour réduire sa dépendance excessive vis-à-vis de la Russie — une préoccupation amplifiée depuis la guerre en Ukraine —, il ne fait aucun doute que le monde arabe demeurera un fournisseur stratégique pour l'Europe.

Cette problématique, et plus largement la coopération énergétique entre l'Europe et le monde arabe, soulève de nombreuses interrogations quant à son avenir, à ses modalités d'organisation et à la répartition des quotas d'importation. Ces débats prennent une acuité particulière depuis l'accord conclu entre Donald Trump et Ursula von der Leyen, qui prévoit l'achat de gaz américain pour un montant de 750 milliards de dollars sur trois ans.

Dès lors, une question s'impose: l'engagement européen en faveur du gaz et de l'énergie américains, combiné à la promesse d'accroître ses investissements aux États-Unis, va-t-il rebattre les cartes ? Ne risque-t-il pas, en détournant une partie substantielle des capitaux, de priver d'autres régions du monde — au Moyen-Orient comme dans les pays émergents — d'investissements européens pourtant essentiels à leur développement ?

Les risques de l'accord commercial et des investissements européens sur la coopération euro-arabo-asiatique

Dès le début de l'année 2025, les Européens ont perçu la menace avec l'annonce par le président américain élu, Donald Trump, de son projet de redéfinir les relations commerciales de son pays

avec plus de 95 partenaires. L'objectif affiché: parvenir à un échange « équitable » dans la balance commerciale, soit ramener l'excédent au profit des États-Unis, soit, au minimum, instaurer une stricte parité entre exportations et importations.

Or, chaque pays exporte vers l'Amérique des produits différents, et importe en retour selon ses besoins, ses choix et les prix convenus, droits de douane inclus. Les Européens, qui constituent la pierre angulaire du commerce mondial avec les Américains — représentant à eux deux près d'un tiers du volume total des échanges internationaux — ont d'abord cherché à limiter l'impact négatif de cette nouvelle politique. Ils ont ainsi multiplié les alternatives: conclusion d'accords de libre-échange avec la Chine et l'Inde pour stimuler les flux commerciaux et les investissements, intensification de la coopération économique avec le Mexique et le Canada, considérés comme des partenaires de substitution. Tous ces pays, néanmoins, demeurent soumis aux barrières tarifaires imposées par Donald Trump. En parallèle, l'Union européenne s'est engagée dans une démarche de consolidation de son marché intérieur, tout en encourageant l'innovation et l'investissement dans des secteurs stratégiques.

Ajoutons à cela que Le projet européen de diversification des partenariats commerciaux vise avant tout à réduire la dépendance vis-à-vis du marché américain, qui absorbe encore près de 20 % des exportations européennes. Par ailleurs, l'Europe importe une part significative de pétrole et de gaz des États-Unis — environ 35 % du pétrole brut et plus de 50 % du gaz naturel liquéfié depuis le début de l'année 2025. Ces chiffres donnent à l'Union européenne une carte potentielle à jouer dans les négociations.

Sur le plan interne, l'UE dispose également d'outils réglementaires puissants, notamment dans le secteur technologique. La Commission européenne, signataire de l'accord avec Washington, a la capacité d'imposer des restrictions aux entreprises américaines en appliquant ses règles sur la protection des données personnelles ou le retrait de contenus nuisibles. Elle a même proposé l'instauration de taxes sur les géants du numérique comme Google, Amazon ou Apple. Une mesure perçue comme une riposte stratégique aux droits de douane décidés par Donald Trump, qui visent

directement les biens européens franchissant les frontières américaines.

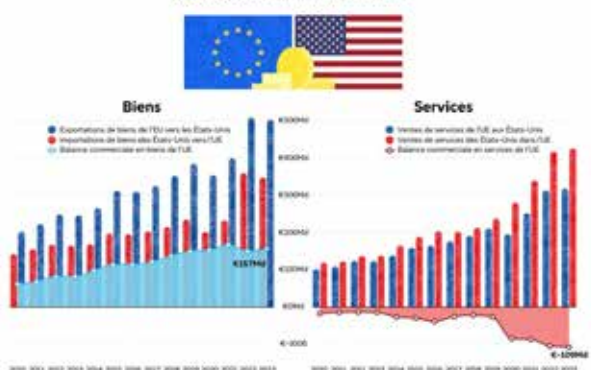
L'accord commercial et d'investissement déplace le centre de gravité

L'accord conclu entre la Commission européenne et la Maison-Blanche — contesté par plusieurs capitales européennes mais auquel toutes sont finalement tenues de se conformer — pourrait marquer un basculement du centre de gravité des investissements, quittant l'Europe et certains pays traditionnellement bénéficiaires de capitaux européens pour se diriger massivement vers les États-Unis. Une telle évolution accélérerait le redécoupage des équilibres et la redéfinition de la carte des relations économiques internationales. L'Europe pourrait ainsi se voir contrainte, d'une manière ou d'une autre, de retirer une partie de ses investissements en Asie de l'Est, pour les réorienter vers le marché américain. Une décision dont les conséquences restent incertaines pour les pays émergents qui perdraient ces flux financiers.

La question prend une dimension nouvelle: celle d'un réalignement des priorités d'investissement. En effet, l'Union européenne s'est engagée à diriger des centaines de milliards de ses fonds vers les secteurs de la technologie et de la défense aux États-Unis, affaiblissant de fait la compétitivité de ses propres alternatives industrielles et stratégiques.

Certains observateurs estiment que cet accord pourrait pousser l'Union européenne à « remettre de l'ordre dans sa maison », notamment dans les domaines de l'énergie, des technologies émergentes et de la recherche scientifique.

Échanges de biens et de services entre l'UE et les États-Unis
2010-2023, en milliards d'euros



L'engagement d'acheter du gaz naturel liquéfié américain pendant trois ans risque en effet de retarder le projet d'indépendance énergétique de l'Europe, qui visait à accroître la part des sources locales et renouvelables.

Ajoutons à cela que plusieurs pays européens, au premier rang desquels l'Allemagne, dépendaient largement du gaz russe à bas prix. Avec cet accord, ils se voient désormais contraints de s'approvisionner en gaz américain, sous peine de « payer deux fois » : une première fois à Moscou et une seconde à Washington, s'ils poursuivaient leurs importations en provenance de Russie.

Par ailleurs, certains gouvernements européens jugent que l'engagement de l'Union à investir 600 milliards de dollars dans les infrastructures américaines pourrait rebattre les cartes des rapports de force et donner à l'Europe un rôle accru dans le nouvel ordre mondial que les États-Unis s'emploient à façonner, notamment à travers leurs alliances dans les domaines de l'énergie et de la technologie. Le président américain n'a, de son côté, jamais caché ses intentions. Fidèle à ses promesses électorales, il s'est engagé à forer de nouveaux puits de pétrole et de gaz, alors même que le monde s'oriente de plus en plus vers les énergies renouvelables. Il a également affiché sa volonté d'accroître les investissements dans les technologies, l'intelligence artificielle et les cryptomonnaies — autant de secteurs qui nécessitent compétences locales et étrangères, ainsi que des financements illimités. Certes, les Européens peuvent choisir d'investir aux États-Unis dans les secteurs de pointe tels que la technologie, l'énergie ou l'intelligence artificielle. Mais pour beaucoup, la priorité devrait être donnée à l'investissement interne, afin de renforcer la compétitivité et l'autonomie du continent.

C'est pourquoi certains estiment que l'acceptation par l'Europe de l'accord proposé par Donald Trump porte atteinte à la souveraineté stratégique de l'Union et accentue sa dépendance vis-à-vis de Washington. Toutefois, il faut reconnaître que l'offre américaine s'accompagnait de menaces explicites : la perspective d'une hausse massive des droits de douane à des niveaux susceptibles de forcer des centaines d'entreprises européennes à se retirer du marché américain. Un élément qui, à bien des égards, explique l'attitude conciliante de

l'Europe et son choix de signer l'accord.

Les Européens ont certes la possibilité d'investir aux États-Unis dans ces secteurs stratégiques, mais beaucoup considèrent que la priorité devrait aller aux investissements internes, afin de consolider la compétitivité et l'indépendance économique du continent.

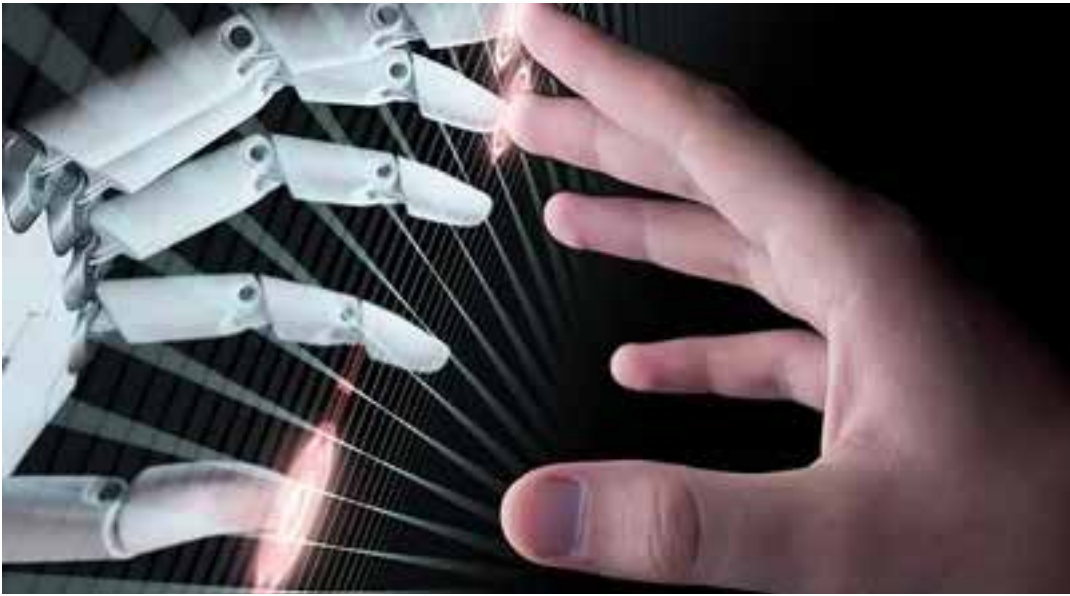
C'est pourquoi certains observateurs estiment que l'acceptation de l'accord proposé par Donald Trump porte atteinte à la souveraineté stratégique de l'Union et accentue sa dépendance vis-à-vis de Washington. Il faut toutefois reconnaître que l'offre américaine s'accompagnait de menaces explicites : une hausse potentielle des droits de douane à des niveaux tels qu'elle aurait pu contraindre des centaines d'entreprises européennes à se retirer du marché américain. Un élément qui explique, en partie du moins, la décision de l'Europe de céder et de signer l'accord.

Les marchés arabes, partenaires des deux blocs

Il ne fait aucun doute que la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe ne saurait épargner le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Même avec la signature de l'accord, les marchés de cette région risquent de subir des répercussions notables. Les pays du Moyen-Orient dépendent en effet largement des échanges commerciaux et des flux d'investissement en provenance des deux partenaires, européen et américain.

Les dommages possibles se traduisent notamment par des perturbations dans les





chaînes d'approvisionnement. De nombreuses entreprises du Moyen-Orient dépendent en effet de l'importation d'équipements industriels et technologiques en provenance d'Europe et des États-Unis. Plus les tensions s'exacerbent entre les deux rives de l'Atlantique, plus ces importations deviennent coûteuses.

Ajoutons à cela que les flux d'investissement et de capitaux vers la région pourraient également être affectés. Par ailleurs, tout ralentissement économique aux États-Unis ou en Europe aurait des répercussions directes sur les prix du pétrole: une baisse de la demande énergétique entraînerait mécaniquement une diminution des cours du pétrole et du gaz, impactant les revenus des pays exportateurs de ces deux ressources stratégiques.

Il ne fait aucun doute que l'accord commercial et d'investissement entre les États-Unis et l'Europe a profondément modifié la dynamique de coopération entre l'Union européenne et ses partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Mais il convient aussi d'en considérer les retombées positives possibles.

En effet, l'instauration de droits de douane américains sur les produits européens, l'obligation d'investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars et l'achat de gaz pour des montants tout aussi colossaux pourraient, à moyen terme, pousser l'Europe à réorienter une partie de sa stratégie.

Lorsque l'Union commencera à ressentir le poids de cet accord sur ses économies locales et sur ses flux d'investissement, elle pourrait se tourner davantage vers le Moyen-Orient comme alternative capable de compenser les pertes subies sur le marché américain. Cette réorientation serait d'autant plus envisageable que le prix de l'énergie risque de grimper sous l'effet conjugué de la hausse de la demande mondiale et des sanctions visant le gaz russe depuis la guerre en Ukraine. Les Européens trouveraient alors dans les marchés arabes une source d'approvisionnement en énergie plus accessible, avec des conditions préférentielles encadrées par les accords de partenariat déjà signés entre l'Europe et la région.

L'orientation de l'Europe vers les marchés arabes et voisins représente pour l'Union une alternative stratégique, que ce soit pour y implanter des unités de production ou pour utiliser les ports de la région comme plateformes de réexportation. De plus, les partenaires de l'Europe dans cette zone pourraient bénéficier d'un afflux accru d'investissements destinés au développement de la production locale, offrant ainsi une solution de remplacement à la fabrication sur le sol américain. Une telle dynamique constituerait également un refuge pour les entreprises européennes contraintes de quitter le marché des États-Unis en raison du durcissement des droits de douane.

Une région riche en secteurs porteurs

À l'avenir, l'accord signé avec Washington pourrait inciter l'Union européenne à réorienter une partie de ses investissements vers le Moyen-Orient, où de nombreuses opportunités prometteuses se dessinent.

Les Européens connaissent bien la région Moyen-Orient et Afrique du Nord: ils en identifient les pôles d'attractivité, en évaluent les retours potentiels et mesurent le dynamisme de marchés qui s'apprêtent à accueillir des projets adaptés aux exigences du monde moderne et aux besoins des générations futures.

Parmi les secteurs clés qui se développent aujourd'hui dans la région arabe, la technologie et l'innovation occupent une place de choix, avec en tête l'essor de l'intelligence artificielle. Ce domaine, qui combine expertise et investissements stratégiques, projette déjà les économies arabes dans l'avenir, tout en façonnant leur présent.

Les technologies de pointe confèrent déjà aux start-up des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite une place de choix. L'investissement dans les solutions intelligentes et les « smart cities » pourrait s'avérer particulièrement rentable, compte tenu de la demande croissante pour ce type d'innovations.

À cela s'ajoutent d'autres perspectives

prometteuses: les banques et les services financiers, en pleine expansion grâce à l'essor des réseaux bancaires et au développement de la fintech ; l'immobilier, notamment le logement et les bâtiments commerciaux, qui reste l'un des secteurs les plus attractifs pour les capitaux étrangers ; sans oublier l'agriculture, cruciale dans le cadre de la sécurité alimentaire et désormais dopée par de nouvelles technologies de production issues d'investissements étrangers. À ces domaines s'ajoutent encore le tourisme, les énergies renouvelables et l'industrie, qui constituent autant de relais d'opportunités pour les investisseurs européens.

L'Europe dispose donc d'un large éventail de secteurs où investir dans la région MENA. Ces placements ne sauraient remplacer ses engagements aux États-Unis, mais ils pourraient en atténuer le coût et compenser une partie des contraintes imposées par le nouvel accord transatlantique. Celui-ci doit encore recevoir l'aval du Parlement européen, après la publication d'une déclaration commune de l'UE, avant d'aboutir à un accord commercial juridiquement contraignant avec Washington, un processus qui pourrait prendre plusieurs mois. Il est donc encore trop tôt pour juger de la portée réelle de cette nouvelle relation commerciale entre les États-Unis et l'Europe.



BANQUE MISR WILL REMAIN EGYPT'S LUCKY CHARM

THE SACRED SCARAB FORMS A PART OF OUR LOGO AS A POTENT AMULET THAT SYMBOLIZED PROTECTION AND RESURRECTION TO THE ANCIENT EGYPTIANS



- Banque Misr is a pioneer in projects, structured finance and acquisitions for numerous large-scale transactions
- The bank has funded key projects over the past 100 years and contributed to the establishment of 157 companies in various sectors through offering a wide range of banking activities, with a specific focus on arranging highly structured, debt-based financing transactions
- The bank offers a versatile range of products and services catering to a wide client base
- Banque Misr won the award for Best Bank for Money Market Funds and Liquidity Management in Africa and the Middle East - 2009 and 2010 - and in the Middle East - 2008, 2012, 2013, 2014 and 2015; and Best Provider of Short-Term Investments/Money Market Funds in the Middle East - 2015, 2016, 2017, 2018, 2020, 2021, 2022 and 2023 - and in Africa and the Middle East for 2019
- The bank offers a full range of Sharia-compliant products and services through 51 Islamic branches
- The bank has a strong regional and international presence, with branches in the UAE, Lebanon, Germany and France, as well as representative offices in China, Russia, South Korea and Italy
- The bank has one of the largest banking networks in Egypt and the Middle East, With more than 850 branches
- Banque Misr became a member of the UN Global Compact for many years, and is the first state-owned bank to issue an annual sustainability report in accordance with the internationally-recognized Global Reporting Initiative (GRI), in addition to joining the United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI) "Principles for Responsible Banking"

L'Égypte, pont stratégique entre le monde Arabe et l'Afrique: la vision de Son Excellence M. Hassan Abdullah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, pour une intégration financière durable

Dans cet entretien exclusif, Son Excellence M. Hassan Abdullah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, revient sur le rôle déterminant de l'Égypte dans le renforcement des liens bancaires arabo-africains.

Il met en lumière les initiatives phares de la Banque centrale visant à promouvoir l'intégration économique, la finance durable et l'innovation technologique sur le continent.

Une vision ambitieuse où l'Égypte s'impose comme un catalyseur du développement et de la coopération Sud-Sud.



M. Hassan Abdullah
Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte

1- Comment la Banque Centrale d'Égypte soutient-elle l'expansion stratégique des banques égyptiennes sur les marchés africains ?

La Banque centrale d'Égypte œuvre dans le cadre d'une stratégie nationale intégrée visant à renforcer la coopération avec les pays africains dans tous les domaines, en particulier dans le secteur bancaire. Cette stratégie repose sur plusieurs axes, dont le principal consiste à encourager continuellement les banques

égyptiennes à étudier les contextes économiques et d'investissement des pays africains, et à élaborer des plans ambitieux pour étendre leur présence sur les marchés du continent que ce soit à travers l'ouverture de succursales, la création de filiales, de bureaux de représentation, ou la participation dans des entités déjà existantes. À cet égard, il convient de souligner que de nombreuses banques égyptiennes sont déjà implantées dans plusieurs pays africains tels que le Soudan, le Soudan du Sud, la Libye, le



Kenya, Djibouti, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et l'Éthiopie. De nouvelles ouvertures de succursales sont également prévues dans d'autres pays au cours de la période à venir. Ces établissements offrent leurs services aux investisseurs et exportateurs, parallèlement au réseau étendu de banques correspondantes égyptiennes couvrant la majorité du continent africain, répondant ainsi efficacement aux besoins de financement et d'investissement de leurs clients opérant entre l'Égypte et le reste de l'Afrique.

2- Quel rôle joue la Banque centrale d'Égypte dans le renforcement de la coopération bancaire arabo-africaine ?

La Banque centrale d'Égypte place le renforcement de la coopération bancaire arabo-africaine au cœur de ses priorités. Cette orientation s'appuie sur les atouts distinctifs dont jouit l'Égypte, ainsi que sur ses relations historiques profondes avec les pays africains. Par ailleurs, l'Égypte dispose d'une infrastructure financière avancée et de capacités techniques lui permettant d'offrir des services bancaires sécurisés et performants.

À cet égard, la Banque centrale d'Égypte a signé de nombreux protocoles d'accord avec plusieurs banques centrales africaines, dans le but de renforcer l'échange d'expertises dans des domaines clés tels que la supervision et le contrôle bancaire, la fintech, les systèmes de paiement, ainsi que la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces accords englobent également la coopération en matière de formation et de renforcement des

capacités. De plus, la Banque centrale d'Égypte a accueilli des délégations de plusieurs banques centrales africaines pour partager son expérience dans divers domaines, notamment la supervision bancaire, la réglementation prudentielle — en particulier les accords de Bâle —, les paiements, l'inclusion financière, la technologie financière et l'innovation, notamment à travers le lancement d'un laboratoire réglementaire (regulatory sandbox) comme outil d'appui aux start-ups. Par ailleurs, la Banque centrale égyptienne reçoit régulièrement des délégations africaines venues s'inspirer de son expérience dans la création de la Maison d'impression de la monnaie et du Centre du numéraire, développés conformément aux meilleures pratiques internationales.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que l'Égypte, à travers l'ensemble de ses institutions, joue un rôle central dans le soutien aux enjeux du développement en Afrique. Elle contribue activement au sein de plusieurs institutions bancaires arabes, islamiques et africaines œuvrant au financement du développement sur le continent, telles que la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), la Banque Islamique de Développement (IsDB), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Africaine d'Import-Export (AfreximBank).

En parallèle, la Banque centrale d'Égypte œuvre à renforcer l'intégration arabo-africaine à travers sa participation à plusieurs systèmes régionaux de paiement et de règlement, notamment :

- Le système "Buna", plateforme régionale arabe

de compensation et de règlement des paiements interbancaires, qui permet aux banques arabes d'envoyer et de recevoir des transferts financiers dans différentes monnaies arabes via une infrastructure sécurisée et fiable, offrant des solutions innovantes pour les paiements transfrontaliers.

- Le système régional de paiement et de règlement du COMESA (REPSS), auquel l'Égypte a adhéré en 2017. Ce système relie les banques centrales participantes et permet des règlements financiers sûrs et à faible coût, garantis par ces banques, dans des délais très courts.
- Le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), lancé par Afreximbank en tant qu'initiative stratégique visant à soutenir et à faciliter le commerce intra-africain.

3- Quelles sont les principales priorités de la Banque centrale d'Égypte pour renforcer la coopération bancaire transfrontalière avec les pays africains, notamment dans des domaines tels que la finance numérique et l'harmonisation des cadres réglementaires?

Le continent africain constitue une porte d'entrée riche en opportunités de coopération bancaire et un marché prometteur étroitement lié aux capacités productives de l'Égypte. Cependant, il demeure confronté à plusieurs défis, notamment la nécessité de développer l'infrastructure bancaire, l'hétérogénéité des législations et des cadres réglementaires, ainsi que la faible pénétration des banques traditionnelles. C'est pourquoi la transformation numérique, la coordination des cadres réglementaires et le renforcement des relations de correspondance bancaire représentent des axes prioritaires dans l'action de la Banque centrale d'Égypte visant à approfondir la coopération bancaire avec les pays du continent.

Dans le domaine de la transformation numérique, la Banque centrale d'Égypte a émis des règles encadrant la licence, l'enregistrement, la supervision et le contrôle des banques

numériques. Elle œuvre également sur des projets d'avenir, tels que le développement d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC). Ces avancées représentent une étape importante de rapprochement avec le continent africain, où la présence physique des agences bancaires demeure limitée et où la technologie financière (fintech) s'impose de plus en plus comme un levier essentiel pour élargir l'accès aux services bancaires.

Sur le plan de la coordination des cadres réglementaires, la Banque centrale d'Égypte fonde sa coopération avec les banques centrales africaines sur une base commune reposant sur le respect des normes et des directives de supervision internationales. Dans ce cadre, la Banque centrale d'Égypte préside le Groupe de travail sur la mise en œuvre des Accords de Bâle au sein de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). Ce groupe dispense des formations aux banques centrales africaines et a élaboré un plan d'action comprenant l'organisation de plusieurs ateliers virtuels au cours des dernières années. D'ici la fin de l'année, la Banque centrale d'Égypte accueillera une session de formation regroupant 40 participants africains, axée sur les évolutions les plus récentes et émergentes en matière de réglementation bancaire.

Je suis également heureux d'annoncer le lancement officiel de la plateforme numérique du Groupe de travail sur le site de l'Association, prévu pour septembre 2025, afin de faciliter le dialogue et la concertation autour de toutes les questions liées aux Accords de Bâle.

Par ailleurs, la Banque centrale d'Égypte assure également la présidence du Groupe de travail du Comité africain de stabilité financière, dont elle a accueilli la première réunion en Égypte. Ce comité vise à consolider la résilience du secteur financier, tant bancaire que non bancaire, ainsi que des marchés financiers africains, tout en suivant la mise en œuvre des cadres de politiques macroprudentielles par les banques centrales. La Banque centrale d'Égypte assume en outre les fonctions de secrétariat de ce comité.

4- En octobre 2019, la Banque centrale d'Égypte a créé un département de la coopération africaine, sur directives présidentielles, afin de renforcer les relations avec les banques centrales et institutions africaines. Comment ce département a-t-il contribué à accroître la présence économique de l'Égypte en Afrique et quelles sont ses principales initiatives pour promouvoir la coopération bancaire régionale et l'échange d'expertises ?

Conformément aux directives de Son Excellence le Président de la République, visant à créer des départements spécialisés dans les affaires africaines au sein des institutions de l'État afin de renforcer le rôle de l'Égypte dans l'intégration économique du continent, la Banque centrale d'Égypte a mis en place un département de la coopération africaine.

En peu de temps, le département est parvenu à établir des canaux de communication stratégiques avec les banques centrales et les institutions africaines, afin de soutenir, explorer et affiner les initiatives à l'échelle du secteur bancaire africain. Il a également entrepris la publication d'études et de rapports analytiques variés pour combler le déficit d'informations sur le continent, stimuler les échanges commerciaux et les flux d'investissement, ouvrir de nouveaux horizons pour les marchés égyptiens en Afrique, et identifier des opportunités de coopération et d'investissement dans les pays africains.

L'une des premières observations du département a été la faible part du commerce intra-africain par rapport aux autres blocs régionaux, en raison notamment du manque de devises étrangères et du coût élevé des transferts. Pour y remédier, la Banque centrale d'Égypte a adhéré au système de paiement et de règlement du COMESA (REPSS) et organisé des ateliers de sensibilisation à destination des exportateurs et des chambres de commerce égyptiennes pour promouvoir son utilisation. Elle a également rejoint le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) lancé par Afreximbank, contribuant ainsi à

renforcer les échanges commerciaux entre les pays africains participants.

Afin de surmonter les défis auxquels font face les exportateurs égyptiens sur le continent africain, notamment ceux liés à la hausse des risques politiques et commerciaux, la Banque centrale d'Égypte, par le biais de son département de la coopération africaine et en collaboration avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), a mené une étude de faisabilité économique en vue de la création d'une Agence égyptienne de garantie des risques de crédit à l'exportation et à l'investissement. Cette initiative vise à ouvrir de nouveaux marchés africains aux produits égyptiens, stimuler les échanges commerciaux et encourager les exportateurs et investisseurs égyptiens à tirer parti du potentiel du marché africain. La mise en place de cette agence, en tant qu'entité indépendante et solide, marque une étape importante vers la promotion des exportations égyptiennes, en particulier à destination des pays africains.

Le lancement officiel de ses activités est prévu dans un avenir proche, si Dieu le veut.

Parallèlement aux efforts de recherche du département visant à combler le déficit d'informations pour les exportateurs et investisseurs sur le continent africain, celui-ci a également contribué à soutenir l'initiative de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) relative au lancement de la plateforme MANSA. Cette plateforme fournit des données complètes sur les banques, les institutions non financières, les entreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises de l'ensemble des pays africains. Une convention de partenariat (MoU) a été signée avec Afreximbank, aboutissant à la formation d'un grand nombre de cadres issus des banques centrales et commerciales de 20 pays africains, sur l'utilisation et l'exploitation des services de cette plateforme. Le département a également assuré la promotion nationale de MANSA, ce qui a permis à 23 banques égyptiennes et 192 entreprises égyptiennes d'y adhérer.

Dans le cadre du soutien aux efforts d'intégration à l'échelle continentale, le Département de la coopération africaine participe activement à la

révision et à la mise à jour des programmes de coopération monétaire au sein du COMESA et de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), dans l'objectif d'atteindre, à terme, une plus grande convergence économique en Afrique. Il prend également part aux réunions des comités techniques de l'Union africaine (UA-STC) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/UNECA), afin de garantir la cohérence des initiatives de la Banque centrale d'Égypte avec les priorités politiques et économiques nationales. Constatant l'absence d'un mécanisme continental dédié au suivi des questions de stabilité financière et bancaire, le département a pris l'initiative, en coopération avec le Département de la stabilité macroprudentielle, de créer le Comité africain de stabilité financière (AFSC), placé sous l'égide de l'ABCA et rassemblant 41 banques centrales représentant les pays du continent. Sur le plan national, le département participe activement aux travaux du Comité permanent pour le suivi des relations égypto-africaines, en coordination avec les ministères concernés et le secteur privé, afin de soutenir les projets d'investissement et de commerce conjoints, renforçant ainsi le rôle de l'Égypte en tant que passerelle du partenariat arabo-africain.



Enfin, à travers sa présence continue dans les forums africains, le département a pu identifier les besoins en renforcement des capacités des cadres bancaires africains. En réponse, il a organisé, en collaboration avec l'Institut bancaire égyptien et les différents départements de la Banque centrale, des ateliers et programmes de formation en partenariat avec l'Institut monétaire du COMESA, couvrant divers domaines liés aux activités des banques centrales.

Le département accueille également des délégations africaines venues s'inspirer de l'expérience égyptienne dans plusieurs volets de la gestion et de la régulation bancaires.

5- Dans le cadre des efforts de l'Égypte pour renforcer la coopération bancaire régionale, la Banque centrale d'Égypte a récemment adhéré au Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS). Quel rôle ce système peut-il jouer dans la facilitation des échanges financiers en Afrique, et quelles opportunités offre-t-il aux banques égyptiennes et arabes ?

Il ne fait aucun doute que le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) constitue une étape stratégique vers la création d'un marché financier et commercial africain unifié. Ce système permet d'effectuer des paiements transfrontaliers directement et en devises locales entre les pays membres, de manière rapide, sécurisée et sans passer par des centres de règlement extérieurs au continent. Cela contribue à réduire considérablement les coûts de transaction et à ramener les délais de règlement de plusieurs jours à quelques secondes seulement, renforçant ainsi l'efficacité et la compétitivité du commerce intra-africain.

À cet égard, je tiens à souligner que l'adhésion de la Banque centrale d'Égypte à ce système traduit l'engagement ferme de l'Égypte à soutenir les efforts du continent en faveur de l'intégration économique. Cette initiative offre aux banques égyptiennes de nouvelles perspectives d'expansion dans les transactions régionales et renforce leurs liens avec leurs homologues africains. De plus, cette plateforme demeure ouverte aux banques

arabes, qu'elles soient déjà actives sur le marché égyptien ou intéressées par le continent africain, afin de tirer parti de ses avantages. Elle constitue enfin un levier essentiel pour la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

6- Selon vous, comment les banques arabes opérant en Afrique peuvent-elles contribuer plus efficacement au développement économique inclusif et à la promotion de l'inclusion financière sur le continent ?

Les banques arabes disposent d'une occasion unique d'écrire une nouvelle histoire de réussite en Afrique, fondée non seulement sur la recherche du profit, mais aussi sur leur rôle en tant que véritables partenaires du développement. Plusieurs pays arabes bénéficient déjà de points d'ancrage logistiques sur le continent africain, qui pourraient être élargis pour devenir des pôles bancaires régionaux, contribuant ainsi à améliorer les services financiers et à stimuler l'adaptation des cadres réglementaires africains. Certaines pays arabes ont d'ailleurs commencé à tirer parti du potentiel du continent pour répondre à leurs propres besoins de développement, ce qui met en évidence la nécessité d'étendre les services bancaires spécialisés. Par ailleurs, les pays arabes peuvent capitaliser sur les investissements dans les infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie et de la reconstruction dans plusieurs pays africains des domaines à forte intensité de main-d'œuvre favorisant ainsi un développement économique inclusif et mutuellement bénéfique.

Les banques arabes opérant en Afrique peuvent également jouer un rôle de premier plan dans la promotion de l'inclusion financière fondée sur la technologie, en lançant leurs propres initiatives dans ce domaine à travers les pays du continent. Elles pourraient ainsi tirer parti des caractéristiques démographiques de l'Afrique, une région où la demande en services financiers reste considérable, leur offrant à la fois un rendement économique attractif et une position stratégique de confiance et de partenariat durable fondée sur le respect mutuel et les bénéfices partagés.

Dans ce cadre, la Banque centrale d'Égypte, en coopération avec le Conseil national de la femme, a entrepris la numérisation des groupes d'épargne et de prêt destinés aux femmes, une initiative que la Banque s'attache à partager avec les pays africains, sachant que ces groupes fonctionnent encore, dans plusieurs d'entre eux, sous forme manuelle et non automatisée.

Plus largement, la Banque centrale d'Égypte partage son expérience en matière d'inclusion financière avec les autres banques centrales africaines, à travers sa participation à l'Alliance mondiale pour l'inclusion financière (AFI), qui regroupe exclusivement des pays en développement.

7- Comment la Banque centrale d'Égypte valorise-t-elle la position de l'Égypte comme pont entre le monde arabe et l'Afrique subsaharienne afin de renforcer les partenariats régionaux et promouvoir l'innovation et la résilience économique sur le continent ?

L'Égypte contribue activement à de nombreuses institutions financières arabo-africaines majeures, en participant à leurs activités, à leurs orientations stratégiques et à leurs décisions en faveur du développement du continent. Parmi les exemples les plus marquants figure la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), dont l'un des sièges régionaux est établi au Caire. Cette institution est l'un des principaux acteurs du financement des projets d'infrastructure en Afrique subsaharienne.

L'Égypte compte également parmi les plus grands actionnaires de la Banque Islamique de Développement (IsDB), qui œuvre à réduire les risques d'insécurité alimentaire dans les régions d'Afrique subsaharienne et d'Afrique de l'Ouest. L'Égypte est également un acteur majeur au sein des grandes banques africaines auxquelles participent plusieurs pays arabes. Parmi celles-ci figurent la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), l'une des principales institutions de financement du commerce sur le continent, ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD), qui soutient l'ensemble des pays africains

dans le financement de grands projets de développement, aux côtés d'autres institutions financières africaines de premier plan.

Les banques égyptiennes contribuent également directement aux investissements destinés au développement durable dans de nombreux pays africains. Parmi les exemples les plus marquants figurent les solutions de financement qu'elles ont apportées pour améliorer l'accès à l'électricité sur le continent, notamment à travers des projets mis en œuvre par des entreprises égyptiennes.

Ces initiatives ont permis d'améliorer l'environnement des affaires dans plusieurs de ces pays et d'accroître leur attractivité pour les investissements étrangers.

Compte tenu de sa position géostratégique unique, à la croisée du monde arabe et du continent africain, l'Égypte dispose d'un avantage comparatif majeur lui permettant d'assumer à l'avenir un rôle de leader dans les efforts d'intégration arabo-africaine. Parmi les perspectives prometteuses figure notamment la possibilité d'interconnecter le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) avec le système arabe de compensation et de règlement des paiements (BUNA), ouvrant ainsi la voie à une plus grande fluidité des transactions financières entre les deux régions. L'initiative récemment lancée pour faciliter les transferts des travailleurs égyptiens dans plusieurs pays arabes illustre d'ailleurs le

potentiel d'applications réciproques similaires entre les États arabes et africains, susceptibles de réduire le coût élevé des transferts de fonds et de renforcer la résilience économique des bénéficiaires. Ces opportunités sont renforcées par la vaste présence bancaire égyptienne sur le continent et par la solidité de son infrastructure financière et technologique, qui positionnent l'Égypte comme un hub stratégique pour les flux financiers entre le monde arabe et l'Afrique.

Enfin, et non des moindres, la position stratégique de l'Égypte lui permet également de servir de pont pour la création d'alliances d'investissement arabo-africaines dans divers domaines tels que les énergies renouvelables, la santé et l'agriculture, tout en soutenant des initiatives majeures telles que les échanges dette-contre-investissement dans les secteurs de la santé et du climat.

8- Quelles opportunités et quels défis voyez-vous pour la coopération financière Arabo-Africaine, et comment les banques centrales peuvent-elles favoriser un environnement propice à l'investissement durable ?

Les pays arabes cherchent à investir leurs excédents financiers afin de diversifier leurs économies, d'atteindre l'autosuffisance et de renforcer leur sécurité alimentaire. Parallèlement,



le continent africain offre un potentiel considérable d'opportunités d'investissement dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'agriculture, les infrastructures, la logistique et la transition verte. C'est dans cette optique que les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont investi plus de 100 milliards de dollars au cours de la dernière décennie dans des projets de reconstruction, d'énergie et d'agriculture à travers le continent, notamment via leurs fonds souverains et institutions financières, telles que la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) et le Groupe de la Banque Islamique de Développement (IsDB). Les initiatives régionales et continentales, telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf / AfCFTA), le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), les forums arabo-africains ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union africaine, constituent des plateformes stratégiques essentielles sur lesquelles il est possible de construire une coopération arabo-africaine renforcée, en ouvrant de nouvelles voies de partenariat financier et d'investissement.

Cependant, la coopération arabo-africaine se heurte encore à plusieurs défis majeurs. Le plus important demeure l'absence d'une stratégie arabe unifiée vis-à-vis du continent africain. À cela s'ajoutent des risques macroéconomiques tels que la volatilité des taux de change, le niveau élevé de l'endettement, l'absence ou la faiblesse des notations de crédit dans certains pays, la diversité des cadres réglementaires et le manque de normes communes pour l'investissement durable. De plus, la pénurie de données fiables et le manque de transparence représentent des obstacles majeurs, limitant la capacité des investisseurs à évaluer avec précision les opportunités et les risques liés aux marchés africains.

S'ajoutent à ces défis les risques liés à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que les menaces croissantes en matière de cybersécurité, dans un contexte marqué par l'expansion rapide de l'intelligence artificielle.

Les défis climatiques auxquels fait face l'Afrique tels que la sécheresse, les inondations et la désertification accroissent également les risques des investissements à long terme et appellent à la mise en place de mécanismes de financement plus flexibles et innovants.

Dans ce contexte, les banques centrales ont un rôle central à jouer pour favoriser un environnement plus propice à l'investissement et au financement durable, notamment à travers la mise en place de normes communes en matière de finance durable, le renforcement de la coordination en matière de supervision et le partage d'expériences et de bonnes pratiques dans ce domaine.

Par ailleurs, il est essentiel de promouvoir des instruments de financement innovants, tels que les obligations vertes, le financement mixte (blended finance), les accords d'échange dette-contre-investissement dans les domaines de la santé et du climat, ainsi que la création de fonds de garantie des risques et de véhicules à usage spécial (SPVs). L'activation des instruments dérivés pour la couverture des risques, le renforcement des capacités institutionnelles des banques commerciales dans la gestion des risques climatiques, la gouvernance environnementale et sociale, ainsi que l'investissement dans la qualité des données et les normes de bonne gouvernance, sont également des priorités clés.

Sur un autre plan, il convient d'encourager l'intégration des systèmes de paiement régionaux arabes et leur interconnexion avec les systèmes africains, afin de faciliter les flux commerciaux et d'investissement. La Banque centrale d'Égypte a déjà entrepris des mesures concrètes dans cette direction, notamment à travers l'organisation de programmes de formation et d'échanges d'expériences portant sur les cadres réglementaires, la supervision et la stabilité financière, ainsi que la signature de plusieurs protocoles d'accord avec des banques centrales africaines pour renforcer la coopération conjointe.

Coopération bancaire Arabo-Africaine: Perspectives de la BASA



Mme Bongi Kunene,
Directrice Générale, the Banking
Association South Africa (BASA)

Dans un contexte où la coopération arabo-africaine se renforce, le secteur bancaire joue un rôle stratégique dans la construction de passerelles économiques et financières durables. L'Afrique du Sud, grâce à la résilience et à l'innovation de son système bancaire, s'impose comme un partenaire clé pour les capitaux et institutions arabes. À travers cette entrevue avec Mme Bongi Kunene, Directrice Générale, the Banking Association South Africa (BASA), nous explorons les opportunités de synergies dans les domaines de l'inclusion financière, de la finance verte et de l'innovation digitale. Une réflexion croisée qui éclaire les perspectives d'un partenariat renforcé au service du développement du continent.

1- The Banking Association South Africa joue un rôle clé dans l'orientation du secteur financier national. Dans quelle mesure le système bancaire sud-africain peut-il, selon vous, devenir un moteur de rapprochement et de partenariats renforcés entre les économies arabes et africaines ?

Reconnu pour sa résilience et son innovation, le secteur bancaire sud-africain s'est imposé comme une référence mondiale. Protégé par une régulation stricte de la South African Reserve Bank (SARB) et de la Financial Sector Conduct Authority (FSCA), il a su traverser les crises internationales sans vaciller, renforçant sa crédibilité auprès des investisseurs.

Avec la Johannesburg Stock Exchange (JSE), la plus grande et la plus liquide bourse du continent, l'Afrique du Sud offre aux capitaux arabes un accès direct à des instruments diversifiés, des actions aux obligations, en passant par les produits verts et liés aux infrastructures. Ses géants bancaires – **Standard Bank, Absa, Nedbank** – déjà implantés dans 19 marchés africains, mettent à disposition des banques arabes des partenaires solides, dotés d'une couverture régionale étendue et d'une expertise locale éprouvée (Banque mondiale, 2023).

L'Afrique du Sud s'illustre également par son rôle de pionnier dans la mise en œuvre des protocoles financiers de la **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)**, en harmonisant les systèmes pour faciliter les flux commerciaux et les investissements (Secrétariat de la ZLECAf, 2023). L'ensemble de ces atouts positionne le pays comme un hub de confiance et un partenaire clé pour les banques arabes désireuses d'étendre leur présence à l'échelle du continent.

2- L'accès au financement durable demeure un défi majeur dans de nombreux marchés africains. Quels modèles de financement innovants ou quelles approches collaboratives entre banques sud-africaines et arabes pourraient, selon vous, contribuer à combler les déficits en infrastructures et à favoriser une croissance plus inclusive ?

L'Afrique doit faire face à un déficit annuel de financement des infrastructures estimé entre **130 et 170 milliards de dollars** (BAD, 2023). Les partenariats arabo-africains représentent une voie prometteuse pour combler cet écart, en mobilisant des instruments financiers innovants. La longue expérience de l'Afrique du Sud en matière de **partenariats public-privé (PPP)** constitue un modèle éprouvé pour la réalisation de projets d'infrastructures. Parallèlement, l'émission locale de **sukuk** dès 2014 a mis en lumière le potentiel de la finance islamique pour mobiliser



des capitaux de développement à grande échelle (Trésor national sud-africain, 2014). L'extension de ces **sukuk** aux secteurs du logement, du transport et des énergies renouvelables pourrait attirer davantage de capitaux moyen-orientaux vers l'Afrique. En complément, des mécanismes tels que les **fonds de garantie de crédit**, à l'instar de l'**African Guarantee Fund**, permettent de réduire les risques liés aux prêts aux PME et au secteur agricole, favorisant ainsi une croissance plus inclusive (OCDE, 2022).

L'Afrique du Sud a également joué un rôle de pionnier dans le domaine de la **finance verte**. L'émission par la Ville du Cap d'une **obligation verte** en 2017 a fourni un modèle pour le développement et la mise à l'échelle de produits durables à travers le continent. Des instruments tels que la **finance mixte (blended finance)**, les **obligations à impact** ou encore les modèles de **capital patient** déjà utilisés par la Development Bank of Southern Africa (DBSA) contribuent à réduire les risques, attirer des capitaux privés et privilégier des impacts à long terme.

Les perspectives de coopération avec les banques arabes sont nombreuses et incluent notamment :

- **Co-investir dans les infrastructures** à travers des mécanismes de finance mixte ;
- **Harmoniser les pratiques de reporting ESG** grâce à des plateformes de durabilité partagées ;
- **Renforcer les synergies dans des forums transrégionaux**, tels que le Finance in Common Summit (FiCS)

3- La transformation digitale et la fintech redessinent aujourd'hui le paysage bancaire en Afrique. Selon vous, de quelle manière les réseaux bancaires arabes et sud-africains pourraient-ils tirer parti de la technologie pour élargir l'inclusion financière, en particulier dans les communautés rurales et transfrontalières encore peu desservies ?

La finance digitale transforme profondément l'Afrique, et l'Afrique australe s'affirme aujourd'hui comme un véritable hub de la fintech, avec Johannesburg et Le Cap comme pôles d'innovation. Dans ce contexte, les banques arabes et sud-africaines ont une formidable opportunité de collaborer pour renforcer l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales et transfrontalières.

D'abord, la mise en œuvre du Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS) représente une avancée majeure. Ce système, qui permet des règlements en temps réel dans les monnaies locales, réduit la dépendance coûteuse

aux banques correspondantes internationales et abaisse significativement les frais de transaction. Cela constitue une étape essentielle pour faciliter le commerce intra-africain et démocratiser l'accès aux services financiers.

Ensuite, le regulatory sandbox sud-africain, développé par la FSCA, illustre bien l'équilibre nécessaire entre innovation et protection des consommateurs. Des hubs d'innovation conjoints entre banques arabes et sud-africaines pourraient ainsi encourager le déploiement de solutions adaptées comme les portefeuilles numériques, la micro-assurance ou encore l'évaluation du crédit par intelligence artificielle.

Un autre levier concerne la réduction des coûts des transferts de fonds, qui restent parmi les plus élevés au monde (en moyenne 8 % de la valeur des transactions, selon la Banque mondiale). L'utilisation de plateformes reposant sur la blockchain et le mobile money transfrontalier permettrait de libérer des milliards de dollars de revenus disponibles, améliorant directement le bien-être des ménages.



Enfin, pour instaurer la confiance, des investissements conjoints en cybersécurité et en protection des données sont indispensables. Sans confiance numérique, les gains de la technologie resteront limités.

En résumé, les principales pistes de collaboration incluent:

- développer des modèles hybrides combinant plateformes digitales et réseaux physiques d'agences,
- lancer des campagnes locales de sensibilisation numérique, en s'appuyant sur des relais communautaires et des contenus multilingues,
- créer des incubateurs fintech conjoints, orientés vers l'inclusion des zones rurales et le financement des PME.

C'est en combinant expertise technologique, coopération institutionnelle et proximité avec les communautés que les banques arabes et sud-africaines pourront véritablement transformer l'inclusion financière en Afrique.

4- Climat et ESG redessinent la finance.

Par quels leviers communs banques arabes et africaines peuvent-elles booster la finance verte, les renouvelables et l'adaptation climatique sur le continent ?

L'Afrique, bien que responsable d'une part minime des émissions mondiales, est parmi les régions les plus exposées aux effets du changement climatique. Les besoins pour l'adaptation sont estimés à **277 milliards de dollars par an d'ici 2030** (UNEP FI, 2022). Les banques arabes et sud-africaines ont ici un rôle crucial à jouer, en mobilisant ces capitaux à travers l'alignement des principes ESG avec les objectifs de financement du développement.

La mise en place de la **Green Finance Taxonomy** en Afrique du Sud (2022) offre un cadre clair pour les investissements durables. Son harmonisation avec les taxonomies arabes permettrait d'établir un langage commun de



l'investissement et de libérer davantage de capitaux verts mixtes (National Treasury SA, 2022). De plus, une action coordonnée arabo-africaine sur les plateformes internationales donnerait plus de poids aux priorités régionales en matière de finance durable.

Les **opportunités stratégiques** concernent notamment **l'agriculture intelligente face au climat**, les **infrastructures d'énergies renouvelables** et la **résilience des chaînes d'approvisionnement**. L'émission de **green sukuk**, alliant conformité à la charia et durabilité, pourrait attirer à la fois les investisseurs ESG internationaux et les capitaux arabes, ouvrant ainsi un pipeline unique de croissance.

5- En coordonnant logement abordable, agriculture, finance durable et appui aux PME, la BASA a fait du modèle FIPP un levier d'inclusion économique. Quels enseignements pourraient inspirer des initiatives conjointes arabo-africaines pour accélérer l'inclusion financière et le développement durable sur le continent ?

• La division **Financial Inclusion and Public Policy (FIPP)** de la BASA illustre l'impact de la mutualisation des ressources dans des domaines clés tels que le logement, l'agriculture, les PME et la finance durable. Rien qu'en 2023, les banques sud-africaines ont orienté **337 milliards de rands** vers le financement inclusif, incluant des partenariats avec **AgriSA, AgBiz et la SASSA** pour soutenir les agriculteurs, les agro-industries et l'accès aux aides sociales (BASA, 2023).



• Le **Financial Sector Code (FSC)** sud-africain offre également un modèle structurant de transformation:

- **Accès au financement:** plus de 84 % des adultes sont bancarisés ; 45 milliards de rands alloués aux prêts pour le logement abordable et 40 milliards aux PME détenues par des entrepreneurs noirs.
- **Financement de l'autonomisation:** 337 milliards en 2023, dont 157 milliards pour la croissance des entreprises noires et 26 milliards pour l'agriculture portée par des acteurs noirs.
- **Approvisionnement & développement des entreprises:** les banques soutiennent les fournisseurs détenus par des entrepreneurs noirs à travers des politiques d'achats préférentiels, des fonds de développement, du mentorat et un meilleur accès au marché.
- **Leçons pour les partenariats arabo-africains:**
 - Fixer des objectifs mesurables en matière d'inclusion et de financement des PME ;
 - Construire des écosystèmes robustes pour

le développement des entreprises et des fournisseurs;

- Favoriser la coopération public-privé pour changer d'échelle et assurer la durabilité ;
- Mettre en place des codes sectoriels de transformation afin de garantir transparence et responsabilité.

Bibliography

AfCFTA Secretariat. (2023). Financial Integration Protocols.

AfDB. (2023). Infrastructure Financing in Africa.

Afreximbank. (2022). PAPSS Overview.

BASA. (2023). Empowerment Financing Report.

National Treasury SA. (2014). South Africa's First Sukuk Issuance.

National Treasury SA. (2022). Green Finance Taxonomy.

OECD. (2022). African Guarantee Fund Report.

SARB. (2024). Financial Stability Review.

UNEP FI. (2022). Climate Finance Needs in Africa.

World Bank. (2023). Remittance and Banking Data.



L a stratégie d'Attijariwafa bank en Afrique



M. Youssef Rouissi
Directeur Général Délégué
Attijariwafa bank - Maroc

Leader bancaire incontesté au Maroc et acteur panafricain de premier plan, Attijariwafa bank s'inscrit depuis près de deux décennies dans une dynamique volontariste d'internationalisation. Présente dans 27 pays dont 15 en Afrique, la banque a développé un modèle de croissance combinant proximité locale et vision stratégique continentale. Cette trajectoire lui confère un rôle central dans le financement des économies africaines, l'inclusion financière et l'accompagnement de la transformation structurelle du continent. Dans le cadre de la 9^e édition de la publication de l'Union des Banques Arabes, nous revenons sur la vision, les priorités et les initiatives d'Attijariwafa bank, qui illustrent sa contribution au partenariat stratégique arabo-africain.

1. Comment définissez-vous la vision de leadership d'Attijariwafa bank en Afrique et en quoi se distingue-t-elle par rapport aux autres groupes bancaires opérant sur le continent?

La vision de leadership du Groupe repose sur trois piliers: une présence panafricaine solide, une logique industrielle de long terme et un rôle moteur dans l'intégration économique du

continent. Depuis 2005, Attijariwafa bank a bâti le premier réseau bancaire africain: plus de 7400 agences, 21 293 collaborateurs et 12 millions de clients, répartis sur 27 pays. Cette implantation confère au Groupe une position unique, renforcée par la contribution des filiales africaines qui représentent 33% du produit net bancaire consolidé.

Attijariwafa bank privilégie une approche partenariale avec les États et les économies locales. Le Groupe accompagne à la fois les

grands projets structurants (ports, énergie, infrastructures de transport...) mais également les besoins d'inclusion des populations et des TPME. Cette combinaison entre ancrage local et action intégrée globale explique la différenciation du modèle Attijariwafa bank, désormais reconnu comme une plateforme panafricaine de financement, d'innovation et d'inclusion.

À titre d'exemple, la banque a participé courant 2025, en tant que lead arrangeur, au financement pour 230 MEUR de l'extension du terminal à conteneurs du port de Pointe Noire au Congo, symbole de son rôle dans l'accompagnement des infrastructures stratégiques.

2. Votre présence s'étend sur plus d'une dizaine de pays africains, avec des réseaux solides en Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale. Quels sont, selon vous, les facteurs clés de succès pour réussir une expansion bancaire panafricaine et assurer une véritable intégration régionale des marchés financiers?

Réussir une expansion bancaire panafricaine exige d'articuler vision stratégique et ancrage local. Attijariwafa bank a choisi de contrôler majoritairement ses filiales afin de déployer ses standards en matière de lignes métier, de gestion des risques, de conformité et de digitalisation, tout en valorisant les compétences locales. Cette gouvernance équilibrée lui permet d'adapter son modèle aux spécificités de chaque marché tout en assurant une cohérence globale.

Le Groupe s'aligne également sur les priorités nationales de développement de chacun des pays de présence, en finançant des projets structurants dans les secteurs portuaires, énergétique ou agricole. Grâce à des partenariats avec diverses institutions financières internationales, la banque a structuré des financements à long terme, adaptés au profil des projets ciblés. Cette ingénierie financière illustre son rôle de catalyseur de l'intégration économique.

L'intégration régionale constitue également un levier de développement clé pour le groupe Attijariwafa bank, qui a construit l'initiative

Afrique Développement. Cette initiative, matérialisée par le Forum Afrique Développement, le Club Afrique Développement et une plate-forme digitale efficiente, a réuni plus de 15 000 entreprises et 23 850 participants de 42 pays et généré plus de 25 000 rencontres B2B au cours de ses différentes éditions. Attijariwafa bank se positionne ainsi comme un hub continental, favorisant les échanges et investissements intra-africains.

Enfin, Attijariwafa bank construit sa stratégie sur le long terme, à travers des investissements ciblés dans le développement des réseaux physiques et digitaux, des offres ciblant l'ensemble des segments de clientèle: particuliers, professionnels, TPME, et grandes entreprises dans une logique de développement de la bancarisation, d'inclusion financière et de financement des projets structurants.

3. Attijariwafa bank est souvent citée comme acteur majeur de l'inclusion financière au Maroc et en Afrique. Quelles initiatives concrètes mettez-vous en œuvre pour renforcer l'accès aux services bancaires, particulièrement pour les PME et les populations non bancarisées en Afrique?

L'inclusion financière constitue une priorité stratégique pour Attijariwafa bank, tant au Maroc que dans ses filiales africaines. Le Groupe s'appuie sur plusieurs leviers complémentaires. Tout d'abord, Wafacash, acteur majeur du low-income banking, déploie un réseau dense de proximité permettant la bancarisation de millions de clients à faibles revenus.

Le soutien à l'entrepreneuriat figure également parmi les axes stratégiques du groupe Attijariwafa bank, qui a créé la plate-forme Dar Al Moukawil, dispositif unique d'accompagnement gratuit des entrepreneurs, fédérant plus de 800.000 porteurs de projets et PME ayant bénéficié de conseils, de formations et de coaching, en présentiel et en ligne.

D'autres initiatives viennent illustrer cette forte orientation en faveur de l'inclusion financière, dont la Banque digitale L'Bankalik, 1ère banque digitale marocaine ciblant les jeunes et les non-

bancarisés. Divers programmes d'éducation financière et de soutien à l'entrepreneuriat sont également mis en œuvre à travers la Fondation Attijariwafa bank et l'association Injaz Al-Maghrib qui compte 54 000 jeunes bénéficiaires. Enfin, le Groupe joue un rôle clé dans l'accompagnement de la diaspora africaine à travers Attijariwafa bank Europe, présente dans 8 pays européens. Cette plateforme sécurise et canalise les transferts de fonds vers les pays africains, contribuant ainsi à l'investissement productif et à l'épargne locale. Ces initiatives positionnent Attijariwafa bank comme un acteur incontournable de la démocratisation des services financiers en Afrique.

4. Dans un contexte marqué par la digitalisation rapide et l'essor de la FinTech, comment Attijariwafa bank entend-elle maintenir son rôle de leader et de catalyseur d'innovation au service des économies africaines?

En tant que Groupe bancaire panafricain de premier plan, Attijariwafa bank considère les Fintechs comme des partenaires stratégiques pour accélérer l'innovation et renforcer l'inclusion financière en Afrique.

Tout d'abord, il s'agit d'accélérer l'innovation bancaire. En effet, les Fintechs apportent agilité, technologies avancées et approches centrées client, notamment dans les domaines du paiement, du crédit ou de l'identité digitale. En contrepartie, Attijariwafa bank offre échelle, expertise réglementaire et capital confiance. Cette synergie favorise la co-construction de solutions innovantes et leur industrialisation à grande échelle. Le soutien de l'écosystème de start-ups africaines constitue également une orientation majeure, et se matérialise à travers un encouragement des start-ups locales via des programmes structurés d'open innovation. Enfin, la collaboration avec les start-ups permet d'adopter de nouveaux modes de travail, fondés sur la co-création et le transfert de savoir-faire. Pour atteindre ces objectifs, le Groupe s'appuie sur le programme d'innovation « Wenov », qui combine expérimentation, intrapreneuriat et open innovation. Il inclut le programme « Fintech Catalyst », qui a permis la réalisation de 30 POCs avec un taux d'industrialisation de 50 %. Près de 240 start-ups sont intégrées au vivier, avec des collaborations actives sur des sujets clés: paiements, risque, expérience client, blockchain, inclusion financière...



Enfin, le groupe Attijariwafa bank a créé en partenariat avec Wafa Assurance, Attijariwafa Ventures, fonds d'investissement, qui opère des prises de participations minoritaires dans des Fintechs à fort potentiel, et soutient leur potentiel de développement en Afrique.

5. À l'horizon 2030, quelles sont vos priorités en matière de partenariats stratégiques, notamment avec les gouvernements, les institutions régionales et les banques locales, pour contribuer à l'émergence économique du continent africain?

Attijariwafa bank accompagne la dynamique de croissance africaine en s'appuyant sur un modèle intégré alliant expertise internationale et ancrage local. À travers sa plateforme « Corporate & Investment Banking », ses filiales en Europe, sa présence au Moyen-Orient et en Chine, ainsi que son réseau en Afrique, le Groupe soutient les investisseurs et exportateurs internationaux. Il met à leur disposition des solutions de financement, de cash management, de marchés de capitaux et de trade finance conformes aux standards internationaux, en tirant parti de sa connaissance approfondie des écosystèmes réglementaires et socio-économiques locaux.

La banque œuvre également à la promotion de la coopération Nord-Sud-Sud et à l'intégration régionale. Elle mobilise les banques locales pour accompagner les PME/PMI et a lancé l'Initiative Afrique Développement, précédemment évoquée, qui fédère les communautés d'affaires africaines, marocaines et internationales. En parallèle, elle contribue à l'intensification des échanges intra-africains grâce à des solutions de trade finance et des partenariats avec des organismes internationaux.

Dans le domaine du financement de projets, Attijariwafa bank se distingue par son leadership dans les infrastructures, l'énergie et la logistique, avec plus de 2 000 MW de projets renouvelables financés, dont la centrale hydroélectrique de Nachtigal (420 MW), et ce dans le cadre

de syndications élargies auprès des acteurs bancaires locaux et internationaux. Première banque africaine accréditée par le Green Climate Fund, le Groupe structure des financements concessionnels et participe à l'émission de green bonds, affirmant ainsi son rôle de catalyseur de la finance durable. Conscient des enjeux liés au développement durable, le groupe a également créé le Fonds Africain d'Efficacité Énergétique, 1er fonds dédié à la promotion de solutions durables en termes d'efficacité énergétiques auprès des PME et grandes entreprises.

La banque joue par ailleurs un rôle central dans la modernisation des marchés de capitaux africains en accompagnant des émissions obligataires souveraines et privées, renforçant la profondeur et la crédibilité des places financières du continent. Enfin, Attijariwafa bank développe des offres ciblées pour les diasporas africaines, avec des transferts sécurisés et des produits adaptés, et promeut activement l'inclusion financière, à travers la banque économique Wafacash ou encore, le programme Dar Al Moukawil, dispositif efficace de soutien aux jeunes entrepreneurs.



شجع المنتج
المصري

إدليه فرصة يبيان



تطبيق الشروط والأحكام
رقم السجل الضريبي 599 - 007 - 200

16990

www.bdc.com.eg

فرص بلا حدود

بنك القاهرة
Banque du Caire



Bank Al-Maghrib adhère au PAPSS: le Maroc devient le 17ème pays membre

Le Maroc renforce son ancrage africain. Bank Al-Maghrib a officiellement rejoint le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), devenant ainsi le 17^e pays membre de ce réseau en plein essor. Cette adhésion marque une avancée majeure pour



Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) a annoncé l'adhésion du Royaume du Maroc, Bank Al-Maghrib ayant officiellement signé l'accord qui fait du pays le 17^e membre de ce réseau en pleine expansion. Mis en place par Afreximbank, en partenariat avec l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, PAPSS permet des paiements transfrontaliers en temps réel, efficaces et rentables en monnaies locales. Avec l'arrivée de Bank Al-Maghrib, l'initiative poursuit sa mission : connecter les banques centrales africaines et faciliter le commerce, les flux de paiement et les investissements transfrontaliers sur tout le continent, au service de l'intégration financière et du commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf.

de l'économie sociale et solidaire. Quant à Mastercard, son implication illustre l'importance croissante du numérique dans les dynamiques de développement inclusif. Une initiative pionnière qui pourrait bien devenir un modèle pour l'ensemble du monde arabe.

Citation officielle. Mike Ogbalu III, directeur général de PAPSS, salue « l'adhésion du Maroc en tant que dix-septième pays membre de notre banque centrale », signe d'une « dynamique croissante » et de la confiance accordée à PAPSS comme solution aux défis des paiements transfrontaliers en Afrique. Selon lui, à mesure que de nouveaux pays rejoignent le dispositif, des progrès significatifs sont réalisés vers un marché africain véritablement unifié, avec à la clé une réduction des coûts de transaction et un levier d'autonomisation pour les entreprises comme pour les particuliers sur tout le continent.

Périmètre actuel. Avec le Maroc, PAPSS compte désormais 17 pays membres, ainsi que plus de 150 banques commerciales et 14 commutateurs, confirmant l'extension de sa portée et de son influence à travers l'Afrique.

À propos de PAPSS. PAPSS est une infrastructure centralisée des marchés financiers qui assure la circulation sûre et efficace de l'argent à travers les frontières africaines, minimise les risques et contribue à l'intégration financière régionale. Le système collabore avec les banques centrales et propose des solutions de paiement et de règlement auxquelles peuvent se connecter les banques commerciales et les prestataires de services de paiement agréés (commutateurs, fintechs, agrégateurs, etc.), rendant ces services accessibles au grand public. À ce jour, trois solutions sont développées et lancées : PAPSS Instant Payment System (IPS), PAPSS African Currency Marketplace (PACM) et PAPSSCARD.

Repères institutionnels. Afreximbank et l'Union africaine ont annoncé pour la première fois PAPSS lors du 12^e Sommet extraordinaire de l'UA, le 7 juillet 2019 à Niamey (Niger), en l'adoptant comme instrument clé de la mise en œuvre de l'Accord sur la ZLECAf. Lors de la 13^e session extraordinaire du 5 décembre 2020, la Conférence de l'UA a demandé à Afreximbank et au Secrétariat de la ZLECAf de finaliser les travaux sur PAPSS. Puis, la 35^e session ordinaire de la Conférence de l'UA a enjoint de déployer le système sur l'ensemble du continent. Lancement officiel: 13 janvier 2022 à Accra (Ghana), permettant son usage par le public.

SOURCE: Site web Afreximbank

Sidi Ould Tah élu président de la Banque africaine de développement Un Mauritanien à la tête de la principale institution financière du continent

L'ancien ministre mauritanien de l'Économie, Sidi Ould Tah, a été élu président de la Banque africaine de développement (BAD) le 29 mai, recueillant 76,18 % des voix au troisième tour du scrutin. Il succède à Akinwumi Adesina et prend la tête d'une institution clé qui rassemble 81 pays membres, dont 54 États africains, et dont le siège est installé à Abidjan depuis 1965.

La BAD, créée en 1963 à Khartoum, s'est imposée comme l'un des piliers du financement du développement en Afrique. Sous la présidence sortante, plus de 550 millions de personnes ont bénéficié de projets dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de la santé, de l'eau et des infrastructures, dont 231 millions de femmes.

De nouveaux défis pour le continent

Fort de son expérience en Mauritanie et à la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), où il avait multiplié par huit les décaissements, Sidi Ould Tah entend renforcer le rôle de la BAD en tant que premier acteur financier africain. Parmi ses priorités figurent :

- la création massive d'emplois pour les jeunes via le soutien aux PME,
- l'accélération des investissements dans les infrastructures de transport et d'énergie,
- et la consolidation de l'intégration régionale.

Les économistes soulignent également la nécessité d'une réforme de l'architecture financière africaine



Sidi Ould Tah (à droite) aux côtés de l'ancien président de la BAD, Akinwumi Adesina, quelques instants après l'annonce des résultats, jeudi 29 mai. © Luc Gnago/REUTERS

et d'une meilleure valorisation des ressources naturelles et du dividende démographique du continent.

Un mandat marqué par les incertitudes internationales

La BAD, dont le capital a atteint 318 milliards de dollars en soixante ans, doit cependant composer avec un défi majeur : le désengagement annoncé des États-Unis, qui envisagent de suspendre leur contribution de 555 millions de dollars dans leur projet de budget 2026. Si cette décision se confirmait, elle obligerait l'institution à renforcer la mobilisation des ressources auprès de ses autres partenaires et à accroître sa résilience financière.

La BID approuve un financement de 277 millions de dollars pour la croissance inclusive et durable de ses pays membres

La Banque islamique de développement (BID) a approuvé un financement du développement de plus de 277 millions de dollars pour créer des emplois, améliorer l'accès aux services essentiels, promouvoir la croissance inclusive et durable de ses pays membres.

Les approbations sont intervenues lors de la 36^{le} réunion du Conseil des Directeurs exécutifs de la BID, présidée par le Président de la BID, S.E. Dr Muhammad AL JASSER. Elles marquent l'engagement indéfectible de la BID en faveur de projets transformateurs propres à produire une différence tangible dans la vie des populations, tout en contribuant aux objectifs de développement durable.

Les financements approuvés couvrent des secteurs vitaux, à savoir la santé, l'éducation et les transports. Ils visent à relever les défis urgents en matière de développement, allant de l'amélioration de la mobilité urbaine au renforcement des systèmes de santé publique et du capital humain.

En Mauritanie, la BID a approuvé un financement de 26,18 millions d'euros pour le projet d'agrandissement du Centre National de Cardiologie de Nouakchott. Ce projet renforcera les capacités du pays à prévenir et traiter les maladies cardiovasculaires, au rang des principales causes de mortalité prématurée. De plus, il améliorera l'accès à des soins de santé spécialisés vitaux pour des milliers de personnes. En Côte d'Ivoire, un financement de 200 millions d'euros permettra de soutenir le projet de mobilité urbaine durable et intégrée à Abidjan, une initiative stratégique visant à moderniser le système de transports publics de la ville. Ce projet a pour objectif de réduire les embouteillages, de promouvoir de modes de transport écologique, et



de faciliter l'accès des habitants, surtout ceux des zones mal desservies, aux emplois, aux écoles et aux services essentiels.

Parallèlement, la BID investit 32,20 millions de dollars en Gambie pour contribuer au projet de construction de l'École de Médecine et des Sciences connexes de la Santé de l'Université de Gambie. Cette initiative permettra de remédier à la pénurie de professionnels de la santé dans le pays en créant un vivier de médecins, d'infirmières et d'experts en santé publique formés localement, améliorant ainsi la qualité et assurant la résilience du système de santé national.

L'approbation de ces projets stratégiques prouve l'engagement ferme de la BID à financer des initiatives transformatrices et probantes qui stimulent le progrès socio-économique. Ces investissements démontrent la contribution multidimensionnelle et substantielle de la BID aux priorités de développement des pays membres pour leur assurer un avenir résilient, inclusif et prospère. Ils s'inscrivent dans le cadre des efforts plus larges de la BID visant à favoriser des investissements à fort impact qui produisent des résultats durables et tangibles, pour la prospérité des communautés.

Source : IsDB site

Développement: Le Haut Conseil Économique Arabe Africain (HCEAA) s'installe au Burkina Faso

Le Haut Conseil Économique Arabe Africain (HCEAA) a officiellement inauguré son bureau au Burkina Faso le 23 juillet 2025 à Ouagadougou. Cette installation marque une étape significative dans le renforcement des liens économiques et diplomatiques, visant à établir une collaboration financière robuste avec le gouvernement burkinabè pour la concrétisation de nombreux projets dans des secteurs vitaux.



Le Haut Conseil Économique Arabe Africain (HCEAA) a officiellement inauguré son bureau au Burkina Faso le 23 juillet 2025 à Ouagadougou. Cette installation marque une étape significative dans le renforcement des liens économiques et diplomatiques, visant à établir une collaboration financière robuste avec le gouvernement burkinabè pour la concrétisation de nombreux projets dans des secteurs vitaux.

L'ouverture de ce bureau administratif traduit la volonté du Haut Conseil Économique Arabe Africain (HCEAA) de favoriser une coopération accrue, l'échange de bonnes pratiques et le développement de partenariats stratégiques entre les pays arabes et africains.

L'accent sera mis sur des domaines clés tels que l'investissement, le commerce, l'innovation, ainsi que la santé et l'humanitaire.

El Hadj Abdoulaye Sana, Directeur Exécutif du HCEAA au Burkina Faso, a souligné l'importance de cette cérémonie d'ouverture. « Ce jour représente une étape importante dans le renforcement des liens économiques et diplomatiques entre notre pays, le Burkina Faso, et les pays arabes.

Ce centre sera un lieu d'échange, de concertation et de projets communs, permettant à nos opérateurs économiques, investisseurs privés et publics de collaborer plus étroitement », a-t-il déclaré.

Le Président du HCEAA, Dr Hani Abu Zeid, quant à lui, a précisé les champs d'action de l'organisation. « Le Haut Conseil Économique Arabe Africain est un écosystème complet qui œuvre dans le domaine économique, commercial, de la santé et de l'humanitaire. Nous apportons également notre appui aux autorités des pays afin de voir la réalisation de leurs projets majeurs », a-t-il affirmé.

Cette initiative prometteuse ouvre de nouvelles perspectives pour le développement du Burkina Faso, en tirant parti de partenariats stratégiques avec le monde arabe pour stimuler la croissance et améliorer les conditions de vie des populations. Le bureau est stratégiquement situé dans le quartier de Ouaga 2000, à quelques encablures de la grande mosquée de Kanazoé et en face de la pharmacie Le Rocher, facilitant ainsi l'accès et les échanges.

Source : Burkina 24



خدماتنا الإلكترونية

يقدم مصرف الجمهورية
الخدمات الإلكترونية لعملائه
ويساعدهم على إجراء معاملاتهم
وإنهاء مهامهم بشكل سريع وسلس



خدمة نقاط البيع P.O.S

خدمة الصراف الآلي ATM

المركز الصوتي 1500

خدمة الرسائل 16016

نحرص في مصرف الجمهورية على مواكبة كل ما هو متطور
في عالم التكنولوجيا بهدف منح عملائنا أحدث الخدمات
إذ نكرس جهودنا للعمل بجد لجعل حياتهم أكثر مرونة وسهولة .

P aris 2025: Le Sommet Économique et Bancaire de l'UBA sous le Haut Patronage du Président Macron

UN DIALOGUE STRATÉGIQUE ENTRE L'EUROPE, LE MONDE ARABE ET L'AFRIQUE

Le 20 juin 2025, l'Hôtel George V à Paris a accueilli le Sommet Économique et Bancaire Euro-Méditerranéen organisé par l'Union des Banques Arabes (UBA), en partenariat avec la Fédération Bancaire Française et plusieurs institutions régionales et internationales. Placé sous le Haut Patronage du Président Emmanuel Macron, l'événement a réuni plus de 250 décideurs politiques, dirigeants bancaires et acteurs économiques venus d'Europe, du Monde arabe et d'Afrique.

Au centre des échanges: la recherche de solutions communes pour transformer les tensions géopolitiques en opportunités de croissance durable, à travers la finance verte, la transition numérique et l'intégration régionale.



Le 20 juin 2025, l'Hôtel George V à Paris a été le théâtre d'un rassemblement sans précédent de décideurs, de leaders bancaires et de responsables politiques venus des deux rives de la Méditerranée et au-delà. Placé sous le Haut Patronage de S.E. Emmanuel Macron, Président de la République française, le Sommet Économique et Bancaire Euro-Méditerranéen 2025 a incarné un moment charnière dans le dialogue euro-arabo-africain, affirmant la volonté commune de bâtir des ponts économiques et financiers durables.

Organisé par l'Union des Banques Arabes (UBA),

en partenariat avec la Fédération Bancaire Française (FBF), l'Union Bancaire Francophone, la Fédération Bancaire Européenne, l'Union Internationale des Banques et la Chambre de Commerce Franco-Arabe, l'événement a réuni plus de 250 personnalités issues du monde bancaire, économique et institutionnel. Les discussions ont été guidées par un thème central : « Résilience face aux mutations géopolitiques », invitant à transformer les défis persistants en leviers de croissance inclusive et d'innovation durable.

L'ouverture officielle, marquée par des discours

de haut niveau, a donné le ton de la rencontre. Mohamed El-Etreby, Président de l'UBA, a appelé à la création de fonds d'investissement conjoints arabo-européens et à des écosystèmes financiers résilients, saluant les 24 milliards de dollars

d'investissements transfrontaliers enregistrés en 2024. Il a plaidé pour que la finance verte, la transformation numérique et le développement inclusif deviennent les piliers d'un partenariat renouvelé.

DISCOURS INSPIRANTS ET RECONNAISSANCE DU LEADERSHIP



La Directrice Générale de la FBF, **Maya Atig**, a mis l'accent sur la nécessité de cadres réglementaires clairs et pragmatiques afin de stimuler la coopération euro-méditerranéenne, en particulier dans les domaines de la **décarbonation**, de l'innovation numérique et de l'inclusion financière. Elle a insisté sur le fait qu'un environnement réglementaire prévisible est un prérequis pour maintenir les flux d'investissements internationaux.



Vincent Reina, Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, a alerté sur les risques liés à la fragmentation géopolitique et a plaidé pour une action concrète, notamment en faveur de la reconstruction dans les pays arabes en crise tels que le Liban, la Syrie, le Soudan et la Palestine. Il a proposé une stratégie tripartite Europe-Monde Arabe-Afrique, avec l'Afrique comme acteur central, et a rappelé le rôle stratégique du secteur financier dans la transition énergétique et la croissance inclusive.



S.E. Dr. Mohamed Maait, ancien Ministre des Finances d'Égypte et Directeur Exécutif au FMI, a invité à dépasser la simple gestion de crise pour adopter des stratégies proactives, tournées vers l'avenir et intégrant réformes structurelles et innovation. Ludovic Pouille, Directeur de la diplomatie économique française, a rappelé que « paix et investissement » forment un duo indissociable pour un avenir prospère dans la région méditerranéenne.



La séance inaugurale a également été marquée par la remise de distinctions honorant un leadership visionnaire.

Dr. Wissam Fattouh
Secrétaire Général de l'UBA

a décerné
le Prix du Leadership et de la Vision
à S.A.R.

**le Prince Abdulaziz bin
Talal bin Abdulaziz Al Saud**

saluant son engagement indéfectible pour
l'inclusion financière et le développement
durable à travers des initiatives phares
comme l'AGFUND et l'Université Arabe
Ouvverte.



Le Prix du Gouverneur de l'Année 2025

a été attribué à

S.E. Hassan Abdulla
*Gouverneur de la Banque
Centrale d'Égypte*

en reconnaissance de son rôle
déterminant dans la stabilisation
monétaire, l'élimination du marché
parallèle des changes et la restauration
de la confiance des investisseurs.



Des débats riches et des recommandations concrètes

Les sessions de travail ont exploré des thématiques clés :

- **Session 1:** accélération du « triangle économique » Europe–MENA–Afrique, avec un focus sur la transition énergétique, l'innovation bancaire et la cybersécurité.
- **Session 2:** consolidation des alliances économiques arabo-européennes face aux tensions mondiales.
- **Table ronde:** relance et modernisation des secteurs bancaires dans les pays arabes touchés par les crises, avec des propositions ciblées pour restaurer la confiance et intégrer la dimension Fintech dans l'inclusion financière.

Les recommandations du Sommet ont posé les jalons d'une coopération renforcée : création d'une plateforme permanente de dialogue financier, mise en place d'un sandbox réglementaire commun pour l'innovation, développement de programmes ciblés pour les PME et les initiatives portées par les femmes et les jeunes,



et passage de la résilience à une reconstruction durable dans les pays en crise.

En clôturant les travaux, l'UBA a réaffirmé son rôle moteur dans le dialogue interrégional et son engagement à transformer les engagements en résultats tangibles. Ce sommet a non seulement renforcé les liens entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique, mais a aussi tracé une feuille de route ambitieuse pour une croissance partagée et durable.

I FETAA: Une alliance inédite pour mobiliser la finance islamique et arabe au service de la transformation économique

L'ONUDI, l'AAOIFI, l'Union des Banques Arabes et l'Africa Finance Corporation unissent leurs forces pour stimuler la croissance et la résilience des PME en Afrique et dans le monde arabe



Dans un contexte où l'accès au financement freine encore la croissance des PME dans de nombreuses régions, un nouveau partenariat stratégique voit le jour. L'ONUDI, l'AAOIFI, l'Union des Banques Arabes et l'Africa Finance Corporation lancent le programme IFETAA pour mobiliser la finance islamique et arabe au service de la transformation économique. Objectif: canaliser des capitaux massifs vers les MPME, renforcer leur résilience et accélérer le développement durable en Afrique, dans le monde arabe et au-delà.

L'accès au financement reste l'un des principaux obstacles à la croissance des PME et à la transformation économique, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Seule une entreprise africaine sur cinq a accès au crédit, et celles qui y parviennent doivent souvent faire face à des taux d'intérêt prohibitifs avoisinant 25 %, contre seulement 5 % en Europe. Avec plus de 4 000 milliards USD d'actifs, la finance islamique représente un potentiel largement inexploité pour canaliser des capitaux dormants vers l'économie réelle.

C'est dans ce contexte que, le 17 juin 2025, un partenariat stratégique a été scellé au palais du

Hofburg, à Vienne, entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (AAOIFI), l'Union des Banques Arabes (UBA) et l'Africa Finance Corporation (AFC). Cette alliance, incarnée par le programme **Islamic and Arab Finance for Economic Transformation in Africa, the Arab Region and Beyond (IFETAA)**, vise à mobiliser la finance islamique et arabe pour stimuler la croissance, renforcer la résilience des PME et accélérer la transition économique dans les deux régions.

IFETAA se présente comme une alliance inédite visant à mobiliser capitaux et compétences pour stimuler le développement, la résilience et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. La signature des trois protocoles d'accord (MoU) s'est déroulée en amont d'une table ronde de haut niveau au Palais Hofburg à Vienne, en marge du Forum du développement du Fonds de l'OPEP, marquant le lancement officiel du programme.

« À l'heure où les financements traditionnels pour le développement diminuent, les institutions financières islamiques et arabes s'imposent comme des partenaires clés de l'industrialisation et du développement durable. Ce programme constitue une alliance puissante pour soutenir les PME, accroître leur productivité et accélérer la transformation économique des pays en développement », a déclaré Gerd Müller, Directeur général de l'ONUDI.

Banji Fehintola, membre du conseil d'administration et responsable des services financiers de l'AFC, a souligné que « le programme IFETAA permettra de mobiliser à grande échelle des capitaux indispensables à la transformation économique de l'Afrique », ajoutant que l'AFC mettra à profit son expertise unique en finance conventionnelle et islamique pour proposer des solutions innovantes et conformes à la charia.

Pour sa part, Dr Wissam Fattouh, Secrétaire général de l'Union des Banques Arabes, a affirmé : « IFETAA est plus qu'un programme – c'est un appel à l'action. Nous unissons la puissance financière arabe et islamique pour servir le développement durable et la souveraineté économique, en finançant la croissance, en renforçant la confiance dans les systèmes financiers et en bâtissant des économies résilientes et inclusives ».

Le Cheikh Ebrahim Bin Khalifa Al Khalifa, président de l'AAOIFI et du Centre international pour l'entrepreneuriat et l'innovation, a annoncé que l'AAOIFI encouragera les institutions



financières islamiques à consacrer volontairement au moins 20 % de leurs financements – soit plus de 1 000 milliards USD – au développement des MPME, à travers un programme conforme à la charia intégrant assistance technique, soutien réglementaire et renforcement des capacités.

Issu des engagements pris lors de la conférence A World Without Hunger de l'ONUDI à Addis-Abeba en 2024, IFETAA vise à faciliter l'accès au financement en développant un portefeuille de projets bancables, à mettre en place des mécanismes financiers et non financiers de réduction des risques et à soutenir les gouvernements dans le renforcement des cadres réglementaires favorisant le crédit bancaire islamique et conventionnel.

L'ONUDI a alloué 500 000 USD pour préparer et amorcer la mise en œuvre du programme, co-piloté par le Groupe de travail sur le financement islamique et arabe et par son Bureau de promotion des investissements et de la technologie à Bahreïn.

Séminaire de l'UBA à Amman sur l'Autonomisation des Femmes Arabes



Le 1er septembre 2025, l'Union des Banques Arabes (UBA), à travers son Instance pour l'autonomisation des femmes arabes et en partenariat avec la Banque Jordan Kuwait, a organisé à Amman un séminaire placé sous le thème « L'autonomisation des femmes pour une croissance inclusive et un développement durable ».

=L'événement a rassemblé des décideurs bancaires, des responsables politiques et des expertes technologiques afin de débattre des moyens concrets de renforcer la place des femmes dans l'économie arabe.

Des interventions de haut niveau et des success stories inspirantes ont marqué ce rendez-vous, qui s'est conclu par une série de recommandations ambitieuses.

Sous le thème « L'autonomisation des femmes pour une croissance inclusive et un développement durable », l'Instance pour l'autonomisation des femmes arabes de l'Union des Banques Arabes (UBA), en partenariat avec la Banque Jordan Kuwait, a organisé le 1er septembre 2025 un séminaire bancaire à l'hôtel InterContinental d'Amman. L'événement, qui a réuni de nombreuses personnalités du monde bancaire, politique et technologique, s'est déroulé de 16h30 à 19h30 dans une atmosphère de dialogue constructif et d'échanges fructueux.

Un message fort dès l'ouverture

Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par le :



Dr Wissam Fattouh
Secrétaire Général de l'UBA



M. Haitham Al-Batikhy
PDG de la Banque Jordan Kuwait
représenté par
Mme Huda Hijazi



S.E. Mme Kholoud Al-Saqqaf
Présidente de l'Instance pour l'autonomisation
des femmes arabes

La conférence inaugurale, présentée par:
l'ingénieure Noor Al-Louzi, Vice-secrétaire
générale du parti Irada en charge de la
gouvernance locale



a mis en lumière
le rôle des femmes
dans les postes de
direction et leur
capacité à façonner
l'avenir de la finance
et de la politique.

UN HOMMAGE A PAR AILLEURS ÉTÉ RENDU À



la **Banque Jordan Kuwait**
pour son soutien à l'événement

ainsi qu'à deux figures féminines engagées:



l'ingénieure Badria Al-Balbisi, Ministre
d'État pour le développement du secteur public



et **l'ingénieure Noor Al-Louzi**
Vice-secrétaire générale du parti Irada
en charge de la gouvernance locale



Débats autour de l'inclusion et de l'innovation

Le séminaire a donné lieu à des discussions riches autour de deux axes majeurs : l'inclusion financière et numérique des femmes arabes d'une part, et les politiques et partenariats à développer pour renforcer le rôle du secteur privé d'autre part. Plusieurs expertes de renom sont intervenues pour partager leurs perspectives: Mme Amal Jarradat, Directrice générale adjointe de la Société

jordanienne de garantie des prêts; l'ingénieure Abeer Khadr, Directrice du groupe Cybersécurité à la Banque Nationale d'Égypte et Présidente du Comité de cybersécurité de l'Union des Banques d'Égypte; l'ingénieure Basmeh Karim, membre du conseil de surveillance de Fairphone (Pays-Bas); ainsi que l'ingénieure Huda Rabayah, Directrice régionale des ventes chez Microsoft Jordanie.



LES GRANDES LIGNES DU MOT DE DR. WISSAM FATTOUH

Dans son intervention, le Secrétaire Général de l'UBA, Dr. Wissam Fattouh, a insisté sur le rôle central des banques arabes dans la construction d'un développement inclusif et durable. Détenant près de 3 000 milliards USD de dépôts, soit 87 % de la taille de l'économie arabe, elles se trouvent en position de catalyseur du changement et d'accompagnateur clé de l'entrepreneuriat.

Il a identifié trois priorités d'action :

- Faciliter l'accès au financement des femmes et des jeunes via le microcrédit, les prêts aux PME et les financements dédiés aux startups.
- Exploiter les technologies financières (FinTech) pour démocratiser l'accès aux services bancaires et réduire le coût du crédit de près de 20 %.
- Renforcer les capacités et l'éducation financière des entrepreneurs, sachant que près de 70 % d'entre eux dans le monde arabe manquent de compétences financières de base.

Dr. Fattouh a également rappelé que l'autonomisation des femmes ne relève pas du choix mais de la nécessité : elle constitue un levier direct de croissance, de création d'emplois et de diversification économique. Il a enfin appelé à une mobilisation concertée entre banques, décideurs et institutions internationales pour combler la fameuse "gap" de financement des PME, estimée entre 200 et 260 milliards USD



DES RECOMMANDATIONS AMBITIEUSES

À l'issue des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées. Les participantes ont souligné l'importance de multiplier les initiatives de formation et de leadership pour les femmes dans le secteur bancaire, et d'encourager la participation des entrepreneures actives dans les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la fintech.

Le séminaire a également insisté sur la nécessité de considérer l'autonomisation des femmes comme un impératif de développement, en renforçant les partenariats et en garantissant un environnement professionnel équitable et inclusif. Enfin, l'accent a été mis sur la valorisation des success stories féminines, qui seront mises à l'honneur dans de prochaines sessions pour inspirer les générations futures.

InspireHer à Palerme Célébrer l'innovation et le leadership féminin dans la région MENA



Une célébration inédite du talent féminin arabe

Le Women Business Forum 2025, organisé à Palerme les 16 et 17 juillet par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en partenariat avec l'Union des Banques Arabes (UBA) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), a marqué une étape décisive dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Méditerranée et dans la région MENA. Au cœur de cet événement, le concours InspireHer a mis en lumière des femmes d'exception visionnaires, engagées et audacieuses dont les initiatives innovantes, durables et inclusives contribuent à transformer leurs communautés et à renforcer l'élan vers une croissance plus équitable.

Le Forum a rassemblé plus de 60 participantes et participants, parmi lesquels des décideurs politiques, des institutions financières, des organisations d'appui aux entreprises et des entrepreneures, pour débattre de solutions concrètes visant à combler le déficit de financement

des entreprises dirigées par des femmes. Les discussions ont porté sur des approches variées: assistance technique en phase de démarrage, engagement accru des investisseurs et recours à des modèles alternatifs de financement au-delà du capital-risque.

Des panels thématiques, des ateliers animés par des investisseurs et des masterclasses interactives ont permis d'offrir des recommandations pratiques et de créer des passerelles directes entre entrepreneures et bailleurs de fonds. Les échanges ont couvert des thématiques stratégiques telles que la préparation à l'investissement, l'élargissement à grande échelle, la finance verte et numérique, ainsi que le développement d'écosystèmes sensibles au genre.

À cette occasion, l'UpM a également lancé un réseau régional des associations féminines d'affaires, destiné à relier les initiatives

nationales et à renforcer l'accès des femmes entrepreneures au financement et aux marchés dans toute la Méditerranée.

Enfin, dix femmes entrepreneures venues d'Égypte, de Jordanie, du Liban, de Palestine, de Tunisie et du Maroc ont été sélectionnées comme finalistes des InspireHer Awards 2025, initiative conjointe de l'UpM et de l'UBA. Quatre lauréates ont été récompensées pour leur innovation et l'impact remarquable de leurs projets, illustrant ainsi le rôle central des femmes dans la construction d'un avenir plus inclusif et durable.

InspireHer Contest 2025: Un tremplin pour l'impact

Ce concours régional, organisé par l'Union des Banques Arabes (UBA) et l'Union pour la Méditerranée (UpM), a mis en lumière dix entrepreneures remarquables réparties en trois catégories :

- **Nouvelles initiatives (New Venture)**
- **Entreprises établies (Established Business)**
- **Prix SANAD pour la durabilité et l'agritech**

Il a également décerné le prestigieux **Prix InspireHer de la Femme Entrepreneure de l'Année 2025**.

Au-delà des distinctions, cette initiative offre un accompagnement stratégique aux finalistes assuré par le partenaire de l'initiative, **UNIDO ITPO Bahreïn** comprenant des formations spécialisées, un mentorat sur mesure, une visibilité internationale, ainsi qu'une participation au World Entrepreneurs Investment Forum (WEIF 2026), organisé par UNIDO ITPO Bahrain en mars 2026.



LAURÉATES INSPIREHER2025: BRILLANTES, AUDACIEUSES ET INSPIRANTES

Iman El-Wasifi – Égypte | Muqbis, Femme Entrepreneur de l'Année 2025 – Prix InspireHer



IMAN EL-WASIFI:
UNE ENTREPRENEURE AU SERVICE
DE L'ARTISANAT ÉGYPTIEN

Fondatrice et PDG de Muqbis.com, Iman El-Wasifi incarne l'esprit d'innovation au service de la tradition. Avec plus de 19 ans d'expérience dans le marketing stratégique et le développement commercial, elle a bâti une expertise reconnue dans la croissance et la transformation d'entreprises, occupant des postes clés au sein d'organisations telles que Egypt Yellow Pages, QNB et Property Finder. Guidée par une passion profonde pour l'autonomisation des artisans locaux et la préservation du patrimoine culturel, elle a cofondé Muqbis, une place de marché en ligne qui met en lumière le savoir-faire artisanal égyptien. Son ambition : offrir à ces créateurs une vitrine mondiale et inscrire leurs pièces uniques dans une économie digitale en plein essor.

Nisrine Sadik – Maroc | Lumina – 1er prix InspireHer - New Venture

NISRINE SADIK:
L'INGÉNIEURE MAROCAINE QUI ÉLECTRISE
L'INNOVATION DURABLE

Visionnaire et passionnée, Nisrine Sadik incarne une nouvelle génération d'ingénieures marocaines déterminées à transformer les défis énergétiques en opportunités. Diplômée de l'Université Al Akhawayn avec les plus hautes distinctions, elle a su conjuguer rigueur scientifique et esprit entrepreneurial. De son projet de fin d'études est née LUMINA, un micro-véhicule électrique solaire pensé pour répondre aux enjeux de la mobilité urbaine durable. Une idée audacieuse qui lui a valu le premier prix du projet technologique le plus innovant au Maroc, décerné par le Ministère de la Jeunesse. Ambassadrice du Maroc dans plusieurs forums internationaux, du Sultanat d'Oman au Japon, Nisrine s'engage également dans des projets d'économie circulaire en partenariat avec IfaS Allemagne. À la croisée de l'ingénierie, des technologies propres et de l'impact social, elle poursuit une conviction simple mais puissante : bâtir ce qui n'existe pas encore une solution, un prototype, une idée audacieuse à la fois.



Kariman Mashharawi – Palestine | Belifye, 2^e Prix InspireHer - New Venture



KARIMAN MASHHARAWI: INNOVER PAR LA RÉALITÉ VIRTUELLE

Fondatrice de Belifye, Kariman Mashharawi est une jeune entrepreneure palestinienne passionnée par l'intégration des technologies immersives dans des applications concrètes. Experte en réalité virtuelle et dans le métavers, elle combine sa formation en ingénierie architecturale avec une vision audacieuse de l'innovation sociale.

Son parcours est jalonné d'initiatives pionnières : fondatrice d'Architista, qui valorise les artistes locaux grâce au numérique, et de Piece of Palestine, une plateforme reliant plus de 50 femmes palestiniennes aux marchés internationaux. Elle a également organisé le premier TEDx de Gaza, réunissant plus de 1 000 participants et 30 sponsors, et piloté la première expérience métavers du Moyen-Orient pour le V-VERSE de Dubaï.

Aujourd'hui, elle dirige des projets en VR et intelligence artificielle au sein d'INNOVAR, en partenariat avec le ministère de la Culture et le HRSD. Avec Belifye, son nouveau projet de thérapie immersive en santé mentale, elle met la réalité virtuelle au service du bien-être.

Tamara Ghandour – Liban | Rama Impact, 3^e prix InspireHer - New venture

TAMARA GHANDOUR: INVESTIR POUR UN IMPACT DURABLE

Avec plus d'une décennie d'expérience dans le domaine humanitaire et de l'impact social au Moyen-Orient et en Afrique, Tamara s'est spécialisée dans l'accompagnement des communautés affectées par les conflits. En 2024, elle a fondé RAMA Impact, un fonds à impact prioritaire qui soutient des entreprises sociales dirigées par des femmes et en phase de démarrage, œuvrant à l'intersection de la résilience climatique et de l'autonomisation économique dans les communautés les plus vulnérables de la région. RAMA Impact ne se limite pas à fournir un capital patient et adapté : le fonds propose également un accompagnement non financier sur mesure, afin de permettre à ces jeunes entreprises de croître et d'atteindre un niveau d'investissement durable. Parallèlement, Tamara conseille également des bailleurs de fonds sur la manière de déployer leurs capitaux de façon stratégique, afin de favoriser un changement inclusif, systémique et à long terme dans les régions sous-desservies.



Thelal Alshamaileh – Jordanie | Easy Robot Kit, 1er Prix InspireHer - Established Business



**THELAL ALSHAMAILEH:
L'INNOVATION ÉDUCATIVE AU SERVICE DES FEMMES
ET DE LA JEUNESSE**

Fondatrice de Easy Robot Kit Academy, Thelal Alshamaileh est spécialiste en génie électrique et en technologies éducatives. Forte de plus de huit années d'expérience dans la formation en robotique, intelligence artificielle et entrepreneuriat en Jordanie, elle a fait de l'éducation technologique un levier d'autonomisation.

Son engagement se concentre sur l'accompagnement des femmes issues de communautés marginalisées, en leur transmettant des compétences numériques et techniques pour renforcer leur inclusion économique. Elle soutient également la jeunesse et les enseignants dans l'utilisation des technologies pour répondre aux défis locaux.

Pionnière, Thelal pilote aujourd'hui le développement d'outils éducatifs innovants et œuvre à l'expansion de son académie à travers la région arabe, afin de consolider la place des femmes dans la tech et l'entrepreneuriat.

Bara' Abu Shareefeh – Jordanie | Coach You, 2e Prix InspireHer - Established Business

**BARA' ABU SHAREEFEH:
RÉINVENTER LE COACHING POUR LE MONDE ARABE**

Directrice générale et cofondatrice de Coach You, Bara' Abu Shareefeh est à l'origine de la première plateforme de coaching en arabe dans la région MENA. Forte de plus de vingt ans d'expérience en ventes, gestion de la relation client et leadership d'entreprise, elle excelle dans la mise en place de modèles économiques évolutifs et dans l'accompagnement de la croissance B2B. Sous son impulsion, Coach You transforme la manière dont les entreprises intègrent le coaching et le bien-être dans leurs stratégies de performance, en alignant ces initiatives sur des résultats mesurables et un véritable retour sur investissement. Représentante active de son entreprise sur la scène internationale — notamment au Web Summit Qatar 2025 —, elle milite pour un coaching novateur, pensé pour le monde arabe. Sa vision : offrir des solutions personnalisées et culturellement adaptées, permettant aux individus comme aux organisations de bâtir une croissance durable grâce à un leadership renforcé par la technologie.



Randa Harb – Liban | Green Robot Tech, 3^e Prix InspireHer – Established Business



RANDA HARB:

L'INNOVATION ÉDUCATIVE AU SERVICE DE L'INCLUSION

Éducatrice, entrepreneure et fondatrice de Green Robot Tech, la Libanaise Randa Harb s'est donnée pour mission de rendre l'éducation STEAM (sciences, technologies, ingénierie, arts et mathématiques) accessible à tous. Forte de son expérience dans l'enseignement, elle a consacré des années à éveiller la curiosité et la créativité des élèves, en particulier ceux issus de milieux défavorisés. Animée par sa passion pour l'éducation et l'innovation, elle a mis au point Braille Math Magic, un outil pionnier qui permet aux enfants non-voyants d'apprendre les mathématiques grâce à une approche tactile et pratique. À la croisée de la pédagogie et de la technologie inclusive, Randa œuvre à combler le fossé entre éducation traditionnelle et outils numériques accessibles. Militante convaincue de l'égalité des chances, elle poursuit son engagement à travers des initiatives

qui stimulent la créativité, renforcent l'autonomie des élèves et placent la durabilité au cœur de l'apprentissage.

INSPIREHER – PRIX SANAD POUR LA DURABILITÉ & L'AGRITECH

Nuhayr Zein – Égypte | Fondatrice de Leukeather - Prix SANAD – Durabilité & Agritech

NUHAYR ZEIN

Architecte et designer égyptienne, Nuhayr Zein développe une pratique pluridisciplinaire à la croisée de l'architecture, de l'innovation matérielle et du récit culturel. Convaincue que la matière peut être à la fois vecteur d'identité et levier de changement durable, elle conçoit ses projets comme des passerelles entre mémoire culturelle, responsabilité écologique et innovation design.

Avec une sensibilité profonde à son environnement naturel, elle puise dans la flore régionale et les contextes locaux pour créer des formes spatiales et matérielles inédites. Son projet phare, Leukeather, propose une alternative végétale au cuir exotique, destinée aussi bien au mobilier qu'à la mode. Par cette innovation, elle ambitionne de réinventer la culture matérielle dans le Golfe et de promouvoir une nouvelle approche de la durabilité.

Privilégiant une démarche expérimentale et tournée vers la recherche, Nuhayr Zein inscrit son travail dans le temps long, nourri à la fois par les conditions environnementales et par l'héritage culturel.



Rose Bechara Perini – Liban - Darmmess | Prix SANAD – Durabilité & Agritech



ROSE BECHARA PERINI

Visionnaire du marketing alimentaire, Rose Bechara Perini est une entrepreneure libanaise qui a su conjuguer innovation et responsabilité sociale. Titulaire d'un Executive MBA en neuromarketing et experte du comportement des consommateurs, elle fonde en 2019 Darmmess, une entreprise sociale qui révolutionne l'industrie agroalimentaire grâce à un modèle unique basé sur la transparence, la traçabilité et une forte mission sociale et environnementale. En quelques années, Darmmess s'est imposée comme une référence internationale, déjà couronnée de neuf prix prestigieux et présente dans 15 pays. Avec une vision audacieuse, Rose place la durabilité et l'impact positif au cœur de la croissance, redéfinissant ainsi le rôle de l'agroalimentaire dans le développement économique et sociétal.

Nouha Ben Zbir – Tunisie | Fondatrice de Velours Lactés - Prix SANAD – Agritech

NOUHA BEN ZBIR

Ingénieure en industrie agroalimentaire, Nouha Ben Zbir incarne la nouvelle génération d'innovatrices tunisiennes alliant rigueur scientifique et esprit entrepreneurial. Animée par une passion profonde pour l'innovation et le développement durable, elle s'attache à transformer les défis en opportunités concrètes.

Son projet phare, Velours Lactés, propose une solution innovante et durable en valorisant le lactosérum un sous-produit largement sous-exploité de l'industrie laitière pour en faire un produit à forte valeur ajoutée.

À travers cette initiative, Nouha s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire, visant à réduire le gaspillage tout en stimulant une nouvelle dynamique dans le secteur agroalimentaire. Sa vision : bâtir un avenir où durabilité et compétitivité vont de pair.



MESSAGE DES SPONSORS

BANK OF AFRICA

ACCOMPAGNER, INSPIRER ET PROPULSER LES FEMMES ENTREPRENEURES



*Mme Fatima-Zahra JABRI, Responsable
Branding, Amplification & Media Relations,
Pôle Communication & Relations
Institutionnelles – BANK OF AFRICA*

Un engagement stratégique et durable

Lors du Women Business Forum, Mme Fatima-Zahra JABRI, Responsable Branding, Amplification & Media Relations au sein du Pôle Communication & Relations Institutionnelles de BANK OF AFRICA, a rappelé que l'autonomisation économique des femmes constitue un axe prioritaire de la stratégie de la banque. Elle a affirmé : « **L'autonomisation des femmes est un moteur essentiel du développement durable et de la prospérité partagée.** »

Un programme structurant: Women in Business

Dans son allocution, Mme Jabri a mis en lumière le programme « Women in Business », lancé au Maroc en partenariat avec la BERD et soutenu par l'Union européenne.

Ce dispositif s'adresse aux entrepreneures – artisanes, commerçantes, agricultrices et dirigeantes de petites entreprises – et repose sur une approche intégrée combinant : financement, formation, Mentorat, réseautage. Une initiative qui illustre la volonté de BANK OF AFRICA de promouvoir le leadership féminin et de faciliter l'accès des femmes au crédit et à la croissance de leurs projets.

Mettre en avant des talents inspirants

Dans le cadre du concours InspireHer2025, BANK OF AFRICA a parrainé deux prix emblématiques, mettant en valeur des parcours exceptionnels :

- Iman El-Wasifi (Égypte | Muqbis), sacrée Femme Entrepreneure de l'Année 2025,
- Nisrine Sadik (Maroc | Lumina), lauréate du 1er Prix InspireHer – New Venture.

Comme l'a rappelé Mme Jabri :

« **Soutenir ces talents féminins, c'est investir dans l'avenir économique de nos sociétés.** »

Le sponsoring, au-delà du soutien

Ce parrainage dépasse le cadre d'un appui ponctuel: il incarne une véritable stratégie

d'inclusion et de valorisation des femmes entrepreneures dans toute la région. BANK OF AFRICA entend non seulement soutenir des projets innovants, mais aussi renforcer la coopération Sud-Sud et mettre en lumière des modèles inspirants pour les générations futures.

Une vision portée vers l'avenir

Mme Jabri a conclu en lançant un appel mobilisateur :

« **Les talents féminins d'aujourd'hui façonnent l'avenir économique du monde. Continuons à leur donner les moyens de réussir.** »

ARAB BANK TUNISIE

L'ARAB TUNISIAN BANK: UN ENGAGEMENT FORT EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ

La présence active de l'**Arab Tunisian Bank (ATB)**, fière filiale du groupe Arab Bank, a marqué la 1^{re} édition de cette initiative régionale. En tant que sponsor institutionnel engagé, l'ATB a tenu à affirmer son rôle moteur dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin durable.

Un message porté au plus haut niveau

Dans son intervention, **Mlle Méjda Ben Hassine, Responsable RSE-ESG à l'ATB**, a rappelé l'engagement du Directeur Général, **M. Riadh Hajjej**, vis-à-vis de cette noble initiative. Elle a cité sa vision stratégique :

«Accompagner les femmes entrepreneures, c'est semer les graines d'un avenir plus inclusif et plus prospère.»

Cette déclaration traduit la volonté claire de l'ATB de jouer un rôle structurant pour soutenir un entrepreneuriat féminin porteur d'innovation et de durabilité.

Mettre en avant des parcours inspirants

Dans le cadre de cet engagement, l'ATB a sponsorisé la participation de **Madame Bara' Abou Shareefeh**, entrepreneure jordanienne visionnaire. Fondatrice d'un projet éducatif et technologique innovant, elle œuvre à démocratiser l'accès des enfants et des jeunes notamment en zones rurales aux compétences numériques, à la robotique et à l'intelligence artificielle.

Son approche inclusive favorise particulièrement l'intégration des jeunes filles dans les filières STEM, où elles demeurent sous-représentées.

Le sponsoring, bien plus qu'un appui logistique

Comme l'a souligné Mlle Ben Hassine, ce parrainage n'est pas un simple soutien, mais un acte de solidarité régionale et de coopération Sud-Sud : «Soutenir une entrepreneure jordanienne, c'est illustrer notre appartenance à une région connectée par les valeurs de solidarité, de croissance partagée et de fierté arabe. »

L'objectif est de valoriser des modèles féminins inspirants afin d'inciter les Tunisiennes,



*Méjda Ben Hassine, Responsable RSE-ESG
-Arab Tunisian Bank*

Maghrébines et Arabes à innover et à s'impliquer activement dans l'économie de demain.

Un cas emblématique: la success story de Bara' Abou Shareefeh

L'exemple de Mme Abou Shareefeh, mis en lumière par l'ATB, illustre parfaitement la vision panafricaine et panarabe de la banque :

« En soutenant des profils comme Mme Abou Shareefeh, l'ATB incarne une vision panafricaine et panarabe de la croissance inclusive et durable. »

L'appui institutionnel à l'ESG

Dans son intervention, **Mlle Méjda Ben Hassine** a également insisté sur l'importance de créer des passerelles concrètes entre les femmes entrepreneures et les écosystèmes d'investissement. Elle a souligné l'appui constant de la Direction générale d'ATB au volet ESG et à l'institutionnalisation de l'engagement en faveur de l'inclusion économique des femmes.

Comme l'a rappelé M. Riadh Hajjej :

«L'inclusion économique des femmes ne se décrète pas, elle se construit, pas à pas, à travers des engagements concrets et des mécanismes efficaces.»

ENTRETIENS EXCLUSIFS AVEC LES FINALISTES

À partir de cette édition, la Revue UBA consacrera dans chaque numéro des entretiens exclusifs avec des finalistes du concours InspireHer. Cette série se poursuivra jusqu'à mettre en lumière les dix lauréates, offrant à nos lecteurs un portrait unique de leur parcours, de leurs défis et de leurs ambitions.

À paraître dans les pages suivantes:

Entrevue avec **Iman El Wasifi, Lauréate du InspireHer Women Entrepreneur de l'année 2025 : quand l'artisanat rencontre l'innovation**

Entrevue avec **Rose Bechara Perini, Lauréate du SANAD InspireHer Award 2025 : Quand Darmmess Devient un Symbole d'Entrepreneuriat Éthique**

Entrevue avec **Nouha Ben Zbir, Lauréate du Prix SANAD InspireHer 2025: Innover pour transformer le lactosérum en richesse durable**

Iman El Wasifi, Lauréate du InspireHer Women Entrepreneur de l'année 2025: quand l'artisanat rencontre l'innovation

Sacrée InspireHer Women Entrepreneur de l'année 2025, Iman El Wasifi incarne la réussite d'une femme visionnaire qui a su transformer sa passion en impact. À travers Muqbis.com, elle a bâti une plateforme pionnière qui valorise les artisans, soutient l'autonomisation des femmes et préserve l'identité culturelle. Dans cet entretien, elle revient sur son parcours, ses défis et son message aux entrepreneures du monde arabe.



Mme Fatima-Zahra JABRI, Responsable Branding, Amplification & Media Relations, Pôle Communication & Relations Institutionnelles – BANK OF AFRICA, Mme Iman EL Wasifi Laureate Inspireher Women Entrepreneur 2025, Mme Anna Dorangricchia, Project Manager Gender Equality, Union for the Mediterranean

1. Muqbis s'est imposée comme une plateforme puissante au service des artisans et créateurs locaux. Qu'est-ce qui vous a inspirée à lancer ce projet, et comment votre vision a-t-elle évolué depuis sa création ?

De nombreux jalons de ma vie ont conduit à la création de Muqbis chacun laissant une empreinte particulière sur ce parcours. Enfant, j'étais plutôt calme et observatrice, rarement entourée de beaucoup d'amis. Un jour pourtant, un garçon au talent exceptionnel m'a choisie comme son unique amie. J'avais à peine huit ans, et Philopater, mon ami, savait tout fabriquer de ses mains: argile, papier, ou même de simples morceaux de matériaux transformés en beauté entre ses doigts. Je me souviens l'avoir observé, fascinée. Ce fut la première étincelle de ma passion pour l'artisanat. Par la suite, mon amour pour l'Art n'a cessé de grandir. Je rêvais d'intégrer la Faculté des Beaux-Arts, mais un test imprévu, dont je n'avais pas connaissance, m'a empêchée d'emprunter cette voie. J'ai alors choisi d'étudier la littérature anglaise, avant de poursuivre un cursus postuniversitaire en marketing stratégique des affaires au **Chartered Institute of Marketing**. Sur le plan professionnel, j'ai évolué dans divers rôles dans la technologie, la communication et le développement commercial. J'y ai appris à résoudre des problèmes grâce à la technologie, à construire des plateformes et à écouter attentivement les besoins des utilisateurs. Avec le recul, je comprends que j'étais destinée à étudier le langage pour saisir l'expression, explorer la stratégie d'entreprise et à mettre mon goût pour l'Art au service non pas d'un seul artisan (moi-même), mais de milliers de créateurs talentueux dans notre région, qui avaient besoin d'outils concrets pour grandir.

Muqbis est né de cet appel : construire un pont entre le talent, la technologie et l'identité culturelle.

2- Avec près de deux décennies d'expérience en marketing et en développement commercial, comment vos précédents rôles chez Egypt Yellow Pages, QNB et Property Finder ont-ils façonné votre approche du leadership chez Muqbis ?

Chaque poste que j'ai occupé a constitué une pierre fondatrice dans la construction de Muqbis. Chez Egypt Yellow Pages, où je dirigeais le marketing, j'ai travaillé en étroite collaboration avec des milliers de PME. J'y ai découvert que derrière chaque petite entreprise se cache une histoire magnifique, souvent méconnue façonnée de rires, d'efforts et de résilience. Cela m'a appris à ne jamais considérer l'artisanat comme de simples « produits ». Chez Muqbis, nous voyons chaque création comme une extension du talent humain, et nous avons ancré cette conviction dans notre culture, nos opérations et nos processus.

Mon passage chez QNB et Property Finder fut très différent le premier ancré dans les institutions bancaires traditionnelles, où j'étais la plus jeune manager de l'équipe, et le second dans un environnement digital, rapide et innovant, où j'étais l'une des plus âgées... même mon responsable était plus jeune que moi ! Pourtant, j'ai énormément appris de lui. Ces deux expériences m'ont inculqué l'adaptabilité, l'humilité et l'importance d'apprendre de chacun quel que soit son âge, son titre ou son parcours. C'est ce qui a façonné la culture de Muqbis: un esprit de croissance mutuelle. Nous sommes une équipe qui construit ensemble, qui évolue en harmonie, partage ses objectifs en toute transparence et rame dans la même direction avec un but commun.

3- Muqbis opère à l'intersection entre la préservation culturelle et l'autonomisation économique. Quels défis avez-vous rencontrés dans le développement d'une entreprise à vocation aussi forte, notamment dans l'espace numérique ?

Dès le départ, nous savions que nous ne faisons pas que digitaliser la vente de produits nous digitalisons le talent humain. C'est un parcours bien plus subtil, émotionnel et exigeant.

Beaucoup des femmes avec lesquelles nous travaillons manquent de compétences numériques de base. Leur apprendre à vendre en ligne, à valoriser leur travail de manière équitable, à préserver leur identité culturelle tout en répondant à une demande mondiale est un exercice d'équilibre délicat. Cela exige non seulement de la technologie, mais aussi de

l'empathie, une compréhension culturelle et beaucoup de patience.

Développer une plateforme à vocation sociale comme Muqbis signifiait investir dans des équipes passionnées, dans une formation continue, et dans la construction d'outils technologiques réellement inclusifs qui suppriment les barrières numériques afin que les artisans puissent s'épanouir sans avoir besoin d'être des experts en technologie.

Et tout cela, bien sûr, nécessite des ressources. Du financement aux partenariats, en passant par une forte conviction interne nous avons affronté tous ces défis, et nous continuons à évoluer, un artisan à la fois.

4- En tant que lauréate du InspireHer Women Entrepreneurs Award 2025, quel message aimeriez-vous adresser aux femmes entrepreneures du monde arabe qui aspirent à transformer leur passion en impact ?

Quel moment inoubliable ! En me tenant sur cette scène, j'ai revu défiler dans mon esprit toutes ces nuits blanches, ces défis relevés, ces petites victoires et ces percées magnifiques rendues possibles grâce à l'équipe extraordinaire qui se tient derrière Muqbis. C'était réellement un instant de gloire.

À toutes les femmes entrepreneures:

Vous méritez d'être vues. Vous méritez d'être entendues. Vous méritez d'être célébrées.

La route peut sembler longue et semée d'embûches, mais vous êtes faites de résilience, de passion et d'une force créatrice exceptionnelle. Continuez à avancer. Continuez à croire. Le changement que vous portez compte non seulement pour votre entreprise, mais aussi pour votre communauté, votre culture et les générations à venir. Votre voix, votre travail et votre impact sont aujourd'hui plus nécessaires que jamais.

Restez fortes. Restez authentiques. Et n'arrêtez jamais de rêver.

Rose Bechara Perini, Lauréate du SANAD InspireHer Award 2025: Quand Darmmess Devient un Symbole d'Entrepreneuriat Éthique

Lauréate du prestigieux SANAD InspireHer Award 2025, Rose Bechara Perini incarne la résilience et l'innovation des femmes entrepreneures arabes. Avec sa marque Darmmess, elle a transformé l'huile d'olive libanaise en un emblème international de durabilité et d'authenticité. Dans cet entretien exclusif, elle revient sur son parcours et sa vision d'un entrepreneuriat à impact, ancré dans la tradition et tourné vers l'avenir.



1. Darmmess a acquis une reconnaissance internationale grâce à son modèle unique, fondé sur la transparence et l'impact social. Qu'est-ce qui vous a inspirée à lancer cette aventure et comment la mission a-t-elle évolué depuis 2019 ?

« Darmmess est né de mon histoire personnelle et de mes racines à Deir Mimas, souvent surnommé le Bordeaux des huiles d'olive. Enfant, j'ai grandi dans la magie des saisons de récolte : la joie des familles réunies aux moulins, la fierté d'une communauté soudée par des siècles de tradition, et cette conviction que l'huile d'olive était bien plus qu'un simple aliment — c'était une culture, un héritage, une résilience. Forte de ce legs, j'ai ressenti une profonde responsabilité de le partager avec le monde, non seulement comme un produit, mais comme une histoire de personnes et de terroir. En octobre 2019, quelques semaines seulement avant le déclenchement de la révolution libanaise, j'ai enfin transformé ce rêve en réalité : lancer Darmmess comme un modèle de transparence, d'autonomisation et d'authenticité. »

Depuis, le parcours a largement dépassé tout ce que j'avais pu imaginer. Aujourd'hui, Darmmess est présent dans 15 pays, récompensé par 9 prestigieux prix internationaux, et figure fièrement parmi le top 1 % des huiles d'olive extra vierges au monde. Bien plus qu'une simple huile d'olive, nous avons positionné Darmmess à la fois comme complément alimentaire naturel et comme condiment gastronomique, créant un pont entre santé et gastronomie tout en restant fidèles à nos origines. Ce qui avait commencé comme un hommage à mon village et à ses habitants est devenu une marque internationale, prouvant qu'un entrepreneuriat à impact, né du Liban, peut établir de nouveaux standards à l'échelle mondiale.

2. Avec votre solide expérience en neuromarketing et en comportement du consommateur, comment avez-vous utilisé ces compétences pour positionner Darmmess sur un marché alimentaire mondial hautement compétitif ?

Mon parcours académique et professionnel en neuromarketing a joué un rôle déterminant dans le positionnement de Darmmess. Le neuromarketing va au-delà du marketing traditionnel : il s'agit de comprendre les leviers inconscients des décisions des consommateurs, les émotions qui fondent la

confiance, et les récits qui résonnent vraiment. Je savais dès le départ que si Darmmess voulait réussir à l'international, ce ne pouvait être ni par le prix ni par le volume. Il fallait créer une connexion profonde avec les valeurs des consommateurs : transparence, authenticité, santé et richesse culturelle.

En appliquant la psychologie du consommateur, nous avons construit Darmmess comme bien plus qu'une marque alimentaire : c'est une expérience qui relie patrimoine et bien-être. Nous mettons en avant la traçabilité de chaque bouteille, les bienfaits santé exceptionnels de l'huile d'olive libanaise riche en antioxydants, ainsi que les histoires humaines qui se cachent derrière sa production. Cette approche a permis de transformer l'huile d'olive d'un simple produit de consommation en un véritable choix de vie : à la fois un complément naturel pour les consommateurs soucieux de leur santé et une délicatesse gastronomique pour les chefs et les passionnés de cuisine. En définitive, le neuromarketing nous a permis de créer un espace unique où éthique, qualité et émotion se rejoignent, offrant à Darmmess un avantage compétitif durable sur le marché mondial.

3. Darmmess se situe au carrefour de la responsabilité environnementale, de l'autonomisation rurale et de la qualité haut de gamme. Quels défis majeurs avez-vous



rencontrés pour développer une marque à impact à l'échelle internationale ?

« Pour être honnête, lancer une entreprise au Liban a ressemblé à marcher pieds nus en pleine tempête. Nous avons fondé Darmmess quelques jours seulement avant le déclenchement du soulèvement d'octobre 2019. Quelques semaines plus tard, j'ai perdu toutes mes économies, piégées dans les banques. Du jour au lendemain, je n'avais plus de liquidités, plus d'accès au capital, et pourtant je tentais de bâtir une marque internationale. Puis est venue l'hyperinflation, qui a rendu inaccessibles ou introuvables même les intrants les plus basiques : bouteilles en verre, étiquettes, diesel, électricité. Nous avons dû nous adapter sans cesse, parfois en transformant notre huile non pas quand la qualité l'exigeait, mais simplement quand nous avions du courant ou un générateur disponible. J'avais souvent l'impression d'être à la merci de tout, sauf de la nature.

Alors que nous commençons à nous adapter, la COVID a frappé. Puis, en 2023, la guerre est revenue dans le sud. Cette année-là, nous avons pu produire une petite quantité, mais en 2024 nos terres sont devenues inaccessibles et nos équipements détruits. Pour la première fois depuis la création de Darmmess, nous n'avons pas pu produire une seule goutte d'huile.

Et pourtant, à travers tout cela, ce qui nous a portés, c'est le soutien extraordinaire de notre communauté. Des clients nous ont contactés pour demander comment aider. Des consommateurs du monde entier voulaient entendre notre histoire et se tenir à nos côtés. Cela nous a redonné espoir. J'ai compris que Darmmess n'était pas seulement une question de vendre de l'huile d'olive ; il s'agissait de préserver une culture qui refuse de disparaître. Même lorsque les arbres se taisent, les racines, elles, sont vivantes et nous aussi. Cette résilience, ce refus d'abandonner, c'est

ce qui nous permet de continuer à développer Darmmess à l'international, non seulement comme une marque premium, mais comme un symbole d'endurance, d'authenticité et de sens. »

4. En tant que lauréate du SANAD InspireHer Award, reconnue pour votre leadership en matière de durabilité, comment percevez-vous votre rôle dans la construction de l'avenir de l'entrepreneuriat éthique dans la région arabe et au-delà ?

« Remporter le SANAD InspireHer Award est profondément significatif, car cela représente bien plus que mon propre parcours : c'est le reflet de la résilience de chaque femme, agriculteur et communauté rurale qui se tient derrière Darmmess. C'est une reconnaissance de leur force et un rappel que les femmes de notre région peuvent bâtir des marques de classe mondiale sans jamais transiger sur leurs valeurs. Mon rôle est de continuer à prouver que la durabilité n'est pas un frein à la croissance, mais un avantage concurrentiel, et d'inspirer d'autres femmes entrepreneures à croire que leurs racines et leurs histoires peuvent nourrir un succès global.

Dans le même temps, ce prix m'offre une tribune pour plaider en faveur d'un mouvement plus large d'entrepreneuriat éthique dans toute la région arabe. Malgré la fragilité économique, les conflits et les pressions liées au climat, nous disposons d'atouts immenses : des traditions riches, une biodiversité précieuse et une nouvelle génération prête à redéfinir le monde des affaires. En accompagnant de jeunes fondateurs, en partageant notre histoire et en encourageant la création d'écosystèmes à impact, je souhaite contribuer à bâtir un avenir où notre région sera reconnue non pas pour ses défis, mais pour son leadership en matière d'innovation éthique et de croissance durable. »



**Entretien avec Mme Nuhayr Zein, Fondatrice de Leukeather –
Lauréate du Prix InspireHer – Sanad**

Du déchet à la matière de luxe, Nuhayr Zein bouscule les codes du design durable. Avec Leukeather, cette jeune architecte réinvente les gousses de l'arbre *Leucaena* en un cuir végétal innovant, esthétique et respectueux de l'environnement. Lauréate du Prix SANAD InspireHer, elle incarne une nouvelle génération d'innovatrices arabes. Son ambition : prouver que durabilité et élégance peuvent marcher main dans la main



Les lauréates du prix SANAD inspireHer

1- Leukeather représente une réponse innovante aux défis environnementaux tout en s'inscrivant dans une dimension esthétique culturelle. Qu'est-ce qui vous a inspirée à développer une alternative végétale au cuir exotique, et comment votre vision a-t-elle évolué au cours de vos recherches ?

Leukeather est né d'un constat à la fois intime et professionnel: celui des flux de déchets qui abondent dans la région MENA. Parmi eux, un élément en particulier a retenu mon attention: les gousses de l'arbre *Leucaena*. Abondantes mais négligées, elles m'ont semblé receler un potentiel insoupçonné, celui de donner vie à un matériau inédit, porteur à la fois de durabilité et d'identité culturelle. Mon parcours d'architecte a naturellement orienté ma démarche : j'ai abordé l'innovation matérielle non pas uniquement comme une prouesse technique, mais comme une manière

de raconter des histoires, de refléter un patrimoine et de célébrer un lieu.

Au fil des années, cette intuition s'est transformée en une vision globale. Leukeather dépasse aujourd'hui l'ambition de remplacer le cuir exotique : il incarne un véritable changement de paradigme, où luxe et durabilité se rencontrent dans une alliance authentique, profondément enracinée dans la flore régionale. La recherche a progressivement élargi son champ, allant bien au-delà de l'esthétique, pour embrasser des enjeux de résistance, de mise à l'échelle et de dialogue entre science et artisanat, avec l'ambition de rayonner à l'international.

2- Votre travail conjugue avec finesse l'architecture, l'innovation matérielle et le récit culturel. Comment ces disciplines, en s'entrecroisant, contribuent-elles à faire

émerger une vision plus durable du design, dans la région du Golfe comme à l'échelle internationale ?

L'architecture m'a appris à penser à plusieurs échelles, à comprendre comment un simple détail matériel peut influencer l'expérience de tout un espace. L'innovation matérielle, elle, m'offre la possibilité d'explorer à la fois les qualités microscopiques et systémiques de la matière, tandis que le récit culturel garantit que mon travail reste ancré dans l'identité et porteur de sens. Ensemble, ces disciplines forment une triade puissante. En intégrant les histoires de la flore locale et du patrimoine régional dans des matériaux durables comme Leukeather, nous pouvons concevoir des créations qui trouvent un écho à l'échelle mondiale tout en demeurant fidèles à leurs origines. Au-delà de la région MENA, cette démarche propose un modèle à d'autres territoires en quête d'un équilibre entre tradition et innovation dans une perspective durable.

3- La durabilité constitue l'un des piliers de votre démarche. Quels ont été les principaux défis rencontrés dans le développement de Leukeather – de l'idéation au prototypage – et comment abordez-vous aujourd'hui la question de l'évolutivité ?

L'un des plus grands défis a été celui de la crédibilité. Créer un matériau entièrement nouveau à partir de rien suppose de surmonter beaucoup de scepticisme : il fallait prouver sa durabilité, ses performances et sa capacité à répondre aux normes exigeantes de secteurs comme la mode, le design d'intérieur ou encore l'automobile. Au départ, le passage de l'idéation au prototype fonctionnel a nécessité d'innombrables essais pour trouver le juste équilibre entre flexibilité, texture et longévité. L'évolutivité constitue aujourd'hui la nouvelle frontière. Si Leukeather est encore fabriqué de manière artisanale, je travaille à ouvrir la voie vers l'automatisation et des processus industriels capables de préserver son authenticité tout en répondant à la demande. Les collaborations avec des scientifiques, des laboratoires et des acteurs industriels jouent un rôle clé à cette étape, tout comme l'obtention d'investissements adaptés pour

passer de l'artisanal à la production à plus grande échelle. L'enjeu majeur reste de croître sans jamais perdre l'intégrité culturelle et écologique qui fait l'essence de Leukeather.

4- En tant que lauréate du prix SANAD InspireHer, qui distingue l'excellence en matière de durabilité, comment envisagez-vous votre rôle dans la promotion de l'éco-innovation et dans l'inspiration d'un changement systémique à l'échelle du monde arabe ?

Rempporter le Prix SANAD InspireHer a renforcé ma conviction que l'éco-innovation doit émerger de l'intérieur même de la région, en s'enracinant dans ses ressources naturelles et ses expressions culturelles. Mon rôle se décline en deux volets. D'une part, continuer à repousser les limites de l'innovation matérielle et démontrer que les alternatives durables peuvent être à la fois luxueuses, crédibles et compétitives à l'échelle mondiale. D'autre part, agir comme un trait d'union, en reliant communautés, designers et industries autour de nouvelles idées et de perspectives inédites.

Dans le monde arabe, l'appétit pour des solutions durables est en pleine croissance, mais un véritable changement systémique exige à la fois de l'inspiration et des preuves concrètes. En créant un matériau comme Leukeather et en démontrant sa viabilité, j'espère encourager d'autres innovateurs à réinventer les flux de déchets et à revaloriser les ressources naturelles qui les entourent. Mon ambition est de contribuer à un mouvement où la durabilité ne serait plus un supplément, mais bien la base de notre manière de concevoir, de produire et de consommer.



SUCCESS STORY INSPIREHER

Dans chaque édition de la Revue UBA, une success story sera consacrée à l'un des dix finalistes, afin de retracer son parcours, son projet et son impact. Cette rubrique se poursuivra jusqu'à mettre en lumière l'ensemble des lauréates.

MUQBIS: QUAND L'ARTISANAT RENCONTRE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



TISSER LES FILS DU PATRIMOINE DANS L'AVENIR DU COMMERCE

Par Iman El Wasifi – Lauréate du prix InspireHer Femme Entrepreneure de l'Année 2025

Moment marquant pour l'innovation portée par les femmes dans la région arabe, Iman El Wasifi a été sacrée InspireHer Femme Entrepreneure de l'Année 2025 lors du prestigieux Women Business Forum, tenu à Palerme, en Italie. Sa victoire dépasse la réussite personnelle: elle incarne la célébration du patrimoine culturel, de l'innovation numérique et du pouvoir transformateur des femmes entrepreneures dans la promotion d'une croissance économique durable.

PDG et cofondatrice égyptienne de Muqbis.com, Iman évolue depuis près de vingt ans à l'intersection du marketing stratégique, du développement commercial et de l'impact

social. Avec un parcours marqué par des postes de direction chez Egypt Yellow Pages, QNB et Property Finder, elle a toujours mis l'innovation au service de la croissance. Mais c'est avec Muqbis sa plateforme révolutionnaire alimentée par l'IA dédiée à l'artisanat qu'Iman a véritablement tissé l'héritage dans la trame de l'avenir.

Un mouvement culturel, pas seulement une place de marché

Dans un monde dominé par la production de masse, Muqbis est née avec une mission : donner une voix aux artisans de la région et préserver des traditions en voie de disparition. Bien plus qu'une plateforme

e-commerce, Muqbis est un pont culturel reliant un savoir-faire ancestral à un public mondial. Du tressage de paniers dans l'oasis de Fayoum, en Égypte, à la broderie palestinienne et à la céramique marocaine, la plateforme sélectionne et célèbre la richesse de l'artisanat du Moyen-Orient et d'Afrique.

Mais l'admiration ne suffit pas : Muqbis transforme l'appréciation en action en offrant aux artisans en particulier aux femmes et aux communautés marginalisées des outils numériques, un accès équitable au marché et une visibilité internationale.

Mettre la technologie au service du patrimoine

Ce qui distingue Muqbis, c'est son alliance harmonieuse entre tradition et technologie. Grâce à des outils propulsés par l'IA, des artisans sans compétences numériques peuvent facilement optimiser la présentation de leurs produits, générer des descriptions multilingues, fixer des prix compétitifs et gérer leurs stocks. Des fonctions automatisées de marketing et des moteurs de recommandation offrent à un petit atelier de Haute-



Égypte la même infrastructure intelligente qu'aux grands vendeurs mondiaux.

Ce n'est pas seulement une numérisation: c'est une démocratisation.

Un modèle ancré dans l'impact

Depuis son lancement, Muqbis a soutenu plus de 1 500 artisans en Égypte et se prépare désormais à en accompagner 10 000 dans toute la région MEA. La plateforme garantit une rémunération équitable, propose des formations au commerce transfrontalier et développe des chaînes d'approvisionnement durables alignées sur six Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, allant de l'égalité des genres à la consommation responsable.

Une vision qui dépasse les frontières

L'obtention du prix InspireHer a marqué un nouveau chapitre. Muqbis est en train de créer un hub logistique aux Pays-Bas afin d'ouvrir les marchés européens aux artisans de la région MEA et de réduire les barrières à l'exportation. En parallèle, l'entreprise travaille à établir des partenariats stratégiques avec des distributeurs, des musées et des concept stores internationaux, offrant ainsi aux créateurs locaux une vitrine mondiale et un accès direct à de nouveaux publics.

Pour Iman El Wasifi, cette expansion n'est pas seulement une réussite commerciale : c'est un acte de préservation culturelle et un engagement à transmettre aux générations futures un patrimoine vivant, porté par l'innovation et le talent des artisans de la région.

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



OUR CONTINENT, OUR FUTURE

**BANK OF AFRICA
ENGAGÉE DANS
LE FINANCEMENT
DE L'ADAPTATION
ET LA RÉSILIENCE
AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

BANKOFAFRICA.MA

BANK OF AFRICA - S.A. au capital de 2382.863.330 Dirhams - Etablissement de crédit - Arrêté d'agrément n°2848-04 du 23 août 1994 - 140 avenue Hassan II - 20039 Casablanca - Maroc - RC : 227149 Case - N° F101083112



GLOBAL
FINANCE

البنك العربي...
أفضل بنك في الشرق الأوسط
للعام 2025

arabbank.com



البنك العربي
ARAB BANK



الموصل بـدائـة